

LA RÉUNION DE LA GRANJA

**Le climat psychologique s'est amélioré entre Paris et Madrid**

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-R., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 ¥ ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 100 d. Tariff des abonnements page 6

## Le nombre des étrangers en France augmente

*La politique d'immigration entre la « générosité » et le « réalisme »*

Le ministère de l'Intérieur garde secret le nombre d'étrangers installés en France. Officiellement, les dernières statistiques en possession de M. Defferre font l'objet d'ultimes « vérifications ». En réalité, ces chiffres seraient embarrassants. Ils feraient apparaître une progression au cours de l'année dernière du nombre d'étrangers, qui était de 423 928 le 1<sup>er</sup> janvier 1982. Le gouvernement hésite à rendre officielle l'augmentation intervenue depuis, alors que le chômage progresse à nouveau.

L'augmentation enregistrée en 1982 est la conséquence de la politique de régularisation des « sans papiers », décidée après la victoire de la gauche. Elle est due aussi aux regroupements familiaux qui ont été facilités.

Les réticences du gouvernement à assumer les conséquences de cette politique illustrent les contradictions dans lesquelles il se débat. Un jour, il décide d'assouplir ses visas de sortie obligatoires pour les ressortissants de certains pays. Quelques mois plus tard, les Latino-américains en sont dispensés, mais eux seuls, sans qu'on sache exactement pourquoi.

BERTRAND LE GENDRE.  
(Lire la suite page 10.)

(Lire page 10 le reportage de L.-M. DURAND-SOUFFLAND sur « Roumanie et ses Turcs ».)

## M. PIERRE MAUROY invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury R.T.L.-le Monde » dimanche 3 juillet de 18 h 15 à 19 h 30.

Le chef du gouvernement répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Rollat du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut, et de Gilles Leclerc de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Babin.

Les émissions dominicales du « Grand Jury R.T.L.-le Monde » seront interrompues pendant les mois de juillet et août et reprendront début septembre.

MICHEL COURNOT.  
(Lire la suite page 17.)

## « ARIANE A NAXOS » à l'Opéra-Comique

(Lire page 17 l'article de JACQUES LONCHAMPT.)

## Jack Ralite préconise une « gestion économique » du chômage

*Le ministre de l'emploi veut lutter contre la dégradation prévisible du marché du travail*

Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de l'emploi depuis le lendemain des élections municipales, ancien ministre de la santé, M. Jack Ralite, un des quatre ministres communistes, nous a expliqué la politique et les intentions du gouvernement face à la montée du chômage.

« Les résultats du mois de mai traduisent une poussée du chômage. Quelle politique préconisez-vous pour enrayer cette tendance ? »

« Appréhender une tendance demandée du recul. Il apparaît alors que le bilan du gouvernement Mauroy est positif : la progression du nombre de chômeurs était de 163 000 en 1980 (+ 11,1 %), de 382 000 en 1981 (+ 23,4 %) ; elle a été contenue à 117 000 en 1982 (+ 5,8 %) ; elle n'est plus que de 27 700 (+ 5 %) entre mai 1982 et mai 1983. Ceci nous situe favorablement par rapport aux autres pays occidentaux industriels. »

Propos recueillis par ALAIN LEBAUDE  
(Lire la suite page 22.)

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

- Listes séparées pour le R.P.R. et l'U.D.F.
- Prochaine rencontre Giscard-Chirac

(Lire page 8 l'article d'ANDRÉ PASSERON.)

## Le chancelier Kohl tente à Moscou une mission impossible

*Le responsable ouest-allemand pourra difficilement débloquer la négociation sur les euromissiles*

De notre envoyé spécial

Moscou. — Le chancelier Kohl est attendu à pied ferme à Moscou lundi 4 juillet. Sa visite offre peut-être le dernier espoir pour les Soviétiques de renouer avec l'Europe occidentale un dialogue pratique interrompu par le blocage auquel ont abouti jusqu'ici les négociations de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires.

La grande offensive de propagande contre le futur déploiement des Pershing II et des missiles de croisière américains en Europe n'a pas épargné le chancelier ouest-allemand. Avec tout autant de vivacité que pour d'autres dirigeants ouest-européens, la presse l'a accusé d'« épouser sans réserve la ligne militariste de Washington » et de démentir les faits en justifiant cette dernière par la menace que l'U.R.S.S. ferait peser sur l'Occident.

Les reproches adressés au gouvernement de Bonn sont cependant plus précis que ceux dirigés contre Paris ou Londres : dans la mesure où les commentateurs soviétiques relèvent une contradiction entre l'acceptation par l'Allemagne fédérale du déploiement sur son territoire des nouvelles armes américaines et son désir, parallèlement affirmé, de poursuivre ses relations avec l'Europe de l'Est, l'U.R.S.S. compte.

ALAIN JACOB  
(Lire la suite page 4.)

## AU JOUR LE JOUR

### Seconde

Le 30 juin, nous avons tous bénéficié d'une seconde supplémentaire. Qu'avons-nous fait ? Un sondage exprime réalisé dans la minute qui a suivi nous permet de révéler que 10 % des Français en ont profité pour travailler une seconde de plus qu'à l'ordinaire, et 10 % pour prolonger d'autant leur sieste. Les autres ont révisé (10 %), bûilé (9 %), éternué (8 %), protesté (7 %), rié (6 %) ou pleuré (5 %).

Le reste, ce sont les indécis : le temps d'un soupir, ils se sont demandé ce qu'ils pourraient bien faire de cette précieuse seconde. Ils l'ont laissée filer.

BRUNO FRAPPAT.

## DE LA POLOGNE A L'AMÉRIQUE CENTRALE

### A chacun ses rhumatismes

par ANDRÉ FONTAINE

assentiment. A chaque occasion, le contenu positif de l'événement a été abondamment souligné, quitte à ce que soient occultés dans la mesure du possible les propos et les images qui superposaient au dit positif l'obsédante, agaçante présence de Solidarité.

Le pape n'est pas né d'hier, et il possède une expérience sans égale des relations avec les pouvoirs communistes. En visitant la Pologne, en rencontrant ses dirigeants, il savait ce qu'il faisait. Il ne pouvait ignorer que Jaruzelski et ses camarades cherchaient à tirer en toute circonstance la couverture à eux : qu'il s'agisse de la paix, intérieure et extérieure, de la course aux armements, qu'il s'agisse surtout de la reconnaissance de leur propre autorité. Il n'a pas hésité à leur envoyer dès le début un grand coup de tiare en exprimant son « estime pour tous les représentants distingués des autorités et pour chacun d'eux en particulier suivant la charge qu'ils exercent, la dignité dont ils sont revêtus et aussi selon l'importance des responsabilités qui pèsent sur chacun de vous devant l'histoire et devant votre conscience ».

Si l'on comprend bien le Saint-Père, il laisse à la « conscience » des intéressés et à l'« histoire » le soin de

qualifier davantage l'étendue de l'« estime » qu'il porte à ceux qui se trouvent aujourd'hui à la tête de l'Etat et du parti polonais et qui y ont droit, en quelque sorte, en qualité. Il ne met pas en cause leur légitimité, bien que le Vatican n'ait jamais répudié l'enseignement de Pie XI sur le caractère « intrinsèquement pervers » du communisme. Bien que le pouvoir du général Jaruzelski s'appuie davantage, c'est un euphémisme, sur la présence de l'armée soviétique que sur le consensus de son propre peuple.

(Lire la suite page 2.)

## LES JOURNÉES DU CONSERVATOIRE D'ART DRAMATIQUE

### La conscience du comédien

« On ne peut pas fabriquer un acteur. On naît acteur, mais on n'a pas trop de toute une vie pour le devenir », dit Jacques Rouyer qui a dirigé le Conservatoire national supérieur d'art dramatique depuis 1974, et qui aujourd'hui passe la relève à Jean-Pierre Miquel.

Pendant les neuf années de direction de Jacques Rouyer, le Conservatoire a changé très sensiblement. Les modalités de l'entrée au Conservatoire ont été modifiées, des examens, étirés sur quatre mois, de février à mai, remplaçant l'ancien concours d'entrée qui avait lieu en octobre (cela a été nécessaire par une progression très forte du nombre des candidats à partir de 1974 : il y a eu, en 1981, huit cent quatre-vingt-neuf candidats pour trente-six admissions).

Des examens qui avaient lieu en cours d'année, en janvier, ont été remplacés par des « Rencontres pédagogiques ». Le célèbre concours de sortie a été supprimé, et, en fin d'année, les élèves présentent simplement des scènes, sans compétition.

### La conscience du comédien

Le caractère de l'enseignement lui aussi a changé, parce que les professeurs de théâtre, plutôt traditionnels, ont été remplacés par des maîtres plus jeunes, plus progressistes, et qui demeurent au Conservatoire moins longtemps, afin de permettre un renouvellement constant.

Les professeurs sont à présent Jean-Pierre Miquel (arrivé en octobre 1977), Michel Bouquet (novembre 1977), Jacques Sereys (octobre 1979), Pierre Vial (octobre 1980), Jacques Lassalle et Claude Régy (octobre 1981), Viviane Théophilides (octobre 1982). Mais Miquel devient directeur, et Lassalle est nommé à Strasbourg.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 17.)

## « ARIANE A NAXOS » à l'Opéra-Comique

(Lire page 17 l'article de JACQUES LONCHAMPT.)

PARIS

# SOLDE

ARNYS 14, rue de Sévres (7<sup>e</sup>) - Tél. 548-76-99

LES COTISATIONS DES EMPLOYEURS A L'ASSURANCE-MALADE POURRAIENT ÊTRE DÉPLAÇONNÉES

Les cotisations des employeurs pourraient être complètement déplaçonnées. Cette décision qu'annonce M. Bergeon, président du syndicat de la mutualité, pourrait être prise par une loi de finances.

L'opération, qui serait globalement blanche pour les cotisateurs, est à l'étude depuis l'été 1981. Elle aurait des avantages. Le premier serait de modifier le système de répartition des cotisations, qui est basé sur le revenu, par exemple, qui progresserait. Le second avantage serait d'aligner les cotisations des salariés et celles des entrepreneurs, ce qui faciliterait l'habilitation, on le sait, de ces derniers à la contribution des cotisations - par les fortes hausses de 50 % intervenues depuis le printemps 1981.

La réforme des cotisations à l'assurance-maladie, qui est l'un des points de la réforme de la sécurité sociale, pourrait être prise en compte dans la loi de finances 1983. Elle est actuellement à l'étude par le gouvernement.

## UNE SECONDE DE PLUS

La journée du 30 juin aura été une seconde de plus. C'est ce qu'a décidé le gouvernement. Cette décision a été prise par le conseil des ministres.

La décision a été prise par le conseil des ministres. Elle a été prise par le conseil des ministres.

La décision a été prise par le conseil des ministres. Elle a été prise par le conseil des ministres.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.

## Lesotho

les forces paramilitaires de l'Armée de libération ont tué 12 personnes.







# Le Monde

# étranger

## EUROPE

Jean-Paul II

RONNEL

Le pape Jean-Paul II a quitté Rome ce matin pour se rendre à la messe de la Pentecôte à la basilique de Saint-Pierre.

Le pape a été reçu à la gare par le cardinal Tettamanzi, archevêque de Milan, et par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat. Il a ensuite été conduit à la basilique de Saint-Pierre où il a célébré la messe à 10 heures.

Après la messe, le pape a rencontré les membres du gouvernement italien à la résidence pontificale. Il a ensuite été conduit à la basilique de Saint-Pierre où il a célébré la messe à 18 heures.

(A. DUBOIS)

### Espagne

#### LES RÉNOVATEURS L'EMPORTENT AU COMITÉ CENTRAL

#### M. Carrillo a perdu le contrôle du P.C.E.

Madrid. — La rupture semble consommée entre M. Santiago Carrillo et son successeur à la tête du P.C. espagnol, M. Gerardo Iglesias. Pendant une réunion particulièrement agitée du comité central, du 27 au 30 juin à Madrid, l'ancien secrétaire général a, pour la première fois, perdu le contrôle d'une formation qu'il a dominée durant vingt-deux ans : malgré son opposition virulente au rapport présenté par M. Iglesias, celui-ci a été finalement approuvé par 46 voix contre 23 et 12 abstentions.

La direction du P.C.E. s'était réunie pour préparer le onzième congrès du parti qui aura lieu en décembre et qui devrait être celui de la « rénovation ». Les partisans de M. Iglesias et les « carrillistes » se sont affrontés à la fois sur l'ampleur des réformes à faire et sur l'attitude à adopter à l'égard du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol), aujourd'hui au pouvoir.

M. Iglesias propose une chirurgie radicale pour vivifier un parti qui a perdu 65 % de ses militants entre 1979 et 1982 et n'a obtenu que quatre députés aux élections législatives d'octobre dernier. Il veut l'intégrer à nouveau aux mouvements de masse (syndicats, organisations de quartiers, etc.), accélérer la rénovation de la direction en remplaçant progressivement la « vieille garde »

#### De notre correspondant

et réintégrer tous ceux qui ont été exclus. Il souhaite aussi réformer en profondeur les statuts et le programme du parti.

M. Carrillo a interprété comme un désaveu l'éventuelle réintégration de militants qu'il a lui-même exclus. « On veut faire de moi le bouc émissaire des difficultés passées », a-t-il affirmé. En outre, les « carrillistes » accusent M. Iglesias et ses partisans de vouloir transformer le P.C.E. en une formation de type social-démocrate et d'accepter l'idée de tendances organisées qui, selon eux, dénatureraient le mouvement communiste espagnol.

Les divergences sont aussi grandes à propos du gouvernement socialiste. Les partisans de M. Iglesias critiquent certains aspects de l'action gouvernementale (la politique extérieure et en économie notamment). Mais ils affirment que le P.C.E. ne peut pas se montrer plus virulent à l'égard des socialistes qu'il ne l'a été avec les centristes. Il n'y a d'avenir pour les partis communistes européens qu'à travers la collaboration avec les socialistes, même au prix de certaines concessions, a ajouté M. Sartorius en citant l'exemple de M. Merchaus qui, a-t-il dit,

« doit avaler des couleuvres tous les jours ». Les partisans de M. Iglesias souhaitent qu'un gouvernement d'union de la gauche voie le jour après les élections législatives de 1986.

Leur raisonnement n'a guère convaincu M. Carrillo, qui s'est lancé dans une critique particulièrement violente du gouvernement socialiste. « Un groupe d'avocats et de hauts fonctionnaires de la banque se sont emparés de la direction du P.S.O.E. et l'ont mis sous des coups de pied », a-t-il affirmé, en accusant les socialistes de mener une politique économique « libérale bourgeoise » plus néfaste que celle des centristes.

En outre, M. Carrillo a durci ses positions politiques étrangères et remis en cause son appui à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Il s'est même assuré le soutien des « pro-soviétiques », ses ennemis d'hier, en favorisant les déclarations des pays du pacte de Varsovie en faveur d'un gel des armements nucléaires.

M. Carrillo a déjà opéré beaucoup de « virages » dans le passé. Une fois de plus il renverse ses alliances, mais cela ne lui suffit sans doute pour reprendre le contrôle du parti.

Th. M.

### Pologne

#### EN VISITE AU VATICAN

#### Le cardinal Glemp dément que le pape ait conseillé à M. Walesa de quitter la scène politique

#### De notre correspondant

Cité du Vatican. — L'arrivée à Rome, jeudi 30 juin, du primat de Pologne, le cardinal Glemp, et des évêques des villes « dans lesquelles s'est rendu le pape, a été pour le Saint-Siège l'occasion d'un double démenti des rumeurs qui ont circulé ces derniers jours. A propos de la création éventuelle d'un nouveau syndicat plus ou moins contrôlé par l'Eglise, Mgr Glemp a été catégorique : « Non, je n'en ai jamais entendu parler », a-t-il déclaré. D'autre part, à propos de la création d'une « banque » gérée par l'épiscopat et destinée au financement de l'agriculture privée, que l'on a présenté comme un des éléments d'un prétendu « marché » entre le pape et le général Jaruzelski, prévoyant, entre, la mise à l'écart de M. Walesa, le porte-parole du Vatican a déclaré : « Il avait été proposé aux évêques polonais par les évêques d'autres pays, et dans le cadre d'une assistance humanitaire à la Pologne, un projet d'aide financière à certains secteurs de l'agriculture. Ce projet est encore à l'étude. Les liens entre ce projet et la position de M. Walesa sont sans fondement. »

Le cardinal Glemp a précisé : « Le gouvernement est ouvert au projet d'une fondation confiée à la tutelle de l'Eglise polonaise et destinée au financement des coopératives agricoles et du petit commerce. » Il confirme ainsi, implicitement, que sont en cours des négociations pour la création d'une telle fondation, mais qu'il reste à en définir l'aspect juridique.

Interrogé sur la possibilité d'une levée de la loi martiale à l'occasion de la fête nationale, le 22 juillet, le primat de Pologne s'est limité à dire : « On peut penser que la loi martiale sera levée, mais il y a encore des questions en suspens. » Pressé de donner des précisions sur la vigueur du dialogue entre l'Eglise et l'Eglise, à la suite du voyage du pape, Mgr Glemp a déclaré : « Je ne sais s'il y a plus de vigueur dans ce dialogue, mais en tout cas il existe. »

A la question : est-il vrai que Lech Walesa a été écarté de la scène politique ? Mgr Glemp a répondu par une laconique : « Non. »

Le primat de Pologne s'est refusé à commenter, en affirmant ne pas avoir lu, l'article de Don Levi publié par l'« Observateur Romano » et qui avait provoqué la démission de son auteur.

A propos de l'hypothèse d'un nouveau syndicat, Mgr Gulbinowicz, qui passe pour représenter le parti de la ferme dans l'Eglise polonaise, a déclaré pour sa part : « Je ne pense pas qu'il soit juste de parler en ce moment d'un nouveau syndicat parce que l'autre n'est pas fini. Donc pourquoi un nouveau ? »

PHILIPPE PONS.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chine

• DIX PRISONNIERS VIETNAMIENS seront libérés le 6 juillet à la frontière sino-vietnamienne, a annoncé mardi 28 juin, le ministère des affaires étrangères. La Chine a réclamé un cesse-le-feu de quarante-huit heures dans la zone où les prisonniers — des soldats comme six militaires — et quatre « espions » — doivent être remis aux autorités vietnamiennes. Selon Pékin toutefois, celles-ci n'auraient pas encore répondu à la proposition chinoise. — (A.F.P.)

### République Sud-Africaine

• CINQUANTE-CINQ OTAGES libérés par l'UNITA sont arrivés jeudi 30 juin à Johannesburg, à bord d'un avion affrété par le C.I.C.R. (Comité international de la Croix-Rouge). Parmi les otages, on compte 45 Tchétchoulovaques (17 femmes, 21 enfants et 7 hommes), et 10 Portugais. Les anciens captifs de l'UNITA ont été libérés après plus de trois mois de détention et une longue marche à pied de 1 300 kilomètres. (Le Monde du 30 juin). Les

ressortissants tchécoslovaques devaient poursuivre leur voyage sur Kinshasa (Zaire) à bord d'un appareil de la compagnie Air Botswana. Les Portugais restent en Afrique du Sud quelques jours avant d'être rapatriés sur Lisbonne. — (A.F.P.)

• LIBÉRATION D'UN SYNDICALISTE. — Condamné, mardi 28 juin, à cinq ans de prison pour « terrorisme », M. Oscar Mpethe, ancien syndicaliste et ancien président de l'A.N.C. pour la région du Cap, qui est âgé de soixante-quatre ans, a été libéré mercredi contre un grand symbole de caution. Oscar Mpethe attendra donc chez lui que la justice se prononce sur son appel. — (Corresp.)

### Uruguay

• ENVIRON TROIS MILLE MANIFESTANTS, étudiants pour la plupart, ont défilé, le lundi 27 juin, dans le centre de Montevideo en scandant des slogans antigouvernementaux à l'occasion du sixième anniversaire du putsch perpétré par les militaires pour s'emparer du pouvoir. — (Reuter.)

### CINQ ANS DE PRISON POUR LE SYNDICALISTE EDMUND BALUKA

Varsovie (A.F.P.). — Le syndicaliste Edmund Baluka a été condamné, le jeudi 30 juin, à cinq ans de prison par le tribunal militaire de Bydgoszcz pour « appartenance à un complot contre l'Etat ».

L'un des principaux dirigeants de la grève de décembre 1970 aux chantiers navals de Szczecin, M. Baluka s'était réfugié à l'étranger, en France notamment, en 1973, pour échapper aux traxaceries policières dont il faisait l'objet. Il était rentré clandestinement en Pologne en avril 1981 et avait été interné le 13 décembre de la même année, en vertu de l'état de siège. Son procès s'était ouvert le 11 avril dernier.

Le procureur avait requis une peine de dix ans de prison. Le parquet a fait savoir qu'il se pourrait en appeler. C'est à la chambre militaire de la Cour suprême qu'il appartiendra de trancher.

M. Baluka est âgé de quarante-neuf ans. Ses démarches pour épouser sa compagne française, dont il a un fils, sont jusqu'à présent restées vaines.

### U.R.S.S.

#### M. Andropov s'en prend aux monuments aux morts

M. Andropov est parti en guerre contre la construction de monuments dispendieux à la gloire des combattants de la seconde guerre mondiale. Selon un article paru dans le journal « Izvestia », c'est à l'A.F.P., une lettre du secrétaire général du P.C. soviétique, datée du 12 avril dernier, a été lue au cours d'une réunion spéciale à l'Union des peintres et sculpteurs : « Vous Andropov y rappelez que l'on construisait beaucoup de monuments aux morts sous Brejnev, a dit ce témoin. Mais il estime que le gouvernement y consacre trop d'argent, alors qu'il doit affronter de sérieuses difficultés économiques et que bien des produits manquent dans les foyers. La lettre conclut sur la nécessité de bloquer les projets de monuments de ce type. »

Il semble que M. Andropov ait voulu surtout mettre fin au laxisme des commandes de l'Etat dans ce domaine (95 % d'entre elles, selon un sculpteur, concernent l'érection de monuments évoquant la « grande guerre patriotique »), laxisme qui a donné lieu à des trafics d'influence et à des manifestations de favoritisme. Ainsi, 100 000 roubles (1 million de francs au cours officiel) auraient été versés à l'auteur d'un monument érigé dans le Caucase, exaltant la participation de Brejnev à la guerre. En revanche, la construction de petits monuments dans les villages ne serait pas interrompue, précise la lettre de M. Andropov.

### Yugoslavie

#### M. MARKOVITCH EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES COMMUNISTES

#### (De notre correspondant.)

Belgrade. — Conformément au système dit de rotation, M. Dragoslav Markovitch, l'un des principaux dirigeants de la République fédérale de Serbie, a été élu président de la direction collégiale de la ligue des communistes de la République de Serbie. M. Markovitch a été élu pour un an. De ce fait, il sera en même temps et pour la même période membre de la direction collégiale de l'Etat.

(Né en 1920 dans un village de Serbie centrale, ancien étudiant de la faculté de médecine de l'université de Belgrade, communiste de vieille date, M. Markovitch a exercé pendant la guerre de nombreuses fonctions civiles et militaires dans le mouvement de libération nationale. Après 1945, il est directeur de la radio de la capitale, membre du gouvernement serbe, ambassadeur en Bulgarie, président de la présidence de Serbie et, de 1978 à 1982, président du Parlement fédéral, après quoi il a été élu membre de la direction collégiale du parti fédéral.)

M. Markovitch a la réputation d'un homme du peuple, connu pour son franc-parler. Il compte de nombreux amis parmi les journalistes et les intellectuels en général, avec lesquels il engage souvent des débats animés sur des sujets politiques ou idéologiques, disant, « dédaigne ». Il fréquente les stades de football et fut pendant longtemps le président de l'une des plus importantes équipes de la capitale.

M. Markovitch a un fils journaliste. Sa femme, Bozidarka Damjanovitch, célèbre partisane de la dernière guerre mondiale, est titulaire de l'ordre du héros national, la plus haute distinction yougoslave. M. Markovitch parle le français.]

P.Y.

### Italie

#### « Le succès du parti républicain est dû aux nouvelles classes moyennes »

#### nous déclare M. Giovanni Spadolini

#### De notre correspondant

Rome. — La défaite de la démocratie chrétienne aux élections des 26 et 27 juin a autorisé tous les autres partis à crier victoire, même si les gains en soi ont été faibles. Le seul à avoir presque doublé ses suffrages est le parti républicain qui, avec 5,2 % des voix compte désormais vingt-neuf députés.

Plus sans doute que sa progression numérique, le fait qu'il a gagné chez les grandes villes et en partie chez les jeunes montre quelle est l'attente des électeurs. Alors que le « modérisme » proclamé par la démocratie chrétienne et le parti socialiste a laissé froid l'électorat des grandes métropoles du Nord, les républicains y ont recueilli 200 000 voix : ils sont passés, par exemple, de 5,4 % à 12,3 % à Milan, devenant le troisième parti après la démocrate-chrétienne et le P.C.I. et devant le P.S.I., alors que, pourtant, la capitale lombarde est le fief de M. Craxi. Ils sont en outre passés de 5,5 % à 10,2 % à Turin et de 3,6 % à 6,5 % à Gênes.

En outre, les républicains ont obtenu un plus grand succès à la Chambre qu'au Sénat, ce qui signifie qu'ils ont recueilli nombre de suffrages des jeunes entre dix-huit et vingt-quatre ans qui ne peuvent voter pour la Chambre haute. Ce phénomène n'est pas sans signifier une évolution et témoigne de la tendance à un laïcisme moderne manifesté par une génération qui, il y a encore quelques années, était fortement idéologisée.

Le parti républicain a une image traditionnelle : à la fois libéral et réformiste, antimarxiste et anticlérical, il incarne une certaine attitude intellectuelle et morale dans la ligne d'un Mazzini promoteur de l'Italie laïque, mais il se veut aussi le représentant d'un capitalisme moderne, « éclairé ». C'est d'ailleurs le parti des grands industriels, à commencer par le président de la Fiat. Désormais le vote républicain est aussi symptomatique d'une nouvelle aspiration chez les Italiens à une pratique différente de la politique.

Il ne fait pas de doute, nous dit M. Giovanni Spadolini, président du P.R.I., que, « en votant républicain, les électeurs ont exprimé leur rejet du système partisan actuel. Le P.R.I. est celui à la fois le plus insistant sur la protection nécessaire contre les abus des partis politiques et qui a prouvé que, même en étant au gouvernement, on pouvait rester les mains propres ».

Il est vraisemblable que le P.R.I. a recueilli une partie des votes de personnes indécises jusqu'à un dernier moment.

« Les mutations de notre société au cours des dernières années ont été profondes. Mais personnes ne les a vraiment interprétées », pré-

#### de savoir comment peut se composer une troisième force.

La future majorité ? « La campagne électorale a mis en relief une convergence entre la D.C. et le P.R.I. sur la question de la rigueur en matière économique. En revanche s'est creusé l'écart avec les socialistes, qui ont en tête une politique du type de celle que mena au début M. Mitterrand. Je ne sais comment on peut trouver un point d'équilibre. Mais, à l'extrême, la question est moins celle de définir un programme que celle de définir, de trouver un compromis acceptable à la fois par un parti affaibli et un autre qui se prend pour le vainqueur (le P.S.I.). »

M. Spadolini se refuse à préciser s'il vise ou non la présidence du conseil qu'il doit abandonner l'été dernier à la suite de la crise provoquée par les socialistes. « Ce que je peux dire, c'est que la situation est encore plus délicate aujourd'hui qu'il y a trois ans lorsque j'ai accepté d'assumer ces fonctions », affirme-t-il. Selon M. Spadolini, tout projet politique doit passer par une réforme des institutions, et notamment un renforcement de l'exécutif avec la participation des communistes.

PHILIPPE PONS.

## ASIE

### Inde

#### Accord avec les Etats-Unis pour la fourniture de pièces de rechange pour le réacteur de Tarapur

Les Etats-Unis ont accepté de garantir la fourniture à l'Inde de pièces détachées pour son réacteur nucléaire de Tarapur, près de Bombay ; ce réacteur est de fabrication américaine. Cette décision a été annoncée jeudi 30 juin, à New-Delhi, par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, actuellement en visite officielle dans la capitale indienne, à la suite de sa entrevue avec son homologue indien, M. Narasimha Rao. Ces pièces de rechange pourront être fournies soit par des pays tiers, soit, directement, par les Etats-Unis.

L'Inde avait demandé des pièces de rechange pour le dispositif de sécurité du réacteur. Mais la législation américaine interdit l'exportation de matériel ou de combustibles nucléaires vers les pays qui ne se soumettent pas, comme l'Inde, aux contrôles internationaux. Cette décision risque de se heurter à l'opposition du Congrès, hostile à la prolifération nucléaire, et qui craint que le gouvernement de M. Gandhi s'uti-

lise ce matériel pour produire du plutonium, qui entre dans la composition des armes atomiques.

M. Shultz avait aussi rencontré M. Gandhi jeudi. Il devait le revoir ce vendredi, avant de se rendre en Pakistan, dernière étape de sa tournée asiatique. — (Reuter.)


• Une personne a été tuée et cinquante et une autres blessées, dont onze grièvement, le mardi 28 juin à Malegaon (Etat du Maharashtra, à environ 250 kilomètres au nord-est de Bombay) au cours d'émeutes, a annoncé l'agence indienne P.T.I. Trente personnes, dont vingt-huit policiers, avaient déjà été blessées lundi dans cette ville quand la police avait voulu disperser la foule qui assiégeait un commissariat.

Il semble que les affrontements aient éclaté à la suite de discussions entre communautés hindoue et musulmane. Un couvre-feu a été imposé. — (A.F.P.)

**Pierre BOURGEADE**

**Les Serpents**

roman



« Un livre particulièrement limpide sur le sujet le moins abstrait qui soit : la guerre d'Algérie »

Bernard Poirier-Delpach/Le Monde

**GALLIMARD** nrf

P.Y.



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Blancs et Noirs ne sont égaux ni devant la mort ni devant le tribunal

Washington (A.F.P.). - Des études menées par diverses organisations, et publiées mercredi 29 juin, font apparaître des différences importantes entre Américains blancs et noirs pour ce qui est de l'espérance de vie, ainsi que des sentences prononcées par les tribunaux. Elles soulignent notamment que les nouveaux-nés de race noire ont deux fois plus de chances de mourir à la naissance que ceux de race blanche aux Etats-Unis ; les adolescentes noires ont plus de deux fois plus d'enfants que celles de race blanche, et les Noirs ou les hispaniques ont des condamnations plus longues que les Blancs pour les mêmes délits.

Le rapport publié par « Public Advocates », une firme de San Francisco, fait apparaître que le taux de mortalité a décliné aux Etats-Unis depuis 1950. Néanmoins, la différence entre la situation des bébés noirs et celle des bébés blancs s'est accrue : en 1950, le taux de mortalité des enfants noirs était de 43,9 pour mille, soit 61 % de plus que celui des enfants blancs (26,8 pour mille). Aujourd'hui, il est de 21,9 mille, soit 91 % de plus que celui des Blancs (11,4 pour mille).

## Nicaragua

### LES ANTISANDINISTES PROPOSENT UN DIALOGUE AVEC LE GOUVERNEMENT

La Force démocratique nicaraguayenne, qui combat les sandinistes au nord du Nicaragua, à partir du Honduras, a adressé le 30 juin, une lettre aux ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora (Panama, Mexique, Venezuela, Colombie) pour leur demander de servir de médiateurs dans le conflit qui l'oppose au régime de Managua. Le dialogue de paix, dit la F.D.N., « est une coexistence pacifique entre tous les Nicaraguayens au sein d'une démocratie libre ».

D'autre part, M. Arturo Cruz, ancien membre de la junte sandiniste, et plusieurs anciens hauts fonctionnaires nicaraguayens ont lancé un appel, mardi dernier, à San José de Costa Rica, pour sauver leur pays de la « soviétisation ». Ils demandent le respect du pluralisme politique, de la liberté d'expression, de la culture et de la religion, la réorganisation du pouvoir judiciaire et de l'armée, d'une manière indépendante et apolitique ; la déflation des secteurs public, mixte et privé de l'économie ; la restitution des terres aux paysans et une politique extérieure « réellement non alignée ». (A.F.P.).

## Guatemala

### DES ÉLECTIONS PROMISES POUR 1984

Le président du conseil d'Etat du Guatemala a annoncé des élections pour juillet 1984. Cette décision est survenue après deux journées de vive agitation dans la capitale de la petite République, centre-américaine, certains secteurs de l'armée contestant le chef de l'Etat, le général Efraín Ríos Montt, au pouvoir depuis le coup d'Etat du 23 mars 1982. Le 29 juin, le gouvernement avait décidé l'instauration de l'état d'urgence. Le 30, il a annulé le décret militaire de la traditionnelle Journée de l'Armée.

● Fin de la visite en France du premier ministre du Québec. - M. René Lévesque est arrivé à Genève jeudi 30 juin dans l'après-midi à l'issue de sa visite de cinq jours en France. Le premier ministre québécois avait consacré le début de la journée de jeudi à visiter le village d'Hautot-Saint-Sulpice (Seine-Maritime), berceau de sa famille.

● Un Guide des organisations internationales en Amérique latine. - Cet ouvrage d'un jeune chercheur français, M. Denis Rolland, vient d'être édité par L'Harmattan et les Publications de la Sorbonne. Relevant plus de quatre cents organisations à vocation universelle, régionale ou sous-régionale (Carabes, Amérique centrale, Amérique du Sud), gouvernementales ou non gouvernementales, sur lesquelles sont fournies des informations très minutieuses (histoire, adresse, publications, membres...), ce guide est un instrument de travail sans équivalent pour quiconque s'intéresse à l'Amérique latine.

\* 223 pages, 120 F.

## LA « SÉCURITÉ DES ETATS-UNIS » EST EN JEU EN AMÉRIQUE CENTRALE, affirme M. Reagan

Long-Beach (Californie) (A.F.P.). - Les Etats-Unis peuvent soit « payer maintenant un prix modeste » en Amérique centrale, soit « écouter les partisans de l'inaction et courir le risque d'une explosion de violence qui amènera un danger réel » à leurs frontières, a affirmé jeudi 30 juin le président Reagan. Dans un discours prononcé à l'occasion d'un dîner organisé par le parti républicain, à Long-Beach (Californie), M. Reagan a déclaré : « J'apprecie les motifs sincères de ceux qui nous montrent les erreurs de nos amis et insistent sur la nécessité de réformes au Salvador. Je suis d'accord avec ceux qui insistent sur une aide économique aussi bien que militaire aux pays d'Amérique centrale. » Mais, a-t-il ajouté, le point principal, la raison pour laquelle l'Amérique centrale est si importante à nos yeux demeure la sécurité des Etats-Unis et celle des citoyens américains.

« La machine de guerre soviéto-cubano-nicaraguayenne n'est pas construite pour faire de l'Amérique centrale un havre de démocratie », a déclaré M. Reagan. « Elle n'a pas été construite pour rechercher la paix ni les réformes sociales et économiques. Elle a été construite pour renverser la paix et imposer le communisme par la force, et pas seulement au Salvador ou au Nicaragua, mais dans toute l'Amérique centrale », a-t-il ajouté.

### Seuls des praticiens peuvent réellement former de futurs managers.

Dirigeants, cadres ou conseils d'entreprises, « ils » sont tous d'abord des hommes et des hommes d'expérience. Des gens de métier. Des professionnels compétents et reconnus comme tels. Et non pas de simples enseignants cultivant les théories de gestion, bien à l'abri dans leurs écoles ! Eux, « ils » connaissent la vie de l'entreprise, parce qu'ils la vivent chaque jour... « Ils », ce sont les quelque cinquante chargés de cours de notre programme de formation polyvalente en gestion.

#### Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle.

Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

**ECADE**

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Commerce 4, C-1203 B, Luxembourg (Téléphone : 021 22 13 11)

# DIPLOMATIE

## REPORT DE LA CLOTURE DE LA VI<sup>e</sup> CNUCED

### Les pays industrialisés se sont engagés à maintenir leur effort d'assistance

De notre envoyé spécial

Belgrade. - La VI<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a reporté sa séance de clôture du jeudi 30 juin au vendredi soir 1<sup>er</sup> juillet. Ce report a été décidé afin de permettre aux négociateurs - pour l'essentiel les pays industrialisés à économie de marché (groupe B) et les pays en développement (groupe des 77) - de lever les principaux points de blocage. Certains pays africains s'étaient demandés s'il ne serait pas préférable de dresser un constat de carence de la réunion, mais ils n'ont pas été suivis par le reste du groupe des 77. En fait l'arrivée de plus d'une vingtaine de ministres à Belgrade a sensiblement accéléré les travaux.

Après des débats byzantins sur le choix des mots, les pays industrialisés ont convenus de « redoubler » leur effort d'assistance en faveur des pays en voie de développement (P.V.D.), sans accepter pour autant de calendrier précis. Le montant de leur aide publique au développement devra atteindre 0,7 % de leur produit national brut (P.N.B.) en 1985 ou, pour le moins, avant la fin de la décennie.

On s'attendait que certains donateurs - et singulièrement le plus important, les Etats-Unis, - qui ont toujours refusé des objectifs chiffrés assortis d'échéances, formulés des réserves en séance plénière. Néanmoins, les « 77 » semblent avoir été sensibles à la réaffirmation de cet effort d'aide (la France s'est dotée pour objectif 0,7 % en 1988).

Un accord a également été atteint en ce qui concerne l'aide aux pays les moins avancés (P.M.A.). Ce sujet ne venait pas en tête des questions à l'ordre du jour de la Conférence, mais les P.M.A. ont voulu « marquer le coup » à Belgrade pour qu'il soit rappelé le programme d'action décidé en leur faveur lors de la Conférence de Paris en septembre 1981. Le projet de résolution sur les P.M.A. invite les pays développés à atteindre « l'objectif » de 0,15 % de leur P.N.B. ou à doubler d'ici à 1985 - ou aussitôt que possible après cette date - les aides publiques aux pays les moins avancés.

Dans les deux cas, il s'agit, à peu de chose près, d'un rappel d'engagements antérieurs ; mais on peut considérer qu'il y a eu un « progrès » - acquis difficilement - dans la mesure où les pays développés ont réitéré ces engagements à Belgrade, alors que leur situation économique les encourage encore moins que naguère à la générosité.

#### Blocage

Les participants à la CNUCED sont, en outre, parvenus à un accord sur la question de la dette des P.V.D., qui ont finalement abandonné leur demande d'allègement général. Mais le projet « invite les pays développés à répondre de manière positive, en tenant compte de la situation et des besoins particuliers des pays débiteurs, aux demandes des divers pays les moins avancés, qui cherchent à obtenir un allègement des charges de la dette résultant d'emprunts d'aide publique au développement ».

Cependant il y avait encore blocage jeudi sur plusieurs questions importantes, qui soulevaient notamment des divergences idéologiques ou politiques. Il en est ainsi des

conditions dans lesquelles pourrait être améliorée la compensation financière des pertes de recettes des pays exportateurs de matières premières et pourraient être augmentées les ressources de la filiale de la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (A.I.D.). Les Etats-Unis diminuent leur contribution - en terme nominal - à cet organisme, alors que la Chine a accédé récemment à ses financements. Aussi l'Inde, jusqu'à maintenant principale bénéficiaire de ces crédits, a-t-elle, vigoureusement plaidé pour une augmentation « substantielle en terme réel » des ressources de l'A.I.D. Mais il a été seulement décidé, en principe, que l'Association devrait disposer de ressources « adéquates », « compte tenu de l'élargissement du nombre des bénéficiaires ».

Pour sa part M. Chysson, le ministre français des relations extérieures, venu à Belgrade pour marquer l'importance politique de la conférence, a dénoncé l'attitude des Etats-Unis, qui « limite la marge de manœuvre des pays industrialisés à l'économie de marché ». Un échec à Belgrade - n-t-il ajouté - aurait un impact considérable et prendrait un caractère politique. Lors du sommet de Versailles, en 1982, les Etats-Unis avaient accepté, a rappelé M. Chysson, un texte précis en vue du lancement de négociations globales Nord-Sud, mais ils se sont dérobés ensuite à toute discussion au fond sur cette question, et le président Reagan a jugé, à Williamsburg, que ce n'était pas un sujet important.

« Les Etats-Unis refusent en fait des discussions au fond, comme à Belgrade, toute la communauté - grande et petite pays - participent », a encore déclaré le ministre français. Commentant l'attitude évasive de la Communauté européenne (le Monde du 30 juin), il a souligné : « Les Européens sont rarement courageux lorsque les Américains sont à la table des négociations. Heureusement que la Communauté n'est pas la symétrique du COMECON. »

M. Edgar Pisani, commissaire européen au développement, s'est également interrogé sur les capacités de la Communauté à résister aux Etats-Unis et sur sa « crise d'identité ». Il a déclaré à des journalistes : « La Communauté est aussi incertaine à Belgrade qu'à Bruxelles et incapable d'assumer ses contradictions. Les positions qu'elle y a prises ont été en retrait sur celles adoptées par le conseil européen avant la conférence. »

GÉRARD VIRATTE

## Le chancelier Kohl tente à Moscou une mission impossible

(Suite de la première page.)

On insiste sur ce point au ministère des affaires étrangères en annonçant que le chancelier Kohl sera possible de la situation et des risques qu'elle comporte. L'un de nos interlocuteurs suggère même que le programme de sa visite lui permette de passer, à cette fin, tout un après-midi au ministère de la défense...

On retrouve ici ce sentiment - exprimé également à propos de M. Mitterrand - que les dirigeants ouest-européens ne sont pas totalement conscients de la gravité de la situation et épousent les orientations de la stratégie américaine sans en mesurer toutes les implications pour l'Europe. Même s'il n'a pas donné lieu à de nouvelles menaces, le sommet du pacte de Varsovie, qui s'est tenu le 28 juin à Moscou, était destiné, entre autres, à bien leur faire comprendre les conséquences que pourraient entraîner, à faible distance de leurs frontières, les décisions que l'OTAN se propose de rendre exécutoires d'ici à la fin de l'année.

Manœuvre d'intimidation ? A moins que M. Kohl ne soit porteur de suggestions nouvelles en provenance de Washington - ce qui paraît douteux étant donné la manière dont Soviétiques et Américains ont l'habitude de négocier entre eux - personne à Moscou n'imagine sérieusement que la visite du chancelier fédéral permette de débloquer la négociation sur les armements nucléaires en Europe.

La question serait plutôt de savoir si, en dépit des Pershing et de l'avertissement de M. Portugalov, l'Allemagne fédérale peut demeurer un partenaire utile pour l'U.R.S.S. - et, sous cette condition, pour les pays européens du camp socialiste, à commencer par la R.D.A. Par nécessité ou par résignation, on semblait assez près d'y consentir dans la

capitale soviétique, en particulier, bien entendu, pour ce qui concerne le domaine de la coopération et des échanges économiques.

Si le cœur y est moins qu'à la belle époque de l'Ostpolitik, les affaires restent les affaires. Le signe le plus clair en ce sens a été donné par les conversations préparatoires que le comte Lambdorff, ministre ouest-allemand de l'économie, a eu le 27 juin à Moscou non seulement avec des ministres techniques, mais avec le chef du gouvernement soviétique lui-même, M. Tikhonov.

Aussi bien se félicite-t-on à Moscou que M. Kohl manifeste par sa venue sa propre volonté de maintenir le dialogue. Une pointe de regret perçue à ce propos qu'il n'en soit pas de même avec Paris. Quelle que soit l'activité des commentaires réservés ces derniers temps par la presse soviétique à la diplomatie française, de légers signes sont d'ailleurs apparus d'un désir d'améliorer les contacts avec la France. De bons rapports bilatéraux « sont dans l'intérêt des deux Etats », écrit récemment l'agence Novosti à l'arrivée à Paris d'une haute délégation parlementaire soviétique dont les membres, à en juger par leurs propos avant leur départ, avaient la ferme intention de s'entretenir un peu mieux, à l'occasion de ce voyage, les intentions françaises.

Quelques jours plus tôt, le 22 juin, le ministre du commerce de l'U.R.S.S., M. Panitchéev, avait jugé utile de recevoir personnellement un haut fonctionnaire français, M. Baquisse, directeur du département du commerce extérieur au ministère de l'économie, des finances et du budget, qui se trouvait à Moscou pour des conversations de routine sur l'état des échanges entre les deux pays.

ALAIN JACOB.

## La visite de parlementaires soviétiques s'est déroulée « dans un climat franc mais parfois âpre »

« Un climat franc mais parfois âpre », a déclaré, jeudi 30 juin, M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, pour qualifier les trois jours d'entretiens qu'une délégation du Soviet suprême de l'U.R.S.S., dont il était l'âme, a eus à Paris. M. Zimianine, chef de la délégation, secrétaire du comité central du P.C. soviétique, a indiqué de son côté que chaque partie avait réaffirmé « ses positions bien connues dans un climat franc et de travail ».

Judi matin, M. Zimianine, accompagné de M. Zagladine, premier adjoint du chef du département international du comité central du P.C. soviétique, et de l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, M. Vorontsov, a été reçu par M. Mauroy.

Selon les indications données dans l'entourage du premier ministre, la conversation a essentiellement porté sur les problèmes de la sécurité en Europe. M. Zimianine a relevé les divergences qu'il a observées, pendant sa visite en France, entre les positions françaises et soviétiques et a rejeté sur les Etats-Unis la responsabilité du blocage des négociations multilatérales de Genève et la menace d'un « blocus » économique mise en avant, selon lui, par les Américains.

M. Mauroy a rappelé que la position de la France en ce qui concerne les questions de sécurité est fondée sur un équilibre des forces en Europe et réaffirmé que la force nucléaire française ne devait en aucun cas être prise en compte dans les négociations de Genève.

A propos d'un éventuel blocus, le premier ministre a rassuré ses interlocuteurs en déclarant que la France ne participera pas à une guerre économique. Le gouvernement français, a poursuivi M. Mauroy, ne voit aucun obstacle à la poursuite et au développement de la coopération bilatérale, notamment dans les secteurs industriels, technologiques et culturels. Mais le premier ministre a souligné le déséquilibre commercial actuel au détriment de la France et M. Zimianine a reconnu la nécessité d'un rééquilibrage.

Judi soir, au micro de Franco-Inter, M. Zagladine a été interrogé sur la santé de M. Andropov, chef de l'Etat et secrétaire général du P.C. soviétiques. Il a répondu : « Il travaille bien, il travaille beaucoup, il reçoit beaucoup d'étrangers. Tout le monde peut voir qu'il fait son travail d'une manière très efficace. Je peux vous dire avec satisfaction que ça va bien. »

## LA RÉUNION MINISTÉRIELLE FRANCO-ESPAGNOLE

### Le climat s'est amélioré entre Paris et Madrid

De notre correspondant

Madrid. - Six ministres français participent au Palais de La Granja, che 3 juillet au Palais de La Granja, près de Ségovie, à une réunion de travail avec leurs homologues espagnols. Une rencontre semblable avait eu lieu en janvier à La Celle-Saint-Cloud et les deux gouvernements étaient alors convenus que ces rendez-vous seraient semestriels.

Des deux côtés on insiste sur le caractère « informel » de cette rencontre, destinée davantage à permettre un échange d'informations qu'à ouvrir une négociation pour des résultats concrets. Ce « séminaire » illustre la nouvelle philosophie des rapports franco-espagnols : plutôt que de se laisser enfermer dans une polémique stérile sur les deux grands thèmes conflictuels (problème basque et candidature de l'Espagne à la Communauté européenne), il s'agit de traiter l'ensemble des relations bilatérales.

Les deux pays entendent « institutionnaliser » leurs rapports en prenant pour modèle les étroites relations qui unissent Paris et Bonn. Les responsables politiques français et espagnols ont multiplié les rencontres depuis janvier dernier. Cette stratégie s'est révélée relativement payante et le « déblocage psychologique » entre Paris et Madrid est un fait indéniable.

Le gouvernement de Madrid est aujourd'hui conscient que les divergences qui séparent les deux pays, à propos de la candidature espagnole

notamment, sont dues à des conflits d'intérêt objectifs et non à une mauvaise volonté politique de Paris. Encore s'agit-il de l'expliquer à une opinion publique conditionnée par une presse prompte à faire de la difficulté rencontrée par l'Espagne la responsable de toutes les difficultés rencontrées par l'Espagne. On a pu à nouveau s'en rendre compte lors du conseil européen de Stuttgart : après avoir imprudemment annoncé qu'une date allait être fixée à cette occasion à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté, le gouvernement s'est trouvé sans réponse face aux journaux accusant l'union la France d'avoir, une fois de plus, fait de l'obstruction.

Les thèmes économiques et européens occuperont une large place lors des conversations de La Granja. Les ministres analyseront les résultats du conseil européen de Stuttgart. La position française consistant à lier l'adhésion de l'Espagne et celle du Portugal à la résolution des problèmes budgétaires de la Communauté est maintenant mieux comprise à Madrid. La Communauté devra de toute manière augmenter ses ressources avant la fin de l'année si elle ne veut pas se retrouver en état de cessation de paiement, le dossier de l'entrée de l'Espagne s'en trouvera alors débarrassé, espère-t-on ici.

Les deux ministres de l'économie, M.M. Delors et Boyer, pourront

comparer les résultats de leurs politiques d'austérité respectives inspirées d'une philosophie très semblable. Le second pourra également informer le premier sur les conversations qu'il vient d'avoir avec les responsables économiques américains à Washington, où il a accompagné M. Gonzalez. En matière de commerce extérieur, c'est la France qui se trouve en position de demandeur : de tous les pays de la Communauté, c'est avec elle que l'Espagne réalise ses échanges les plus favorables. La balance commerciale entre les deux pays enregistre un déficit chronique du côté français depuis 1977. Il atteint 2,8 milliards de francs pour les cinq premiers mois de 1983.

M. Rocard prendra contact de son côté pour la première fois avec les responsables agricoles espagnols. Bien que ce secteur soit au centre de la plupart des polémiques qui opposent les deux pays, les ministres concernés, paradoxalement, ne s'étaient pas rencontrés depuis des années. Ils le feront au moment où la Commission européenne s'apprête à présenter aux ministres des Dix un premier document concernant les conditions d'intégration de l'agriculture espagnole dans l'Europe « verte ». Enfin les deux ministres de la culture examineront notamment les possibilités de coopération bilatérale en matière de cinéma, de télévision et de vidéocassette.

THIERRY MAILLAK.

محاضرات الأهل

1149

**les nouvelles**  
LITTÉRAIRES  
numéro spécial  
« d'emploi »

**«l'été mode d'emploi»**

Jour par jour, tous les rendez-vous de l'été. T.V., cinéma, théâtre, musique, danse, livres, variétés, sports, fêtes, les spectacles à ne pas manquer dans toutes les villes de France pour bronzer intelligent!

En vente dans tous les kiosques, 20 francs seulement.



## LES SUITES DU CONTENTIEUX ÉLECTORAL APRÈS LES MUNICIPALES

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## L'opposition en ordre séparé

Comme en 1979 la majorité d'élus, l'appellation d'aujourd'hui ira en ordre séparé aux élections européennes de 1984. Le bureau politique de l'U.D.F. a décidé, jeudi 30 juin, l'offre du R.P.R. de constituer une liste commune de « l'opposition nationale » qu'eussent conduite Mme Simone Veil. Mais, à la différence de ce qui s'est passé il y a quatre ans, les deux formations ne devraient pas se livrer un combat fratricide. La commune qualité d'opposant impose certaines solidarités.

En conséquence, le R.P.R. et l'U.D.F. concluront un accord préalable comportant à la fois « des propositions communes, les modalités de création d'un intergroupe au Parlement européen et la présentation en commun des résultats obtenus par les deux listes ». Le R.P.R. a pris acte de cette décision de l'U.D.F., tout en la regrettant, et M. Pons, secrétaire général du mouvement, a accepté d'entamer des conversations avec ses partenaires sur la base de leurs propositions.

En réalité, l'initiative prise par M. Jacques Chirac, et approuvée à l'unanimité par le comité central du R.P.R. du 12 juin, avait reçu un accueil favorable, non seulement parmi les militants « chiraquiens » mais même dans certains rangs de l'U.D.F.

D'ailleurs, jeudi, les représentants du parti radical ont voté, au bureau politique de l'U.D.F., contre le principe de listes séparées. Les dirigeants giscardiens ont jugé qu'il était urgent de faire barrage à un tel sentiment qui risquerait de s'amplifier. M. Giscard d'Estaing avait lui-même fait savoir à M. Chirac qu'il était hostile à une liste unique. Il l'a redit, au téléphone, au maire de Paris cette semaine, en lui expliquant que deux listes permettaient de « rattrapper plus large et de dissuader les listes marginales ».

Il a proposé alors à M. Chirac de publier un communiqué commun. Celui-ci a refusé, estimant que le R.P.R. avait fait une proposition, et ayant même déjà indiqué que, en cas de refus, il conviendrait d'élaborer un projet commun et de constituer un intergroupe à Strasbourg, c'était désormais à l'U.D.F. de répondre. Les deux dirigeants, qui doivent avoir un entretien en tête à tête un matin de la semaine prochaine — entré en contact depuis plusieurs semaines, — n'ont donc pas négocié à proprement parler.

L'initiative de M. Chirac était fondée sur la volonté unitaire qu'il disait ressentir dans l'ensemble de l'électorat de l'opposition. De surcroît, les divergences entre « giscardiens » et « chiraquiens » en matière européenne se sont fortement atténuées depuis 1979.

Toutefois, M. Giscard d'Estaing, dans la mesure où il entend lui-même jouer encore un rôle politique, certains dirigeants de l'U.D.F., ainsi que M. Raymond Barre, ne pouvaient laisser sans régime M. Chirac acquiescer le monopole de l'initiative. De plus, l'éventualité d'une liste unique de l'opposition conduite par Mme Simone Veil — qui était prête à l'accepter — aurait donné au vainqueur éventuel de juin 1984 un prestige susceptible de porter ombrage aux autres leaders pour la préparation des législatives de 1986 et même de l'élection présidentielle de 1988.

L'U.D.F. risque donc, pour le moment, d'apparaître comme anti-unitaire. Certes, en un an, la conjoncture peut encore évoluer. Mais la valeur de référendum que certains R.P.R. voulaient donner aux élections européennes sera désormais plus malaisée à démontrer. Au-delà des surcharges inévitables en ce genre de compétition, l'opposition devra en effet additionner les voix de ses partisans à défaut de les confondre. Cela permettra, toutefois, de mesurer l'audience respective de chaque formation.

ANDRÉ PASSERON.

■ M. Yves Biot, (R.P.R.), président du club de l'Horloge, cité dans l'article « La fraude et ses censeurs », publié dans nos éditions datées 26-27 juin, nous prie de préciser que, contrairement à ce que nous avons indiqué, « le club de l'Horloge n'appartient pas à ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle droite ». M. Yves Biot ajoute : « Le club de l'Horloge combat dans l'opposition pour défendre les valeurs républicaines menacées par la politique socialiste. Nos préoccupations sont étrangères à celles de la nouvelle droite, comme en témoignent nos publications et nos colloques ».

## Le R.P.R. demande que MM. Fiterman et Ralite soient traduits devant le tribunal correctionnel

Le bureau de l'Assemblée nationale a jugé, le jeudi 30 juin, irrecevable la proposition de résolution du R.P.R. portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Charles Fiterman, ministre des transports, et de M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, après leurs déclarations regrettables des élections municipales prises par les tribunaux administratifs (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> juillet 1983).

Les erreurs de forme — pour le moins surprenantes — commises par le groupe R.P.R. ont facilité la tâche de la majorité socialiste et communiste du bureau de l'Assemblée qui, bien entendu, ne tenait guère à devoir réunir une commission spéciale pour étudier le cas des deux ministres communistes et à organiser, sur les conclusions de celle-ci, un débat public à l'Assemblée nationale. Or le bureau ne peut étudier le « fond » de la demande de mise en accusation devant la Haute Cour — c'est le rôle de la commission spéciale — mais simplement la compétence de la « forme » de celle-ci avec l'ordonnance du 2 janvier 1959 créant la Haute Cour et le règlement de l'Assemblée nationale. Cela a suffi.

La proposition de résolution du R.P.R. était signée par cinquante et un députés, ce qui suffisait puisqu'il en faut « au moins » cinquante. Mais le nom et la signature de M. René La Combe, député de Maine-et-Loire, apparaissent deux fois, en quarante et unième et quarante-septième positions. Or l'article 51 du règlement de l'Assemblée précise : « À partir du dépôt de cette liste, aucune signature ne peut être répétée (...). la liste ne varietur des signataires est publiée au Journal officiel ». Le bureau a donc estimé qu'il n'était pas possible de retenir une liste aussi manifestement erronée.

Le bureau a aussi relevé dans le texte du R.P.R. qu'une même phrase prononcée par M. Ralite le 15 juin au micro de R.T.L. était citée deux fois de manière différente et que le « script » de cette émission, comme celui de « L'heure de vérité » de M. Fiterman à Antenne 2 le 9 juin, ne correspondait pas exactement aux citations qu'en faisait le R.P.R.

Bien entendu, cette décision du bureau a été vivement discutée à l'occasion de rappels au règlement au début de la séance de l'après-midi de l'Assemblée. M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a regretté que l'on ait « déplacé ainsi les responsabilités », et affirmé qu'il y avait eu « erreur matérielle » et pas « falsification ». « Nous ne sommes pas adeptes du correcteur comme certains maîtres communistes », a-t-il ajouté. Pour M. Parfait Jeas (P.C., Hauts-de-Seine), cette affaire illustre, au contraire, le vieux gag de « l'arroseur arrosé », et M. Georges Hage (P.C., Nord) a affirmé qu'il y avait eu « légèreté » ou « falsification » et donc « dans les deux cas forfaiture ».

Le R.P.R., certes, a toujours la possibilité de déposer une autre

demande, mais M. Pons, secrétaire général du mouvement, le jeudi 30 juin à Tarbes, a pas évoqué cette possibilité : il a en revanche demandé que M. Badinter, « en sa fonction de chef du parquet, de responsable de l'indépendance de la justice », transmise devant le tribunal correctionnel les deux ministres communistes.

En effet, le R.P.R. estime qu'il ont enfreint l'article 226 du code pénal qui interdit de « jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ». Le bureau de l'Assemblée avait déjà évoqué cette accusation, mais il avait remarqué que la jurisprudence de cet article veut qu'il ne soit appliqué que s'il y a eu « une critique extrêmement violente inspirée par la volonté de discréditer une décision », explique le code Dalloz en s'appuyant sur un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 27 février 1964.

Il reste que ce qu'il faut bien appeler les négligences du groupe R.P.R. ont été le discrédit sur sa demande. Chacun à l'Assemblée — où la discrétion de l'U.D.F. était particulièrement remarquable — reconnaissait que l'envoi de deux ministres en Haute Cour — acte extrêmement grave — nécessitait — pour le moins — une démarche sérieuse et rigoureuse.

Th. B.

## La grève des tribunaux administratifs a été largement suivie

L'ordre de grève d'une heure, jeudi matin 30 juin, lancé par le Syndicat de la juridiction administrative, a été, selon les dirigeants de cette organisation, largement suivi. 100 % des membres des tribunaux administratifs ont observé cette consigne à Amiens, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Nantes, Poitiers, Rennes et la Réunion, et plus de 80 % à Lille, Lyon, Nancy, Paris et Versailles notamment. Partout ailleurs, la participation a été supérieure à 50 %.

M. Daniel Chabanol, qui est le président, a précisé que certains magistrats, qui n'appartiennent pas au syndicat se sont joints au mouvement. Cette organisation regroupe plus de deux cents des trois cent cinquante membres des juridictions administratives. Le syndicat a reçu le soutien de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'Etat.

La décision de faire grève (1) a été prise en raison du silence des pouvoirs publics après les déclarations de deux membres du gouvernement, MM. Fiterman et Ralite, protestant contre les jugements rendus par les tribunaux administratifs en matière de contentieux électoral après les municipales.

Ces fonctionnaires, qui se sont sentis bafoués « dans leur honneur personnel et professionnel et dans leur conception de la justice », estiment d'avoir pas obtenu du gouver-

nement la « protestation solennelle et non dépourvue d'ambiguïté » qu'ils lui avaient demandée.

M. Delferre, ministre de l'intérieur, duquel les tribunaux administratifs dépendent statutairement, avait toutefois adressé, le 29 juin, une lettre à M. Chabanol, dans laquelle il écrivait : « Quelles que soient les exigences de la liberté d'expression, les juges des tribunaux administratifs ne peuvent être soumis qu'à une seule censure, celle du Conseil d'Etat. Ils doivent donc être pleinement conscients de l'importance que le gouvernement attache à leur rôle juridictionnel, encore accru par la mise en œuvre de la décentralisation, qui permet d'assurer en toute impartialité le respect du droit et la garantie des libertés publiques ».

## Une lettre à M. Mauroy

Le syndicat a estimé que cette réponse ne répondait pas à la lettre qu'il avait adressée à M. Pierre Mauroy, et qui indiquait notamment : « Après les remous suscités par les jugements rendus en matière électoral par les tribunaux administratifs et les attitudes adoptées par deux de vos ministres, vous pouvez, lorsque vous avez décidé de consacrer un passage à la justice, dans votre article paru dans le Monde le jeudi 23 juin, choisir entre deux possibilités. »

« Vous pouvez par opportunité politique couvrir ces ministres ; vous pouvez, au nom de la morale politique et républicaine, et en application des garanties offertes aux fonctionnaires, défendre les juges administratifs dont l'honneur avait été bafoué. Vous avez préféré la première solution. »

C'est peu de dire que vous nous avez choqués, vous nous avez déçus (...). Nous sommes las, non seulement d'être critiqués par des voix non juridiques, mais aussi de ne pouvoir jamais répondre à ces attaques sans que notre réaction soit aussitôt récupérée.

Nous sommes nombreux dans notre corps à avoir voté pour le président François Mitterrand, à avoir contribué à amener au Parlement une majorité de gauche. Mais nous sommes unanimes à penser que, lorsque nous jugeons, nous devons juger en conscience, en laissant nos opinions politiques au vestiaire.

C'est pour ces raisons que nous avons voulu réagir contre l'affirmation selon laquelle nous aurions subi et, pire, cédé à des pressions. Or, qu'en est-il résulté ? Seule l'opposition nous a défendus. Les journaux proches de cette opposition se sont faits l'écho de nos protestations, de telle manière qu'une fois de plus nous sommes apparus comme des juges politiquement marqués.

C'est une étrange perversion de notre pays que, lorsque l'on prend un engagement de gauche — qu'il se concrétise ou non par l'adhésion à votre parti — on soit en même temps tenu de s'engager à ne se permettre jamais la moindre critique contre ceux qui, dans la majorité actuelle, ont remporté en cause la légitimité des institutions républicaines.

Enfin vous-même, monsieur le premier ministre, vous n'avez pas eu un mot pour nous défendre réellement. Votre dernière intervention dans le Monde nous est, de par son

ambiguïté, apparue comme la flèche du Paros.

Nous ne voulons pas être récupérés. Nous voulons seulement laver les taches dont u été éclaboussés notre réputation par les très excessifs de certains, les habiles maladroites d'autres et les silences de ceux dont nous attendions le soutien. Vous savez, comme nous, qu'il reste toujours quelque chose de la colonie. Vous mesurez, comme nous, le risque qu'il y a à ce que la juridiction administrative soit suspectée de complaisance à l'égard d'une force politique. Aussi nous vous demandons de dissiper cet écaillage qui a saisi chacun d'entre nous, quelles que soient en son for intérieur ses options politiques, parce que nous, qui avons choisi de servir la justice et la loi, nous ne pouvons admettre l'injustice et le danger qu'il y a à s'attarder à l'état de droit.

Les juges des tribunaux administratifs, qui ont, en définitive, renoncé à poursuivre M. Fiterman au plan pénal, puisqu'ils souhaitaient surtout une réparation morale, ont voulu par leur grève rappeler à l'opinion publique — qu'ils sont indépendants de toutes les pressions politiques d'au qu'elles viennent — (Rappelons que le contentieux relatif aux élections législatives, sénatoriales et présidentielle relève du Conseil constitutionnel.) Ils élargissent aussi que les nouvelles compétences qu'ils tiennent de la loi de décentralisation du 2 mars 1982 pour trancher les litiges entre les représentants de l'Etat et les élus des collectivités locales ne déclenchent désormais des campagnes à caractère politique. — A. P.

(1) En 1977, les tribunaux administratifs avaient déjà fait grève, mais pour une question de créations d'emplois.

## M. STIRN (U.D.F.) CANDIDAT A LA PRÉSIDENTIE DU PARTI RADICAL

M. Olivier Stirn, député U.D.F. du Calvados, a déclaré sa candidature à la présidence du parti radical dont le congrès doit avoir lieu en novembre. Dans une lettre qu'il vient d'adresser à tous les responsables du parti valaisiens, M. Stirn justifie ainsi sa démarche : « Si je suis candidat à la présidence du parti, c'est que j'ai une grande ambition pour lui. Jamais, depuis le début de la République, le vieux parti de Clemenceau, d'Herriot et de Mendes France, n'a eu de telles chances de renouveau. Un parti républicain, réformiste, radical, est redevenu indispensable à notre pays ».

L'ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing poursuit : « Si notre parti ne doit pas soutenir l'actuelle majorité, il ne doit pas pour autant se satisfaire d'un éventuel retour à l'ancienne majorité, qui, elle non plus, ne pourrait pas réussir. Ce qu'il convient de préparer, c'est, par conséquent, l'événement d'une nouvelle majorité allant des socialistes au centre droit ».

M. Stirn revendique l'indépendance des radicaux à l'égard de l'U.D.F. tout en assurant qu'ils seront les « alliés loyaux du C.D.S., du R.P.R. et du P.R. ».

## A LA RÉUNION

## M. Lemoine lance un appel à une « large concertation » De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — En visite à la Réunion pour la première fois depuis sa nomination au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine a pris contact avec tout ce qui l'a compte de responsables : élus, syndicalistes, chefs d'entreprise. Il a aussi découvert quelques aspects de la vie quotidienne des Réunionnais à travers les bidonvilles et les lotissements d'habitat social.

Aux fonctionnaires inquiets des propositions de l'intergroupe DOM-TOM pour la préparation du IX<sup>e</sup> Plan concernant la réduction des inégalités, le secrétaire d'Etat a souligné que ce document de « réflexion » n'engage pas le gouvernement. Il a annoncé la mise en place d'une commission d'études sur la formation des prix et l'évolution des coûts à la Réunion par rapport à la métropole à laquelle seront associés les syndicats. « Rien ne sera décidé sans une large concertation préalable », a précisé M. Lemoine. Une étude sera également menée sur les conditions de la desserte maritime de l'île.

Parlant des prochaines étapes de la décentralisation qui déboucheront sur un accroissement des pouvoirs du conseil régional, il a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas voir dans cette orientation un désengagement de l'Etat. « L'avenir de la Réunion

se construira nécessairement à la Réunion, a-t-il dit. Il faut cesser d'utiliser la formule : la Réunion, fenêtre ou vitrine de la France dans l'océan Indien. La Réunion doit être la Réunion dans l'océan Indien dans le cadre de la République française. Gardons-nous de l'assimilation ».

HUBERT BRUYÈRE.

■ La révision du statut de la Polynésie. — M. Gaston Flosse, vice-président du conseil de gouvernement de la Polynésie française, ancien député R.P.R., a été reçu, jeudi 30 juin, à l'hôtel Matignon, par M. Pierre Mauroy, auquel ont été soumis, pour arbitrage, les points demeurés en litige après la fin des négociations entre le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM et les représentants de la Polynésie sur l'avant-projet visant à accorder à ce territoire un statut d'autonomie interne (le Monde daté 26-27 juin). Dans le domaine des relations internationales, M. Mauroy a été déclaré, vendredi matin, « tout à fait satisfait des décisions du premier ministre en ce qui concerne les problèmes institutionnels de la Polynésie ».

## UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL OPEN UNIVERSITY

AVIS DE CONCOURS

pour admission en octobre 83

## I.M.B.A. programs

- Le programme de l'« International Master of Business Administration » est proposé après admission par voie de concours aux :
- Etudiants ayant déjà accompli de deux à quatre ans d'études supérieures (classes préparatoires aux Grandes Ecoles, Universités, etc...)
  - Titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Ingénieur, maîtrise, docteur, etc...)
  - Cadres et responsables d'entreprises pouvant disposer de plusieurs périodes sabbatiques de trois ou quatre mois
  - Jeunes bacheliers qui, après avoir suivi un programme spécial du niveau « Bachelor degree » obtiennent un « Undergraduate certificate of International Management Studies (UCIMS) » leur donnant accès au « IMBA program »
  - UCIMS program + REGULAR IMBA program (15 ans)

Ces programmes s'adressent à ceux qui se destinent à une carrière à vocation internationale et qui sont prêts à se rendre dans les différents campus où se déroulera leur programme intégré.

EUROPE - Institut Supérieur de Gestion - PARIS  
U.S.A. - European University of America - SAN FRANCISCO  
ASIE - International Management University of Asia - TOKYO

Les concours des différents programmes auront lieu dans les principales villes d'Europe entre le 27 JUNE et le 29 JUILLET 1983

Pour obtenir les programmes détaillés, les conditions d'inscriptions au concours, contactez :  
• Centre d'Information et d'Admission de l'ULI pour la FRANCE - (1) 296.30.69  
22 RUE MONTPENSIER - 32 Galerie Montpensier - Jardins du Palais Royal 75001 PARIS.

ou UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE  
General admission office  
36 Rue de CANDOLLE - 1205 - GENÈVE (SUISSE) - Tél. (22) 20.65.11

IMBA = International Master of Business Administration ou Diplôme International de Gestion et Management (IDGM).  
ULI comme le plupart des organismes supérieurs à deux cycles (anglais comme langue commune) (Enseignement, documentation, etc...)

PARIS 4-10 JUILLET 83  
1<sup>er</sup> JEUX EUROPÉENS DES HANDICAPÉS

750 ATHLÈTES - 22 PAYS

STADE LOUIS-LUMIÈRE

30, RUE LOUIS-LUMIÈRE PARIS 20 - PORTE DE MONTREUIL



SOUS LE PATROCINAGE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE HANDISPORT  
SOUS LE HAUT PATROCINAGE DE MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
ET DE MONSIEUR JACQUES CHIRAC, MAIRE DE PARIS



UNICIPALES

ministratifs  
vie

ambiguë, apparaît comme la  
che du Parti.

« Nous ne pouvons pas attendre  
pour les élections municipales, nous  
avons besoin d'un cadre législatif  
qui nous permette de travailler  
dans une atmosphère de confiance  
et de coopération. C'est pourquoi  
nous soutenons la proposition de loi  
sur la décentralisation. Elle nous  
permettra de mieux connaître les  
problèmes de nos concitoyens et  
de leur proposer des solutions  
plus efficaces. »

Les juges de l'Assemblée admi-  
nistrative, qui ont eu à connaître  
de la proposition de loi, ont émis  
un avis favorable. Ils ont souligné  
l'importance de la décentralisation  
pour la vie démocratique et pour  
la qualité des services publics.  
Ils ont également noté que la  
proposition de loi était conforme  
aux principes de la Constitution.

Le projet de loi a été adopté  
par l'Assemblée administrative  
à la majorité absolue.

M. STIRN (U.D.F.) CANDIDAT  
A LA PRESIDENCE DU PAF  
RADICAL

M. STIRN, député U.D.F., a  
annoncé sa candidature à la  
présidence du PAF radical. Il  
a déclaré que sa participation  
à la présidence du PAF radical  
était une priorité pour lui. Il  
a également souligné son  
engagement en faveur de la  
décentralisation et de la  
qualité des services publics.

M. STIRN a également  
annoncé sa candidature à la  
présidence du PAF radical. Il  
a déclaré que sa participation  
à la présidence du PAF radical  
était une priorité pour lui. Il  
a également souligné son  
engagement en faveur de la  
décentralisation et de la  
qualité des services publics.

EUROPÉENS  
INDICAPÉS

MAÎTES - 22 PAYS  
LOUIS-LUMIÈRE

« Nous ne pouvons pas attendre  
pour les élections municipales, nous  
avons besoin d'un cadre législatif  
qui nous permette de travailler  
dans une atmosphère de confiance  
et de coopération. C'est pourquoi  
nous soutenons la proposition de loi  
sur la décentralisation. Elle nous  
permettra de mieux connaître les  
problèmes de nos concitoyens et  
de leur proposer des solutions  
plus efficaces. »

Adoption définitive  
de douze textes

Douze textes, dont le projet  
interdisant certains appareils  
de jeux (voir ci-contre), ont été  
définitivement adoptés au cours  
de la dernière journée de la ses-  
sion ordinaire du Parlement,  
jeudi 30 juin.

● **Egalité professionnelle entre  
les femmes et les hommes.** — En  
quatrième lecture, les députés ont  
approuvé dans les mêmes termes  
qu'en troisième lecture ce projet qui  
modifie le code du travail et le code  
pénal. Après l'échec de la C.M.P.  
(commission mixte paritaire), les  
trois lectures à l'Assemblée et au  
Sénat n'avaient pas permis de  
rapprocher les points de vue  
(le Monde du 8 décembre 1982,  
des 15 et 29 juin 1983).

● **Communication audiovisuelle  
dans les TOM.** — Dans les mêmes  
conditions, les députés ont approuvé  
ce projet qui rend applicables dans  
les territoires d'outre-mer certaines  
dispositions de la loi du 29 juillet  
1982 sur la communication audiovi-  
suelle (le Monde des 13 mai, 17 et  
30 juin); en troisième lecture, le  
Sénat avait confirmé ses positions  
antérieures (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

● **Exposition universelle.** — Tou-  
jours en quatrième lecture, l'Assem-  
blée a approuvé ce projet qui permet  
au gouvernement de créer les or-  
ganismes chargés de préparer l'Exposi-  
tion universelle de 1989 (le Monde  
du 20 mai, daté 22-23 mai, 19-20  
juin et 30 juin). Les sénateurs  
ayant maintenu leur opposition de  
fond au texte gouvernemental  
(le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), les  
députés sont revenus à leur texte de  
troisième lecture.

● **Démocratisation des enquêtes  
publiques.** — Selon la même pro-  
cédure, les députés ont maintenu le  
texte voté en troisième lecture qui  
« démocratise » les enquêtes d'uti-  
lité publique et améliore la protec-  
tion de l'environnement (le Monde  
des 22 avril, 19 mai, 15 juin et  
1<sup>er</sup> juillet).

● **IX<sup>e</sup> Plan, première loi.** —  
L'urgence ayant été déclarée sur ce  
texte, après une deuxième lecture  
dans l'après-midi, les députés ont  
adopté en troisième lecture, en so-  
lution, un texte identique à celui voté  
en première (le Monde des 16, 17,  
18 juin) après que le Sénat ait  
rejeté l'article unique du projet (le  
Monde du 30 juin) et un échec de la  
C.M.P.

● **Règlement du budget de 1981.** —  
En troisième et dernière lec-  
ture, les députés ont approuvé le pro-  
jet de loi portant règlement définitif  
du budget de 1981 que les sénateurs  
ont par deux fois repoussé (le  
Monde daté 19-20, 26, 27, 30 juin et  
1<sup>er</sup> juillet).

● **Ministres plénipotentiaires.** —  
En quatrième lecture, après échec de  
la C.M.P. et la maintien de son  
texte par le Sénat, les députés ont  
rétabli, dans les mêmes termes que  
précédemment, ce projet qui ouvre  
le corps des ministres plénipoten-  
tiaires à des non-fonctionnaires (le  
Monde des 2, 24, 29 et 30 juin).

● **Démocratisation du secteur  
public.** — La C.M.P. n'ayant pu  
constater le désaccord entre les deux  
Assemblées, le Sénat est revenu au  
texte qu'il avait approuvé. Il a en-  
suite adopté trois motions tendant à  
opposer l'exception d'irrecevabilité  
que les dispositions visées sont  
contraires à la Constitution sur cer-  
tains points du projet (le Monde des  
28, 29 et 30 avril, 9, 10 et 22 juin et  
1<sup>er</sup> juillet). En quatrième lecture, les  
députés ont rétabli le texte tel qu'ils  
l'avaient approuvé précédemment.

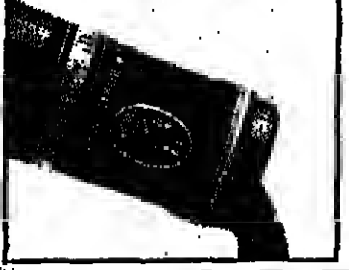
● **Villes nouvelles.** — Le désac-  
cord entre l'Assemblée nationale et

le Sénat s'est confirmé le jeudi  
30 juin. Aussi, dans la soirée, les  
députés sont revenus en quatrième  
lecture au texte qu'ils avaient voté  
en troisième lecture, après l'échec  
de la C.M.P., pour modifier les  
règles organisant un statut particu-  
lier pour les agglomérations nou-  
velles (le Monde des 8 octobre  
1982, 22 avril, 13 mai, 18 et 29 juin  
1983).

● **Droits et obligations des fonc-  
tionnaires.** — Selon la même pro-  
cédure, les députés ont approuvé ce  
projet qui forme le titre I du nou-  
veau statut de la fonction publique.  
Le titre II, qui concerne les fonc-  
tionnaires de l'Etat, a été adopté en  
première lecture à l'Assemblée,  
mais le Sénat n'en a pas encore dis-  
cuté. Le titre III, sur les fonction-  
naires des collectivités locales  
devrait être examiné à la session  
d'automne (le Monde des 5 et  
6 mai, 22, 23 et 29 juin et 1<sup>er</sup> juillet).

● **Surveillance, gardiennage et  
transports de fonds.** — Députés et  
sénateurs étant mis d'accord en  
C.M.P., le Sénat approuve les  
conclusions de cette dernière comme  
l'avait fait l'Assemblée nationale (le  
Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

BEAU RIVAGE?  
Dans tous les bons  
restaurants.



BMW eta : la nouvelle  
puissance économique.

Eta : lettre de l'alphabet grec utilisée comme symbole du rendement. Eta : le nom donné par BMW à un nouveau type de moteur : un moteur unique, conçu pour offrir un couple et une souplesse incomparables aux plus bas régimes - facteur déterminant d'une longévité record et d'un agrément de conduite hors-série. Eta : l'étonnante révélation d'une économie jamais offerte dans une berline aussi prestigieuse. Eta : la nouvelle 525e à découvrir dès aujourd'hui chez votre concessionnaire BMW. 6 cylindres - 7 CV fiscaux - 125 ch à 4 250 tr/min - 180 km/h. Consommations normes UTAC : 5,9 l à 90 km/h, 7,5 l à 120 km/h, 11,5 l en ville. Caractéristiques avec boîte automatique. Jantes alliage en option.

Essayez la nouvelle BMW 525 e.

<p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p>	<p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p>	<p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p>	<p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p>	<p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p>	<p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p> <p>CONCESSIONNAIRE BMW C. BOUTIER 201 10, rue de la République 92100 CLAMART 01 47 30 10 10</p>
---	---	---	---	---	---

200 Concessionnaires et Agents en France.  
A. Agents : C. Concessionnaires et Agents de vente

Course contre la montre...  
pour les appareils de jeux

Minuit moins... une minute :  
M. François Meunier, député  
socialiste des Alpes-  
de-Haute-Provence, préside la  
séance de l'Assemblée nationale :  
« La commission des lois  
constitutionnelles, de la législa-  
tion et de l'administration générale  
de la République [la formule  
est longue, mais le règlement  
impose de la lire en entier même  
quand la temps presse]...  
demande à l'Assemblée de se  
prononcer sur le dernier texte  
voté par elle [sur le projet de loi  
interdisant certains appareils de  
jeux]. Qui est pour ? » Sur les  
bancs clairs de l'hémicycle  
quelques mains se lèvent : « Qui  
est contre ?... Personne. Le pro-  
jet de loi est adopté. » Minuit n'a  
pas sonné. Ouf !

Le gouvernement — et parti-  
culièrement son vice-doyen  
d'âge, M. Gaston Defferre,  
ministre de l'Intérieur et de la  
décentralisation — a gagné sa  
course de vitesse : le « milleu »  
qui a été établi son « racket » sur les  
appareils à sous ne bénéficiera  
pas d'un sursis.

Il n'en est resté que peu. Ce pro-  
jet n'ayant pas été inscrit à  
l'ordre du jour de la session  
extraordinaire, qui s'est ouverte  
le 1<sup>er</sup> juillet à 0 heure, il devait  
être définitivement approuvé  
avant le 30 juin à 24 heures,  
terme de la session ordinaire,  
faute de quoi il eût été nécessaire  
que le président de la République  
signe un nouveau décret modi-  
fiant l'ordre du jour de la session  
extraordinaire... ou attendre le  
2 octobre, date de l'ouverture de  
la session d'automne.

Or les sénateurs n'ont guère  
facilité la course contre le montre  
de M. Defferre. Non pas qu'ils  
réfusaient que ces machines à  
sous soient interdites en France,  
mais que le souhait du gouverne-  
ment pour lutter contre le grand  
banditisme mais, faute d'obtenir  
qu'il puisse y avoir

quelques-uns dans les casinos,  
ils voulaient que leur fabrication  
reste possible en France pour  
l'exportation. La commission  
mixte paritaire l'avait d'ailleurs  
accepté ; mais, en deuxième lec-  
ture, l'Assemblée, à la demande  
du gouvernement, était revenue  
sur cet accord.

Le Sénat en a été marri. Il a  
fait savoir en deuxième lecture,  
jeudi 30 juin, dans l'après-midi,  
et le soir en troisième lecture,  
salle-el ne commence qu'à  
23 h 20. M. Defferre a beau  
demander « un vote bloqué »,  
celui-ci n'intervient qu'à 23 h 57  
par un rejet... Le ministre de  
l'Intérieur n'avait pas le temps  
d'aller du palais du Luxembourg  
au Palais-Bourbon. Allé-il subir  
la même mésaventure que celle  
qu'il avait imposée au gouverne-  
ment, du temps où il était dans  
l'opposition, quand il avait, en  
faisant traîner une discussion  
jusqu'à la clôture de la session,  
empêché l'adoption d'un texte  
sur les départements d'outre-  
mer ?

Non. Car à l'Assemblée, tout  
était prêt. M. André Labarère,  
ministre délégué aux relations  
avec le Parlement, guettait au  
« perroquet » (système de com-  
munication interne) les travaux  
du Sénat. Dès le vote des sénate-  
urs intervenu, la lettre du pre-  
mier ministre, demandant à  
l'Assemblée de trancher définitive-  
ment, était signée ; le sonnerie  
de reprise de séance retentissait,  
les députés regardaient l'hémi-  
cyle. M. Labarère suppléait  
M. Defferre, l'affaire était réglée.

Heureusement — puisqu'il fal-  
lait corriger l'irrégularité de la  
rotation trimestrielle (le Monde du  
1<sup>er</sup> juillet) — le ministre de l'Inté-  
rieur bénéficiait, de toute façon,  
le jour où il le fallait, d'une  
seconde suppléance...

THIERRY BRÉNER.

Décentralisation :

La région coordonne les prévisions départementales  
pour les constructions de collèges

L'Assemblée nationale a adopté, le  
jeudi 30 juin, en deuxième lecture,  
la proposition de loi sénatoriale com-  
plétant la loi sur la répartition des  
compétences entre les communes,  
les départements et les régions.  
L'urgence ayant été déclarée, la  
commission mixte paritaire a été  
réunie après une lecture dans cha-  
que Assemblée. Le Sénat avait  
prévu plusieurs préalables financiers  
à ce transfert de compétences (le  
Monde des 6, 7 et daté 8-9 mai),  
que l'Assemblée n'a pas acceptés (le  
Monde daté 26-27 et 28 juin), et  
chacun est resté sur ses positions.

Pourtant, sur deux points sensi-  
bles, M. Gaston Defferre, ministre  
de l'Intérieur et de la décentralisa-  
tion, a fait, au cours de cette  
deuxième lecture à l'Assemblée, un  
pas vers les élus locaux.

Sur la participation de l'Etat au  
coût des transports scolaires, il n'a  
certes pas accepté, comme le  
démandaient les sénateurs, que  
celle-ci soit immédiatement portée à  
65 % des dépenses engagées par les  
départements, auxquels la charge en  
est confiée. Mais, après quelques  
hésitations (amendement déposé,  
retiré, puis redéposé), il a fait voter  
que cette participation sera portée à  
65 % « des dépenses actuellement  
subventionnables dans tous les  
départements où les transports sco-  
laires sont gratuits au 31 juin  
1983 ». Il reste que, contrairement  
au souhait de M. Jean-Pierre Sois-  
son (U.D.F., Yonne), ce taux ne  
sera pas calculé sur les dépenses  
réelles, mais sur un tarif établi par le  
commissaire de la République.

Pour corriger les barèmes qui ser-  
vent à calculer la participation de  
l'Etat aux dépenses d'aide sociale du  
département (barèmes établis en  
1955, qui désavantagent certains en  
profitant à d'autres), le gouverne-  
ment avait envisagé que cela se fasse  
à coût nul pour l'Etat. Le Sénat, lui,  
souhaitait que l'Etat prit entière-  
ment à sa charge les quelque  
750 millions de francs que coûterait  
l'opération. En première lecture,

l'Assemblée avait voté un partage  
égal de la dépense entre l'Etat et les  
départements privilégiés. Cette fois,  
M. Defferre a fait adopter que rien  
ne sera pris aux départements avan-  
tagés, mais que l'Etat ne consacrera  
que 130 millions de francs pour  
aider les départements les plus défa-  
vorisés.

La discussion la plus vive a eu  
lieu, lors d'une suspension de séance,  
entre M. Defferre et le groupe socia-  
liste sur les conditions d'établisse-  
ment de la carte scolaire. Le gouver-  
nement considérait que le texte voté  
en première lecture ne permettait  
pas une réelle coordination entre les  
différentes parties en cause. Les élus  
du P.S. trouvaient que la proposition  
gouvernementale faisait la part trop  
belle aux représentants de l'Etat et  
instituait une tutelle des régions sur  
les départements (raison pour  
laquelle le groupe communiste n'a  
pas voté l'article en question du pro-  
jet).

Finalement, il a été décidé :

1) Le conseil municipal décide  
de la création et de l'implantation  
des écoles et des classes élémen-  
taires et maternelles après avis du  
représentant de l'Etat ;

2) Le conseil régional élabore et  
propose aux représentants de l'Etat,  
après accord des collectivités  
concernées et compte tenu des orien-  
tations fixées par le P.N.A., le schéma  
prévisionnel des formations des col-  
lèges, des lycées et des établisse-  
ments d'éducation spécialisée ;

3) Le conseil général élabore,  
après accord des communes concer-  
nées ou, le cas échéant, des grou-  
pements de communes, le programme  
prévisionnel des investissements  
relatifs aux collèges qui résultent  
du schéma prévisionnel mentionné  
au 2) du présent article. A ce titre,  
le conseil général définit la locali-  
sation des établissements, leur  
capacité et le mode d'hébergement  
des élèves. Le conseil régional fait  
de même pour les lycées et les é-  
tablissements d'éducation spécialisée ;  
il a été entendu que ces programmes  
prévisionnels seraient transmis aux  
représentants de l'Etat.

D'autre part, il a été précisé que  
les compétences en matière de trans-  
ports scolaires seraient transférées  
aux départements à la fin de 1984.  
Et M. Defferre a fait adopter un  
amendement limitant à 30 % la  
hausse maximale de la dotation  
globale d'équipement et des sub-  
ventions spécifiques pour les  
départements, les sommes ainsi  
dégagées profitant aux  
départements les moins aidés. —  
Th. B.

L'« HUMANITÉ DIMANCHE » :  
les promesses doivent être  
tenues.

Claude Lacombe, rédacteur en  
chef de l'« Humanité Dimanche »,  
commente, dans le numéro 1<sup>er</sup> juillet  
de l'hebdomadaire du P.C.F., les dé-  
clarations du président de la Républi-  
que, le 28 juin, sur la justice sociale.

« Pour réaliser cette justice sociale  
en maintenant la rigueur dans l'ef-  
fort, il faut bien évidemment une po-  
litique économique, écrit Claude La-  
combe. Ce n'est nullement  
incompatible. »

« Encore faut-il s'en donner les  
moyens. Un des plus importants  
étant la participation des travailleurs,  
de tous ceux qui attendent encore  
des résultats d'un gouvernement de  
gauche en leur faveur. Car ce n'est  
pas d'un excès de mai 1981 dont  
souffre le pays, mais bien d'une in-  
suffisance. Ce n'est que dans la me-  
sure où les promesses seront tenues,  
comme l'a d'ailleurs rappelé le pré-  
sident de la République, que se déga-  
gera un accord plus profond, un en-  
gagement plus accru. »



PIANOS D'ETE  
CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS\*

HANLET  
L'UNIVERS DU PIANO

Paris 8, 264, rue de St-Honoré Tél. : 766.51.96  
Vélizy, 21, rue Grange-Dame-Rose Tél. : 946.00.52  
Vélizy, Centre Clal "Vélizy II" Tél. : 946.26.87  
Orgeval, Centre Clal "Art de Vivre" Tél. : 975.78.50  
Nogent-sur-Seine, Centre Clal "Arcades" Tél. : 305.20.79

\*après approbation de l'Union des Fédérations de la Musique (U.F.M.)



## LES ÉTRANGERS EN FRANCE ET LES RISQUES DU RACISME

## La répression contre les clandestins

(Suite de la première page.)

Un autre jour, une réglementation tatillonne et humiliante est mise en place pour empêcher les faux touristes d'entrer en France. Tellement tatillonne que les vrais en pâtissent injustement, et si humiliante que le président algérien s'en plaint au cours d'une visite à l'Élysée.

Depuis, les Maghrébins arrivant en France sont dispensés de certificat d'hébergement, pierre angulaire de cette réglementation. Mais ce certificat n'a été, pour l'instant, remplacé par rien, malgré les négociations qui ont eu lieu avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. L'immigration clandestine en est facilitée d'autant.

Parfois, le gouvernement semble céder à la générosité. A d'autres moments, le réalisme l'emporte. Ces revirements rendent à peu près indéchiffrable sa politique d'immigration, mélange de principes affirmés presque aussitôt démentis et de textes reconnus inapplicables à peine promulgués.

Un nouvel épisode illustre ce pilotage à vue. Il s'agit de retouches apportées récemment à la loi de 1981 sur l'immigration clandestine. Contrairement à la réglementation antérieure, ce texte, voté par la nouvelle majorité, offre certaines garanties aux étrangers en situation irrégulière. Ils ne peuvent être expulsés que dans des cas graves. Dans les autres, ils relèvent des tribunaux qui décident seuls de la peine appropriée.

Le soin de sanctionner les « sans-papiers » ayant été ainsi confié aux tribunaux, le nombre d'expulsions prononcées par les préfets a fortement diminué. Il tourne aujourd'hui autour de cent vingt par mois au lieu de huit cents en moyenne à la fin du septennat précédent. Conséquence : une forte pression s'exerce sur la justice pour qu'elle se montre sans faiblesse.

## Expulsions judiciaires

Il y a d'abord eu une circulaire du ministère de la Justice recommandant aux parquets de requérir « systématiquement » la « reconduite » — selon la terminologie officielle — des coupables à la frontière, alors que, selon la loi, les tribunaux n'y sont pas tenus. Ces recommandations ont donné quelques résultats : mille neuf cent cinquante « reconduites » ont été ordonnées en 1982 sans qu'on sache dans quelle proportion elles ont été suivies d'effet. Cela ne suffisant pas, le gouvernement s'est doté, à la faveur de l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » entrée en vigueur il y a quelques jours, d'une arme beaucoup plus efficace. Il s'agit d'une disposition apparemment anodine de cette loi, mais qui, combinée avec certains articles du code pénal, permet de déclarer im-

médiatement exécutoire la reconduite des « clandestins » à la frontière même s'ils font appel.

La rapidité et l'efficacité de cette procédure sont redoutables car les intéressés comparaissent généralement en flagrant délit. Cela donne désormais aux tribunaux les moyens de procéder séance tenante à de véritables « expulsions judiciaires » sans davantage de garantie que les expulsions administratives dont le gouvernement entendait pourtant limiter le nombre.

Les juridictions usent-elles de cette disposition, qui constitue un véritable détournement de la loi pénale votée en 1981 ? C'est probable car la chancellerie espère ainsi soulager les maisons d'arrêt — toujours surpeuplées — des « clandestins » qui y sont incarcérés.

Dès lors, il n'est pas difficile de prévoir ce qui risque d'arriver. Les condamnations en flagrant délit à des « reconduites » immédiates à la frontière se multiplient, il y a fort à parier qu'on assistera, comme pour les certificats d'hébergement, à une levée de boucliers. Cela est d'autant moins à exclure que de larges secteurs de la majorité restent sensibles au sort réservé aux immigrés. A en juger par l'attitude qui a été la sienne jusqu'ici, le gouvernement devra alors trouver un nouveau compromis, voire un autre, accentuant l'impression qu'il n'a pas de véritable politique d'immigration.

BERTRAND LE GENORE.

## Coups de feu et xénophobie dans la Creuse

Depuis des années, Bourgneuf (Creuse) vivait en bonne entente avec ses immigrés — ils sont environ trois cents — des Maghrébins, des Turcs et des Portugais. Dans la nuit du 22 au 23 juin, des chevrotes ont été tirées dans la porte d'un logement occupé par des Turcs. Les auteurs de cet acte — un commerçant

du bourg, un représentant de commerce d'une ville voisine et un gendarme de la brigade locale — ont été, depuis, inculpés (le Monde des 25 et 30 juin).

Dans la soirée du mercredi 29 juin, à la faveur d'une fausse alerte à la bombe visant la mairie, un nouveau coup de feu a été tiré contre cet édifice.

## Bourgneuf et ses Turcs

De notre envoyé spécial.

birotois de la ville qui passe pour n'être pas précisément le rendez-vous des gens qui pensent « à gauche », on discute ferme. « Tu as vu les journaux ? » lance un jeune homme à un consommateur, en brandissant la feuille. « On parle de nous, ça c'est sûr », répond l'autre. « Ça, c'est rien, reprend le premier, attends un peu... Y'a des choses qui se préparent, tu peux me croire. Les fascistes vont parler, pour de bon... » Dans la soirée, un coup de feu était tiré contre l'un des murs de la mairie.

Que Bourgneuf soit la championne creusoise en matière de travailleurs immigrés, cela ne fait aucun doute : on y dénombre actuellement 286 résidents étrangers, hommes, femmes et enfants. Des Marocains (94), des Portugais (80), des Turcs (53), des Algériens (24), les 25 restants étant de nationalités diverses. Mais bornés une fausse alerte à la bombe, voici quelques mois, dirigée contre l'un des deux cafés fréquentés par les Turcs, jamais aucun incident, même mineur, n'avait été signalé. Certes, quelques Bourgneufiens n'ont jamais fait mystère de leurs senti-

ments xénophobes, pour ne pas dire racistes. Ceux-là avaient riénié lorsque s'est créée, fin 1982, l'Association limousine France-Turquie, dont ils disent à qui veut l'entendre qu'elle est « très proche » du parti communiste... Mais on en était resté aux paroles.

Et puis, il y a les autres, tous les autres. Pas une fois, cette majorité ne nous aura dit autre chose que « ce sont des gens sans histoire », « des travailleurs », ou bien « de bons types qui vivent entre eux, passent leurs journées au boulot et leurs soirées à boire du thé plutôt qu'autre chose ». Que leur reproche-t-on ? Peut-être de « n'être pas très désireux de s'intégrer », préférant cette espèce d'isolement où les confinent leur langue et leurs habitudes. Mais leurs enfants sont tous scolarisés sans exception. A telle enseigne qu'il a même fallu doter l'école primaire Marie-Curie, qui compte dans ses effectifs 50 % d'étrangers, d'une classe « de rattrapage intégré » où ne leur est enseigné que le français.

## « Un certain climat »

Repliés sur eux-mêmes mais placides, ces Turcs ont commencé à arriver à Bourgneuf voici environ trois ans. Quand la mise en place de la « filière bois » dans la Creuse a créé des emplois. « Sans la main-d'œuvre étrangère, dit l'un des responsables de la Sica du Thaurion, première industrie du secteur, nous serions bel et bien dans la merde ! ». Et puis, après les tempêtes météorologiques de novembre 1982, qui avaient ravagé la forêt environnante, au point de la mettre en danger de mort, d'autres sont venus, tous originaires de la même région paysanne de Turquie, Isparta, et du même village, Yalvac, pour beaucoup d'entre eux. « Sans eux, nous étions fous », dit M. Georges Neyret, maire (P.S.) de Bourgneuf depuis 1977. Il fallait agir très vite, et nous manquions totalement de l'indispensable main-d'œuvre... »

Alors, comment expliquer ce geste ? Ce n'est un secret pour personne, explique un exploitant forestier, qu'il y a des pratiques pas toujours très orthodoxes en usage dans la forêt... Des Turcs ou des Maghrébins sont devenus à force de travail petits « patrons », eux-mêmes, qui emploient leurs compatriotes. De là à ce que ces artisans-bûcherons instaillent à leur compte — qui sont en situation absolument régulière — magouillent un peu, ou beaucoup. Toujours est-il qu'en cette période de crise le seul fait qu'ils aient, les uns et les autres, du travail et une feuille de paie à la fin du mois, ça peut suffire à faire grincer des dents...

Le maire, lui, parle d'un « certain climat » qui s'était fait jour ces deux derniers mois, assez agaçant pour qu'on ait jugé utile d'en avertir la préfecture. « Il est vrai que les gens d'ici commencent à trouver « injuste » que les Turcs aient du boulot quand eux-mêmes en manquent. Alors, on entend dire, par-ci, par-là, « foutez-les donc à la porte, vous », on prends leur place... Mais, en vérité, il n'y a pas tellement de candidats à un travail très dur physiquement et pas tellement lucratif... »

Dimanche 26 juin, à la fin de la messe, le prêtre qui venait d'officialiser a lu en chaire un message qu'il avait conquis avec ses trois collègues. Un texte bref, rappelant que « l'évangile nous demande d'accueillir l'étranger venu chez nous comme un témoin du passage de Dieu, de Jésus », et, plus loin, que « Jésus est le Dieu d'Abraham, de cet Abraham qui est le père commun des croyants, juifs, musulmans ou chrétiens ». Que s'est-il vraiment passé ? Pour les uns (et plusieurs journaux locaux ont opté pour cette thèse), les fidèles auraient délibérément quitté la nef pour marquer leur désapprobation. Pour les autres, c'est simplement « parce que la messe était achevée qu'on s'est dirigés vers la porte... »

L'un des prêtres nous a dit sa déception : « Dans ce fief républicain depuis toujours, on pourrait s'attendre à un peu plus de... fraternité, toute croyance religieuse mise à part. Aujourd'hui, j'ai peur pour les Turcs : de telles attitudes risquent de se retourner contre leur communauté entière, à partir d'une argumentation simpliste du genre « s'ils n'étaient pas là, cela ne serait pas arrivé... »

Depuis la nuit du 22 au 23 juin, il y a quelque chose de malsain dans l'air de Bourgneuf.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

## MÉDECINE

## M. Edmond Hervé précise les perspectives d'une « autre organisation de la santé »

Concilier la rationalisation du système de santé et les exigences d'un « budget de courage », tout en maintenant le niveau élevé de protection sanitaire dont bénéficient les Français, tel est le pari difficile que s'est fixé M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé. Celui-ci en a rappelé les termes, jeudi 30 juin à Paris.

Maîtriser les dépenses de santé sans porter atteinte à la qualité des soins, c'est — notamment — agir sur l'offre, par exemple sur la démographie médicale. Sur ce point, M. Hervé estime indispensable que le nombre des étudiants en médecine admis en 2<sup>e</sup> année soit limité à cinq mille. Rappelant la « qualité » de la loi votée sur la réforme des études de médecine, M. Hervé a annoncé que des commissions chargées de la régulation des flux des étudiants selon les disciplines et selon les régions allaient être mises en place prochainement. Un décret en fixera les modalités de fonctionnement.

D'autre part, le secrétaire d'Etat à la Santé a estimé que l'un des enjeux majeurs du septennat consistait à rationaliser le fonctionnement de l'institution hospitalière. Pour ce faire, un projet de loi est en cours d'élaboration, qui devrait être soumis au Parlement à l'automne prochain et devrait permettre, outre une meilleure harmonisation des différents secteurs d'hospitalisation, une planification plus rationnelle des équipements hospitaliers et le développement de solutions alternatives à l'hôpital. Le projet de loi consacrerait la notion de « départementalisation » des établissements, qui sera mise en place progressivement en respectant le principe de l'élection pour quatre ans des chefs de département.

M. Hervé a fermement démenté la rumeur d'une possible suppression des fonctions de médecins à temps partiel dans les hôpitaux. Il a en outre rappelé que son administration élaborait la réforme du statut des médecins hospitaliers. Il s'agit, a souligné le secrétaire d'Etat, de motiver au point un statut unique ména-

geant des « passerelles » entre les hôpitaux généraux et les centres hospitalo-universitaires.

Ces réformes s'accompagneront de la mise en œuvre progressive, elle aussi, d'une profonde modification de la tarification hospitalière, par la suppression du « prix de journée » que M. Hervé considère comme un système « absurde » et son remplacement par le « budget global », fixé en début d'année pour chaque établissement. Sur ce point, le secrétaire d'Etat a

la santé a précisé que le décret paraîtrait fin juillet, ne débutant pas, et qu'il ne s'appliquerait dans un premier temps qu'aux centres hospitaliers régionaux. La réforme s'étendra à l'ensemble des établissements à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985 et ne sera totalement achevée qu'en début de 1987. En outre M. Hervé a déclaré que après le conflit prolongé qui a affecté la communauté hospitalière, la concertation entre les différentes parties prenantes était à présent bien engagée. Le rapport que le gouvernement a demandé aux cinq « médiateurs » sur la situation des hôpitaux devrait être remis avant la mi-juillet.

Enfin, M. Hervé a annoncé la parution imminente au Journal officiel du statut des internes. Il a ajouté qu'une commission serait créée au secrétariat d'Etat à la Santé sur l'avenir de la médecine générale et a annoncé la reconstitution de deux autres importants groupes de travail : la commission des maladies mentales (1) et la commission du cancer.

D'une manière générale, a souligné M. Hervé, il faut rappeler aux Français qu'« une autre organisation de la santé est nécessaire ». Il s'agit de « mieux soigner en dépensant aujourd'hui autrement et moins demain ».

CLAIRE BRISSET.

(1) Sur ce point, M. Hervé a annoncé la prochaine publication du rapport de la commission présidée par le docteur Jean Dumas à propos de l'organisation de la psychiatrie en France, rapport dont le Monde date 10-11 octobre 1982 avoir publié la version initiale.

**COURS DEVIENNE**  
ENSEIGNEMENT PRIVE  
2, avenue Villaboiss-Marsail  
06000 Nice - Tél. (93) 81 42 82

Dans le calme et la verdure à  
**"LA CHARMERIE"**  
Internat - Externat - Demi-pension  
**ANNÉE SCOLAIRE**  
des classes élémentaires  
aux terminales A, B, C, D  
**COURS DE VACANCES 83**  
du 28 juillet au 24 août  
de la 1<sup>re</sup> aux classes de 1<sup>re</sup> A, B, S  
**50 HEURES DE MATH**  
Du 24 août au 3 septembre 83  
de la 4<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> S

## ÉDUCATION

## LES CARRIÈRES DES UNIVERSITAIRES

## « Il faut instaurer une gratification du mérite de l'efficacité et du résultat »

nous déclare M. François de Closets

François de Closets a décrit dans son livre *Toujours plus* (édité chez Grasset) les inégalités qui minent la société française. Il comptabilise les privilèges qui s'attachent à certaines fonctions et entretient ainsi, sans y paraître, dans la rémunération.

« Mettez-vous les enseignants du supérieur au nombre des privilégiés ? »

« Ils sont peut-être en passe de le devenir. Indiscutablement, les enseignants du supérieur sont sous-payés en salaire, mais le temps libre dont ils jouissent est un avantage, ils ont un salaire-temps. Par conséquent, la rémunération d'un professeur d'université est une rémunération en argent, plus une rémunération en temps libre, plus une rémunération en sécurité d'emploi. »

« Dans les années 60, si vous comparez cette rémunération à la rémunération purement monétaire du secteur privé, vous voyez qu'il y avait fait les mêmes études, il y avait une certaine équivalence. Parce que l'impôt sur les hauts revenus n'était pas très lourd, parce que l'insécurité, même dans le secteur concurrentiel, n'était pas très forte. Or on constate que, depuis dix ans, l'insécurité qui supporte celui qui a choisi la carrière de cadre de direction dans le secteur concurrentiel s'est accrue, et que la politique de réduction des inégalités monétaires menée depuis dix ans va affecter principalement celui qui a visé uniquement les gains d'argent. »

« Donc il y a dégradation de la situation de celui qui a choisi la voie « libérale » de l'entreprise concurrentielle. Au contraire, pour ce qui est de l'enseignant, la part « sécurité » de sa rémunération s'est accrue, à partir de la valeur, la part « temps libre » s'est maintenue — elle est toujours aussi précieuse — et la part strictement « salaire » a été moins frappée par l'impôt sur les hauts revenus, de fait justement qu'il est moins payé. »

Dans ces conditions, si vous faites la comparaison entre deux physiciens, l'un passé dans l'industrie privée, l'autre dans l'Université, lequel des deux se trouve avoir un privilège par rapport à celui de l'industrie privée ? Il est normal de faire payer ces avantages à leur prix. »

« Estimez-vous que les enseignants universitaires sont privilégiés par rapport aux autres enseignants ? »

« Là, vous posez un problème vertical et non plus horizontal. Comme je l'ai écrit, je ne pense pas que les instituteurs, du fait de leur très faible rémunération, du fait de leurs conditions de travail beaucoup plus dures, soient des privilégiés. Car, finalement, le privilège ne peut se juger que par rapport aux gens de

qualification comparable. Autrement, on entre dans l'échelle des inégalités, qui est un autre problème que celui des disparités horizontales de privilèges. Alors, faut-il réduire les inégalités entre l'instituteur et le professeur d'université ? Cela ne me semble pas en soi évident. »

« Pour ce qui concerne les enseignants d'université, pensez-vous qu'il faille toucher aux aspects non monétaires de leur rémunération ? »

« J'ai toujours dit qu'il me paraissait anormal de ne pas les prendre en compte et qu'il me paraissait aussi anormal de prétendre les détruire systématiquement. Il est très bon qu'un jeune sorti de l'enseignement supérieur ait la possibilité de choisir soit une carrière de cadre, avec tous les risques et toutes les possibilités de gain que cela comporte, soit une carrière dans l'enseignement supérieur, avec des avantages de sécurité et de temps libre. Ce qu'il faut, c'est qu'il y ait une certaine équité entre les deux et que, par conséquent, la sécurité et le temps libre soient payés à un niveau normal par rapport à ce qui se passe dans le secteur d'en face. »

## Accentuer la diversité

« Ce qui l'ambroisie, ce serait que l'on crée dans la diversité. Ce n'est pas à l'enseignant : vous devez tout pour justifier votre salaire et vos avantages, mais vous pouvez, si vous le voulez, travailler plus, consacrer deux mois de vacances à faire de la formation professionnelle et gagner plus. »

« Ce serait la carrière à la carte. Je connais des professeurs d'université qui, actuellement, pour faire leur enseignement, parce qu'ils prennent littéralement leur étudiants par la main, y consacrent probablement au moins cinquante heures par semaine. C'est vrai. Mais ce qui est vrai aussi, c'est qu'ils pourraient faire leur travail dans des conditions qui ne seraient pas reprochables en travaillant infiniment moins et en ayant la même carrière. L'important, c'est d'ouvrir la possibilité de destins individuels. »

Sans poser des balises pour inciter, par exemple, les enseignants à être plus présents aux étudiants ?

« Il est vrai que l'on ne peut pas, ni que ce soit, s'en remettre uniquement à la conscience professionnelle des gens. Il faut qu'il y ait une certaine rétroaction, une certaine sanction, une certaine obligation de résultats. Au niveau où sont les enseignants du supérieur, on ne va pas mettre des contre-maîtres ou des horloges polonoises. Il faut donc créer un système qui permette de constater que les gens font réellement les obligations d'enseignement. »

Mais, surtout, je voudrais que l'enseignant qui a, à la fois, la com-

pétence spéciale et qui se donne à son métier totalement et avec un maximum d'efficacité soit réellement gratifié dans ses possibilités de carrière, de promotion, de recyclage. »

« Je pense qu'il faut instaurer une certaine méritocratie, une gratification du mérite, de l'efficacité et du résultat. Comment faire concrètement ? J'estime que je n'ai pas la compétence pour en décider. »

« En conclusion, croyez-vous possible de parvenir aujourd'hui à une plus juste équité du statut des enseignants du supérieur ? »

« Je crois, en effet, qu'il faut tenir compte du déséquilibre qui risque de s'aggraver sous le double effet de la crise et de la politique de réduction monétaire. Sinon, à terme, vous allez voir tous les meilleurs esprits, ceux qui ont les meilleurs diplômes, glisser vers les administrations, les services publics, les universités. Ce n'est sûrement pas ainsi que l'on gagnera la bataille économique. »

Propos recueillis par CHARLES VIAL.

## ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES...

(par ordre de mérite)

● École normale supérieure de jeunes filles (boulevard Jourdan).  
Section S : Sciences humaines et sociales. — Mlle Lydia Gaudry, Christine Hivet, Sylvie Guillard, Catherine Mazodier, Corinne Samyà (4 ex.).

## ... ET AUX AGGREGATIONS

(par ordre alphabétique)

Arabe : Danielle Chabot (2<sup>e</sup>), Mohamed Chaher (4<sup>e</sup>), Djamel Krouloughli (1<sup>er</sup>), Mohamed Zouaghi (2<sup>e</sup>).  
Italien : Mmes et MM. Dominique Bouveret (9<sup>e</sup>), Myriam Carminati (6<sup>e</sup>), Agnès Crouzet (5<sup>e</sup>), Véronique Curvin (10<sup>e</sup>), Jean-Louis Fournel (3<sup>e</sup>), Dominique Frérot (1<sup>er</sup>), Mamelle Moïse (4<sup>e</sup>), Agnès Morin (8<sup>e</sup>), Christel Moullieron (7<sup>e</sup>), Véronica Thevenaz née Turbilo (2<sup>e</sup>).

## ● RUSSIE

Mme et M. Michel Kokmannoff (1<sup>er</sup>); Gisèle Tolary (2<sup>e</sup>).

## ● GENIE ÉLECTRIQUE

MM. Noël Aubry (1<sup>er</sup>); Jiel Bessard (2<sup>e</sup>); André Barbaux (2<sup>e</sup>); Didier Bedos (24<sup>e</sup>); Jean Berry (30<sup>e</sup>); Bertrand Berthe (8<sup>e</sup>); Etienne Boyer (11<sup>e</sup>); Jean Chan (14<sup>e</sup>); Alex Carrot (20<sup>e</sup>); Michel Chais (24<sup>e</sup>); James Desbryne (9<sup>e</sup>); Didier Demigny (13<sup>e</sup>); Christophe Desages (3<sup>e</sup>); Jacques Duprat (18<sup>e</sup>); Bruno Feneuil (3<sup>e</sup> ex.); Michel Ferra (11<sup>e</sup> ex.); André Gavila (23<sup>e</sup>); Gérard Germain (22<sup>e</sup>); Jean Gonzalez (6<sup>e</sup>); Bernard Goudreau (33<sup>e</sup>); Raehid Harba (17<sup>e</sup>); Christophe Henail (16<sup>e</sup>); Bertrand Isambert (27<sup>e</sup>); Didier Le Berre (1<sup>er</sup>); Jean Livolsi (31<sup>e</sup>); Christophe Pellegay (31<sup>e</sup> ex.); Louis Peronnet (21<sup>e</sup>); Jean Pinque (29<sup>e</sup>); André Ray (34<sup>e</sup>); Jean Raymond (7<sup>e</sup>); Fréderic Robert (5<sup>e</sup>); Claude Rubin (10<sup>e</sup>); Alain Thevenot (24<sup>e</sup> ex.); Jean-Paul Winczewski (15<sup>e</sup>); Julien Yasse (34<sup>e</sup> ex.).



## La loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

### ans la Creuse

présent de commerce d'une ville de la Creuse locale - ont été, mardi 25 et 26 juin, du mercredi 29 juin, à la faveur de la bombe visant la mairie, a été tiré contre cet édifice.

### urcs

ments téléphoniques, pour ne pas être rattrapés. C'est la même méthode que celle utilisée en 1982, l'année où il y eut une explosion à la mairie de la Creuse, qui avait été détruite par une bombe.

Et puis, il y a les autres, tous les autres. Pas une fois, cette année, ne nous aura-t-il été dit que « nous sommes des gens très tranquilles », ou bien « de bons types qui vivent entre eux, sans faire de bruit ». Mais nous ne sommes pas des gens qui vivent entre eux, sans faire de bruit. Nous sommes des gens qui vivent entre eux, sans faire de bruit. Nous sommes des gens qui vivent entre eux, sans faire de bruit.

### « Un certain climat »

Mépris, mais les hommes ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes.

Après, c'est la même chose. Les hommes ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes.

Après, c'est la même chose. Les hommes ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes.

Après, c'est la même chose. Les hommes ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes.

Après, c'est la même chose. Les hommes ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes. Ils sont des hommes, mais ils ne sont pas des hommes.

La loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été définitivement adoptée, le 30 juin, par l'Assemblée nationale. Nous publions ci-dessous les principales dispositions du texte préparé par M<sup>me</sup> Yvette Roudy, ministre des droits de la femme.

● Définition des travaux de valeurs égales. — « Sont considérés comme ayant une valeur égale les travaux qui exigent des salariés un ensemble comparable de connaissances professionnelles, de capacités, de responsabilités et de charge physique ou nerveuse. » Le diplôme ne

pourra plus être évoqué pour justifier un salaire supérieur. Il est mis sur le même plan que la pratique professionnelle ou l'expérience.

● Rapport sur l'entreprise. — « Chaque année, le chef d'entreprise présente au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel un rapport écrit sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise. » Ce rapport, précis et détaillé, permet d'avoir une bonne image de la situation des hommes et des femmes dans l'entreprise. Il est communiqué aux délégués syndicaux et envoyé à l'inspection du travail. Jusqu'en 1985, seules les entreprises d'au moins trois cents salariés sont concernées.

Ce chiffre sera abaissé à cinquante à partir de cette date.

● Plan pour l'égalité professionnelle. — Les employeurs sont invités à mettre sur pied — après avoir consulté le comité d'entreprise ou les délégués du personnel — un plan pour que les femmes rattrapent leur retard par rapport aux hommes, que ce soit par le biais de l'embauche, de la formation, de la formation professionnelle, etc.

● Aide financière. — L'Etat pourra octroyer une aide financière aux entreprises pour les aider à réaliser leurs plans lorsqu'il estimera que les mesures envisagées représentent une « action exemplaire ».

Un conseil supérieur de l'égalité professionnelle va être créé. Mis sur pied par les ministres chargés des droits des femmes, de l'emploi et de la formation professionnelle, il participe à la définition, la mise en œuvre et l'application de la politique menée dans les domaines de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Salariés et employeurs y seront représentés.

En cas de litige : Les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise peuvent exercer une action en justice en faveur d'un salarié sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé, à condition que celui-ci ait été averti par écrit et qu'il ne s'y soit pas opposé.

L'employeur doit fournir au juge saisi la pleine justification de l'inegalité de rémunération invoquée par le salarié.

Peines de substitution : plutôt que des condamnations à des peines d'amendes, voire d'emprisonnement, pour les employeurs ne respectant pas la loi sur l'égalité professionnelle, le tribunal correctionnel pourra demander à ceux-ci de proposer un plan de rattrapage qu'ils devront réaliser dans un délai précis.

La loi prévoit également la réintégration, ou si elles le souhaitent, l'indemnisation des personnes licenciées après avoir poursuivi leur employeur pour discrimination sexuelle dans leur profession.

### Changement sans bruit

Elle n'aura pas fait autant de bruit que le projet de loi antérieur. Pourtant la loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes devrait changer plus profondément l'image et la condition des femmes. La nouvelle loi donne enfin la possibilité aux femmes — ou à leurs organisations syndicales — de lutter effectivement contre toutes les discriminations dont elles peuvent être victimes : au niveau de l'embauche, en matière de rémunération, de formation, de qualification, de classification, de formation professionnelle ou de mutation.

En obligeant les employeurs à fournir aux représentants du personnel un rapport annuel comparatif, chiffré et détaillé, de la situation des femmes et des hommes dans l'entreprise, la loi devrait inciter ceux-ci à établir l'égalité entre les travailleurs par le biais d'un plan de rattrapage.

Il s'agit de la reconnaissance totale du travail des femmes. Collectivement des travailleurs à part entière, s'inscrivent profondément dans une vie professionnelle, et non plus entre parenthèses (on attend d'un mariage, d'une naissance...).

Combien de fois, en effet, des femmes d'aujourd'hui ont-elles demandé, lorsqu'elles postulaient à un emploi ou les déplacements sont fré-

quents, ou à un emploi accaparant, ce qu'elles pensent faire de leurs enfants et ce que ferait leur mari si elles devaient être mères. Il n'est pas rare non plus de voir justifier une discrimination dans la rémunération par le fait que le mari travaille et que le salaire de l'épouse est jugé moins indispensable que celui d'un collègue masculin.

La loi, bien sûr, n'est pas une panacée, mais elle représente un progrès significatif. Les employeurs ne pourront plus se réfugier derrière le « motif légitime », qui est supprimé, pour refuser à une femme un emploi (sauf dans les cas de métiers spécifiques fixés par décret). Et la définition donnée par la loi de ce que l'on peut considérer comme des « travaux égaux » restreindra le champ d'interprétation et limitera les abus.

Les féministes auraient souhaité qu'en plus des syndicats leurs organisations puissent aussi saisir la justice à la place des femmes victimes de discriminations. On comprend leur manque de confiance dans la combativité des syndicats en ce domaine. Mais on comprend aussi le souci du ministre de laisser aux représentants des travailleurs dans les entreprises l'exclusivité de la démarche.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## SCIENCES

### L'avenir spatial de la France

« Acquiescer l'autonomie en matière spatiale », dans les principales utilisations, lancement compris, telle était la philosophie du programme spatial français engagé dans les années 70.

Assurer « la continuité et la compétitivité » de cet acquis, atteindre l'autonomie dans le domaine

nouveau de l'intervention humaine en orbite, tel devrait être l'objectif des quinze prochaines années si le gouvernement suit les orientations (un conseil interministériel en décidera à la fin de l'année) que lui propose le Centre national d'études spatiales (CNES).

L'objectif d'autonomie des années 1970 impliquait le développement d'Ariane, mais aussi des réalisations en télécommunications, télédiffusion, météorologie, observation de la Terre. D'où les satellites E.C.S., Telecom-1, TdF-1, Meteosat et Spot-1, développés dans un cadre national ou au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA). Ils ouvrent la possibilité de commercialiser des services, a conduit le CNES à créer des filiales comme Arianeespace ou Spot-Image; une autre pourrait s'ouvrir pour la collecte des données par satellite (systèmes Argos et Sarsat).

Les activités scientifiques ont aussi connu un développement important. Par le biais d'une triple coopération avec nos partenaires de l'E.S.A., avec les États-Unis, avec l'Union soviétique — celle-ci ayant permis d'aborder les nouvelles disciplines que sont la science des matériaux ou la biologie et la médecine spatiales, quelque mille cinq cents scientifiques sont directement intéressés aux programmes du CNES. Cela assure un progrès des connaissances fondamentales, mais aussi l'apprentissage de techniques dont la maîtrise sera essentielle dans quelques années.

Cet acquis, sans oublier la constitution ex nihilo d'une industrie spatiale, doit maintenant être valorisé.

A moyen terme, l'augmentation des capacités des lanceurs — Ariane-4 emportera, fin 1985, une charge deux fois et demi plus lourde que ce qui était initialement requis d'Ariane-1 — va induire une mutation importante des missions.

Les télécommunications spatiales s'ouvriront à des services nouveaux (communication avec les véhicules radio haute fidélité, télévision à haute définition). Les transmissions de satellite à satellite (projet Star) se développeront. Les satellites d'observation de la Terre évolueront

vers une plus grande durée de vie opérationnelle — on vise quatre ans pour les troisième et quatrième exemplaires de Spot, au lieu de trente mois pour le premier. Puis l'observation par radar, commentée par le satellite européen E.R.S.-1, viendra compléter l'observation en visible et en infrarouge. D'une manière générale, il faudra améliorer les techniques, augmenter la fiabilité, ouvrir de nouvelles applications comme l'océanographie (projet Posidon).

### Hermès

Mais en plus de cet affermissement, il faut conquérir un nouveau domaine, celui de l'intervention en orbite. Le CNES, très orienté ces dernières années vers la robotique spatiale (station Solaris) voit maintenant une plus grande place pour l'homme dans l'espace; le vol de Jean-Loup Chrétien a ouvert des perspectives.

Un nouveau lanceur, Ariane-5, étudié par le CNES et par l'ESA sera nécessaire vers 1995. Il utilisera un gros moteur à oxygène et hydrogène liquides, HM-60, qu'une collaboration industrielle franco-germano-suédoise étudie depuis trois ans. Le projet est assez avancé pour être proposé à l'ESA, avec l'objectif de commencer le développement en 1986.

Comme pour tous les composants d'Ariane-5, la fiabilité devra permettre des vols habités. Ariane-5 sera, comme ses prédécesseurs, un lanceur « consommable », mais il pourrait être intéressant de récupérer et de réutiliser le moteur HM-60. Une autre composante récupérable est évidemment la petite navette Hermès qui abriterait les cosmonautes qu'emporterait Ariane-5.

L'intérêt du CNES pour le vol habité tient aussi à la nécessité pour l'Europe de prendre position sur le projet américain de grande station

orbitale. La participation européenne au programme de la navette spatiale — la fabrication du laboratoire européen Spacelab — a laissé un goût amer, aussi le CNES pense-t-il qu'il faut mettre très haut la barre d'une coopération. Il n'est intéressé par la station orbitale que si celle-ci est « un village librement ouvert ». Le CNES a demandé à la NASA un collier d'amarrage où Hermès viendrait se fixer. La NASA semble favorable — mais ce n'est évidemment pas au niveau des agences spatiales que se prennent de telles décisions.

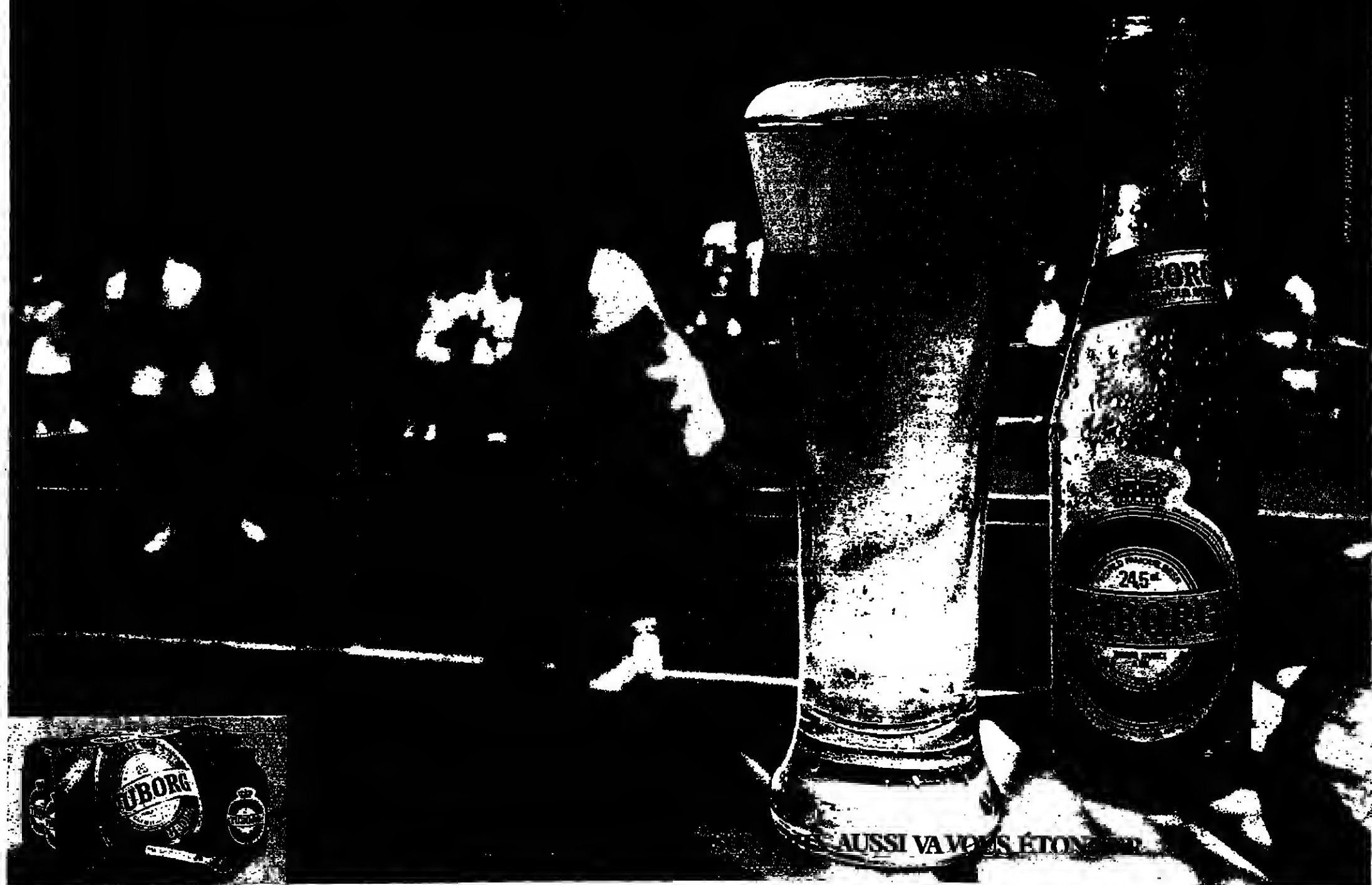
Et les finances dans tout cela ? Le CNES a fait ses comptes. Il lui paraît nécessaire que son budget passe, dès 1984, de 3,5 à 4 milliards de francs, pour assurer le service opérationnel des programmes en cours. Par la suite, une augmentation lente conduisant à 4,8 ou 5 milliards en 1990 devrait suffire.

La science spatiale serait financée à hauteur de 500 millions de francs, et environ 300 millions de francs iraient à la recherche technologique de base. Ce poste avait été un peu délaissé, la priorité ayant été donnée aux programmes d'application en cours; mais il est clair qu'un gros effort y est nécessaire si le CNES veut avoir dans l'avenir les moyens technologiques de ses ambitions.

Pour importantes que soient ces sommes, elles laisseront la France — et l'Europe, dans la mesure où nos principaux partenaires auraient une démarche analogue, — loin derrière les deux grandes puissances spatiales. Il y a à cela une raison de fond : les ministères de la défense financent en Europe 2 % de l'effort spatial, contre 50 % aux États-Unis et 75 % en Union soviétique. Pour M. Hubert Curien, président du CNES, c'est une « anomalie », il ne la voit pas destinée à durer éternellement.

MAURICE ARVONNY.

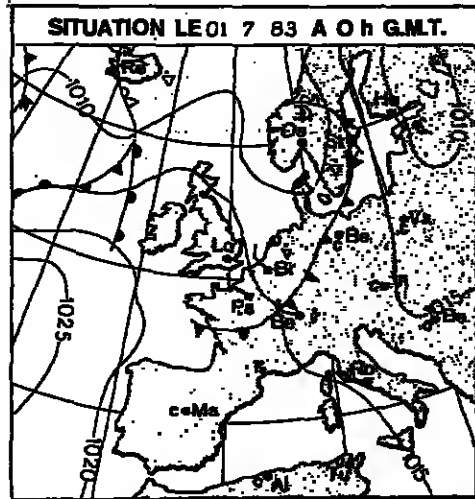
## TUBORG VERTE. COMPAREZ-LA AVEC VOTRE BIÈRE PRÉFÉRÉE.



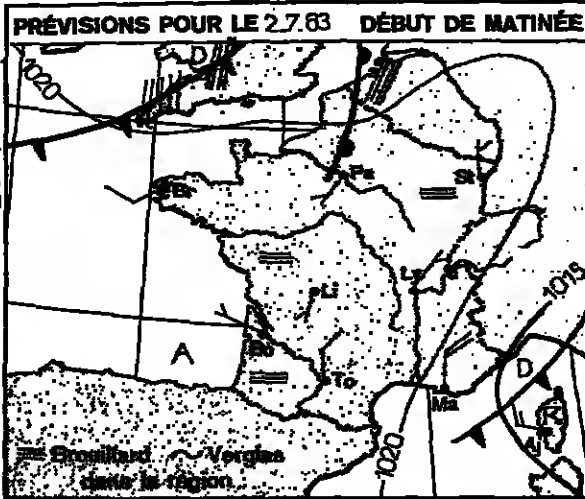


# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 01 7 30 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 1<sup>er</sup> juillet à 0 heure et le samedi 2<sup>er</sup> juillet à minuit.

Les pressions seront à la hausse sur la France. Les perturbations seront ainsi rejetées vers les îles Britanniques et vers le nord-ouest de la France, au large de la Bretagne, à la Normandie, au Bassin parisien, à la Picardie et aux Flandres.

Le vent soufflera du sud-ouest au nord de la Loire. Ailleurs vent dominant de nord, mistral sur la basse vallée du Rhône.

De la Bretagne et des pays de la Loire aux régions du nord-est, des nuages passagers et de belles éclaircies ; il fera un peu plus de 20°C. Sur un peu plus de la moitié du pays, beau temps bien ensoleillé et chaud ; environ 25°C. Sur la Corse, des orages sont probables en soirée.

Le vent soufflera du sud-ouest au nord de la Loire. Ailleurs vent dominant de nord, mistral sur la basse vallée du Rhône.

Évolution pour dimanche. Les hautes pressions qui se sont reconstituées sur la France vont s'affaiblir d'une part par le nord-ouest, avec l'arrivée d'une perturbation en voie d'atténuation, d'autre part par le sud, avec l'extension d'une zone orageuse venant d'Espagne.

Prévisions : Temps nuageux près de la Manche le matin, s'améliorant l'après-midi. Beau temps sur le reste du pays, un peu frais le matin dans l'intérieur, bien ensoleillé et plus chaud, ensuite ; cependant une tendance orageuse se développera près des Pyrénées et s'étendra au cours de la journée à l'Aquitaine et au Massif Central.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1983 à 8 heures : 1 019,7 millibars, soit 764,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 juin ; le second le minimum dans la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet) :

Ajaccio, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 21 et 15 ; Bourges, 19 et 14 ; Brest, 18 et 10 ; Caen, 16 et 10 ; Cherbourg, 16 et 10 ; Clermont-Ferrand, 21 et 15 ; Dijon, 22 et 14 ; Grenoble, 23 et 15 ; Lille, 16 et 9 ; Lyon, 24 et 15 ; Marseille-Marinade, 25 et 16 ; Nancy, 21 et 14 ; Nantes, 19 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 17 ; Paris-Le Bourget, 19 et 12 ; Pau, 23 et 16 ; Perpignan, 27 et 18 ; Rennes, 18 et 10 ; Strasbourg, 23 et 15 ; Tours, 18 et 12 ; Toulouse, 25 et 15 ; Poitiers-Poitou, 32 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 19 degrés ; Amsterdam, 18 et 9 ; Athènes, 27 et 21 ; Berlin, 24 et 15 ; Bonn, 20 et 13 ; Bruxelles, 17 et 10 ; Le Caire, 38 et 22 ; Les Canaries, 24 et 20 ; Coppenhague, 18 et 12 ; Dakar, 28 et 25 ; Djibouti, 29 et 21 ; Genève, 23 et 14 ; Jérusalem, 32 et 16 ; Lisbonne, 23 et 14 ; Londres, 19 et 9 ; Luxembourg, 16 et 10 ; Madrid, 34 et 16 ; Moscou, 25 et 16 ; Nairobi, 21 et 13 ; New-York, 28 et 19 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 26 et 17 ; Stockholm, 19 et 13 ; Téhéran, 36 et 28 ; Tunis, 28 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 1<sup>er</sup> juillet :

UNE LOI  
● Relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

DES DÉCRETS  
● Fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité ;

● Fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ;

● Portant application de l'article L.351-18 du code du travail (taux global des contributions des employeurs et des salariés au régime d'aide aux travailleurs sans emploi) ;

● Portant revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1983 ;

● Portant modification des tarifs des télécommunications dans le régime intérieur ;

● Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants, de droit de visite et d'obligations alimentaires, signée à Paris le 18 mars 1982.

UNE LISTE  
● D'admissibilités au concours d'admission à l'École militaire interarmes en 1983.

## PARIS EN VISITES

DIMANCHE 3 JUILLET

• Anet et Nogent le Roi, 13 h, place de la Concorde, côté grille des Tuileries (M<sup>me</sup> Zujovics).  
• Basilique de Saint-Denis, 14 h 30, portail (M. Serres).  
• Hôtel de Sully et Bastille, 15 h, 62, rue Saint-Antoine (M<sup>me</sup> Allard).  
• Le Palais Royal, 15 h, grille du Conseil d'Etat (M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux).  
• Montmartre, 15 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M<sup>me</sup> Camus).  
• Services secrets 1939-1945, 15 h, métro Invalides (M. Czorny).  
• Le Marais, 15 h, métro Saint-Paul (Commissaire d'ici et d'ailleurs).  
• Quartier Saint-Jacques, 15 h, 63, boulevard Arago (M<sup>me</sup> Hager).  
• Le Sénat, 15 h, 12, rue de Tournon (M<sup>me</sup> Hauwiler).  
• Le Palais Bourbon, 15 h, 33, quai d'Orsay (Histoire et archéologie).  
• Le Palais Royal, 10 h 30, grille du Palais Royal (P.-Y. Jaslet).

## CARNET

### Réceptions

— L'ambassadeur du Canada et M<sup>me</sup> Simard Dupuy ont donné une réception, vendredi, à l'occasion de la fête nationale.

### Décès

— Le président du conseil d'administration, Le président du conseil de perfectionnement.

Le directeur, L'union amicale des professeurs et l'ensemble des personnels du Conservatoire national des arts et métiers, ont le regret de faire part du décès du professeur Jean-Baptiste ACHE, grand officier de la Légion d'honneur.

M<sup>me</sup> Carole Isère, M. Jean-Marie Isère, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> Fernand Strauss, M<sup>me</sup> Jacques Felder, ses sœurs.

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Lucien ISÈRE, officier de la Légion d'honneur, survenu le 29 juin 1983, dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 4 juillet, à 15 h 30, au cimetière israélite Pershing, à Versailles, 3, rue du Général-Pershing. Ni fleurs ni couronnes. La famille s'excuse de ne pas recevoir. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le personnel de la Société générale commerciale de l'Est a le regret de faire part du décès de

M. Lucien ISÈRE, officier de la Légion d'honneur, président-directeur général de la Société générale commerciale de l'Est, survenu le 29 juin 1983.

L'inhumation aura lieu le lundi 4 juillet, à 15 h 30, au cimetière israélite Pershing, à Versailles, 3, rue du Général-Pershing.

25, quai Anatole-France, 75007 Paris.

— M<sup>me</sup> Pierre Maillard, née Catherine François-Sigand, son épouse, Julie, Anté-Charlotte, Pauline, Clémence, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Maillard, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Jean François-Sigand, ses beaux-parents, M. et M<sup>me</sup> Hervé Didier, M. et M<sup>me</sup> Hugues d'Arbigny de Chalus, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis François-Sigand, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et ses nièces, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre A. MAILLARD, H.E.C., directeur général de la Société industrielle de banque, survenu à l'âge de trente-neuf ans, le 28 juin 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 4 juillet, à 9 heures, à l'église Saint-Pierre de Neuilly, avenue du Roule à Neuilly-sur-Seine-92. L'inhumation aura lieu à l'ancien cimetière de Neuilly-sur-Seine, rue Victor-Noir, à l'issue de la cérémonie religieuse. Port du T.C.F., place de la Concorde, 75008 Paris. 65, rue du Radagast, 75016 Paris.

— Le président, Le conseil d'administration Et le personnel de la Société industrielle de banque (SIB), ont le profond regret de faire part du décès brutal de

Pierre A. MAILLARD, directeur général de la banque et président de Valgos Conseil, survenu le 28 juin 1983.

— M<sup>me</sup> Fabrice et Stéphane Moskoff, M<sup>me</sup> Marie-Louise Delort, font part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline MARTINET, survenue à Paris le 28 juin 1983.

164, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

### Anniversaires

— A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la mort de Noël DIDIER, professeur à la faculté de droit de Grenoble, le R. P. Gillet célébrera une messe le 5 juillet, à 11 h 45 précises, à l'abbaye des Bénédictins de Paris, 3, rue de la Source. Au souvenir de Noël Didier sera associé celui de sa mère et de son fils Louis-Noël morts depuis.

## JUSTICE

### A Marseille : Les suites de l'affaire des « fausses factures »

De notre correspondant

Marseille. — La procédure judiciaire ouverte en juin 1982, à propos des malversations commises au préjudice de la ville de Marseille dans la passation de certains marchés, vient de connaître une nouvelle étape. M. Masse, soixante-neuf ans, ancien député (P.S.), ancien adjoint au maire, délégué à la voirie, conseiller général en exercice, va être entendu par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a été désignée par la chambre criminelle de la Cour de cassation. M. Masse, en effet, bénéficiant, par sa fonction, à l'époque des faits, de la qualité d'officier de police judiciaire, il fallait qu'une autre juridiction soit saisie. Mais en fait, depuis cinq mois, M<sup>me</sup> Marie-Chantal Coux, juge d'instruction chargée du dossier des « fausses factures », qui a vu, entre autres, l'arrestation de M. Nick Venturi et l'inculpation de plusieurs fonctionnaires municipaux, avait informé le procureur de la République que M. Masse apparaissait dans le dossier comme pouvant être l'auteur d'une inculpation éventuelle. On ne connaît pas encore la nature des griefs reprochés à M. Masse, qui était, à l'époque, président de la commission des adjudications pour les travaux de voirie de la ville de Marseille, mais ils portent certainement sur les conditions d'attribution de certains marchés.

Par ailleurs, la même chambre d'accusation de la cour de Paris est saisie du cas de M. René Petruschi, ancien adjoint au maire de la ville de Nice, dans le cadre d'une information ouverte à propos d'une escroquerie au préjudice de plusieurs hôpitaux à Nice et à Paris.

● Le tribunal correctionnel de Bourges condamne à deux ans de prison dont quinze mois avec sursis Albert Jacquet, trente et un ans, qui, pendant la campagne pour les dernières élections municipales, avait tiré sur des colleurs d'affiche d'une liste de l'opposition et légèrement blessé deux jeunes gens (le Monde du 22 février).

### Caisse maladie de Nice : quatre nouvelles inculpations

Quatre personnes ont été inculpées, le 30 juin, par M. Gérard Marne, premier juge d'instruction à Nice, de faux, usage de faux et infraction aux lois sur le marché dans l'affaire des marchés de la caisse primaire d'assurance-maladie (C.P.A.M.) des Alpes-Maritimes. Il s'agit d'un architecte, M. Guy Martin, P.D.G. de la société Immo 3000 à Saint-Laurent-du-Var, et M. José Lucille, plannier à La Trinité (Alpes-Maritimes). Ils ont tous été écroués. Trois entrepreneurs étaient déjà inculpés dans cette affaire (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

Architecte conseil de la C.P.A.M., M. Clermont avait été mis en cause en décembre 1982 dans un rapport établi par la direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS). Il lui était reproché d'être devenu « anormalement l'interlocuteur privilégié des entreprises », tant au stade du lancement des appels d'offres et de la procédure de consultation qu'à celui de la réception et de l'ouverture des plis.

L'inculpation de M. Piétrini laisse supposer que les irrégularités constatées dans la passation des marchés n'auraient été rendues possibles que grâce à des complicités au sein de la C.P.A.M. — (Corresp. rég.).

● Peine réduite en appel pour Michel Milesi. La cour d'appel de Grenoble a réformé, jeudi 30 juin, la condamnation à huit ans de prison et 100 000 F d'amende infligée pour proxénétisme à Michel Milesi par le tribunal de cette ville (le Monde du 16 novembre 1982). L'arrêt a ramené la peine de prison à six ans et le montant de l'amende à 15 000 F. En revanche, elle a confirmé la peine accessoire de dix ans d'interdiction de séjour.

## EN BREF

### AUTOMOBILISME

COURSE DE VOITURES ANCIENNES. — Un millier de voitures anciennes — Porsche, Aston Martin, Jaguar, Lotus, etc. — participent, samedi 2 et dimanche 3 juillet, sur l'autodrome de Linas-Montlhéry, au grand prix de l'Age d'or organisé par l'Association sportive automobile des véhicules d'époque du championnat (ASAVE).

★ ASAVE, 129, rue Jean-Baptiste-Charcot, 92400 Courbevoie. Tél. : 330-90-61.

### EXPOSITIONS

CONSUMMATEURS A PARIS. — La préfecture de Paris organise jusqu'au 8 juillet une exposition sur les actions des associations de consommateurs à Paris. Un grand nombre d'associations locales seront représentées à cette exposition, dont les thèmes développés seront les suivants : qu'est-ce qu'un avertissement et quelle différence avec les arrêts, la vente par correspondance, le logement, le déménagement et ses pièges, chez le teinturier, etc.

★ 17, boulevard Morland, 75004 Paris, ouverte du lundi au vendredi de 9 h à 17 h 30.

PIANISSIMO. — L'Atelier de facture instrumentale de Lisieux organise, du 1<sup>er</sup> au 16 juillet, dans la salle des fêtes de Desvillers (Calvados) de 15 heures à 21 heures, une exposition des métiers d'art et de piano Schiedack.

Pendant quinze jours, le public pourra jouer du piano sous la houlette des professeurs et élèves de l'École normale supérieure de musique de Paris et du Conservatoire de Caen.

★ Atelier de facture instrumentale, 15, rue de Paris, 14100 Lisieux ; tél. : (31) 31-09-04.

### STAGES

AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT. — La Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.F.S.P.N.) organise du 4 au 9 juillet un stage d'agriculture et protection de la nature à Assier (Lot). Les thèmes seront traités au cours de rencontres avec les re-

présentants de la Chambre d'agriculture ; des agriculteurs et des éleveurs lors de nombreuses visites sur le terrain.

★ Inscriptions auprès de M<sup>me</sup> Claudine Louis, F.F.S.P.N., 57, rue Carrier, 75005 ; tél. : 336-04-14.

### VIVRE A PARIS

FERMETURE A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. — Du 1<sup>er</sup> juillet au 15 septembre, la salle de lecture de la division des manuscrits orientaux sera exceptionnellement fermée au public le samedi.

Durant cette période, elle restera ouverte, du lundi au vendredi, aux horaires habituels (de 10 heures à 17 heures sans interruption).

présentants de la Chambre d'agriculture ; des agriculteurs et des éleveurs lors de nombreuses visites sur le terrain.

★ Inscriptions auprès de M<sup>me</sup> Claudine Louis, F.F.S.P.N., 57, rue Carrier, 75005 ; tél. : 336-04-14.

### LOTTO

TIRAGE N°26 DU 29 JUIN 1983

10 21 34 37 43 48

NUMERO COMPLEMENTAIRE 11

6 BONS NUMEROS 7 1 807 121,40 F

5 BONS NUMEROS 27 234 256,40 F

5 BONS NUMEROS 2 338 8 133,20 F

4 BONS NUMEROS 134 577 140,90 F

3 BONS NUMEROS 2 326 336 11,70 F

PROCHAIN TIRAGE LE 6 JUILLET 1983

VALIDATION JUSQU'AU 5 JUILLET 1983 APRES-MIDI

Les mots croisés se trouvent page 16.

Les mots croisés se trouvent page 16.

Les mots croisés se trouvent page 16.

Les mots croisés se trouvent page 16.



# PROCHE-ORIENT

## La Syrie ou le miroir aux alouettes

### IV. - La « victoire » de Hama

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Malgré les dommages considérables infligés à l'économie syrienne par la « bourgeoisie bureaucratique », d'une part, et les « nouveaux millionnaires » du secteur privé, d'autre part, cette économie se développe grâce à l'équilibre d'un habile gestionnaire. L'armée exerce un pouvoir grandissant en raison notamment de son rôle de « gardien de la révolution » (voir le Monde des 29 et 30 juin et du 1<sup>er</sup> juillet).

Hama. - La ville est un vaste chantier. Des bulldozers percent de larges avenues, tandis que des grues sont plantées sur les bas-côtés. Des immeubles sont en construction, d'autres en restauration. Des maisons, perchées sur des échafaudages, cimentent à la truelle des trous béants sur les façades. Ce que fut le quartier populaire de Hader est méconnaissable. Aurait-il été détruit par un tremblement de terre ? En dehors de sa partie neuve, des carcasses de bâtiments alternent avec des terrains vagues parsemés de gravats.

Hama finira bien par effacer les traces de l'horreur et de la honte. Même si ses habitants n'oublieront jamais les tueries qui les ont endeuillés l'année dernière. Le traumatisme est trop récent pour qu'ils en parlent sans réticences. Il faut les presser de questions pour parvenir, par des témoignages concordants, à reconstituer la trame de la tragédie.

Le 3 février 1982, en pleine nuit, la population est réveillée par un appel aux armes lancé, par haot-

parleurs, du haut des minarets. Une voix résonne : « Allahou Akbar ! (Dieu est le plus grand). Le régime athée est en déroute partout en Syrie ! Musulmans de Hama, c'est à votre tour de vous lancer dans la guerre sainte (le djihad) ! Présentez-vous aux mosquées où des armes vous seront distribuées pour chasser les infidèles ! ». Il est 3 heures du matin.

Deux heures plus tôt, des commandos des Frères musulmans, environ cinq cents « moudjahidins » armés de pistolets mitrailleurs et d'obusiers, s'étaient subrepticement répandus dans la ville pour en occuper les positions stratégiques. Au signal donné, ils prennent d'assaut ou incendient les bâtiments des forces de sécurité, les commissariats, les locaux de la police secrète, les permanences du parti Baas, les habitations de dirigeants, dont celle du gouverneur. Assiégé avec sa femme et ses enfants, ce dernier, M. Mohamed Harba, ancien professeur de géographie, titulaire d'un doctorat d'État de l'université de Montpellier, fait le coup de feu en compagnie de ses gardes du corps, dont deux sont grièvement blessés.

#### L'exécution des « athées »

D'autres responsables baasistes ou communistes, surpris dans leur lit, ont été froidement tués. Munis de « listes noires », les moudjahidins ont fait du porte-à-porte pour liqui-

der les « suppôts du régime ». Parallèlement, leurs partisans procédaient à des procès sommaires. Mohamed El Habbal, ouvrier et secrétaire de la branche du P.C. à Hama, a été condamné à mort par un « tribunal » islamique présidé par l'un de ses voisins. « Je n'avais jamais imaginé qu'il pouvait être membre de la confrérie », rapporte-t-il, car il était soûl du matin au soir. D'autres voisins, de vrais amis ceux-là, l'ont aidé à prendre la fuite in extremis. Moins chanceux que lui, quelque deux cent cinquante « athées » ont été exécutés pendant les quatre jours que dura l'occupation de la ville par les Frères musulmans.

Pendant ce temps, les autorités paraissent hésiter sur le choix des moyens propres à réduire la rébellion, tant l'enjeu était considérable. La ville, exclusivement musulmane de rite sunnite et ultraconservatrice, qui s'était soulevée à plus d'une reprise depuis l'avènement du Baas au pouvoir il y a vingt ans, risquait d'entraîner dans la dissidence le nord du pays, sorte de Vendée de la Syrie. Les Frères musulmans suscitaient la sympathie de l'opposition, de toutes obédiences, même résolument laïque, qui voyait en eux le fer de lance du combat libérateur.

L'idéologie et le programme de la confrérie ont de quoi séduire diverses couches de la population. Les grands bourgeois, lésés par les mesures d'étatisation, ne sont pas les seuls à se féliciter du fait que le mouvement islamiste syrien, jugeant « sacrée » la propriété privée, prône la liberté d'entreprise et repousse la réforme agraire, les nationalisations, les restrictions imposées au commerce intérieur et extérieur. Les moins nantis pourraient se réjouir quand on leur promet la justice sociale, la suppression de la corruption et du népotisme, le rétablissement des libertés et du pluralisme, surtout s'ils ignorent que les « athées » et les formations « soumissionnées à des puissances étrangères » seront bannis d'office de cette société d'essence divine. Quant aux dévots et aux mystiques, c'est l'« avant-garde combattante » de M. Adnan Okla, l'une des branches dissidentes de la

confrérie, qui les rassure en proclamant que le futur « gouvernement de Dieu » détiendra le monopole de la vérité et du pouvoir.

#### Une répression sans merci

Cependant, toutes les factions du mouvement islamiste concentrent leurs tirs sur deux « tares » du régime baasiste : sa laïcité et son caractère alaouite (1). La première des deux accusations est assurément fondée : aux termes de la Constitution, l'islam n'est pas religion d'État, et le gouvernement pousse sa neutralité jusqu'à faire chômer, dans les administrations, tout autant les fêtes chrétiennes que musulmanes. Le deuxième reproche n'est admissible que si l'on considère les alaouites comme des « infidèles » condamnés à « choisir entre la conversion et l'exil », selon les termes d'un dirigeant de « l'avant-garde combattante des Frères musulmans » (2). Il l'est encore si l'on estime intolérable que les membres d'une minorité religieuse puissent occuper la présidence de la République et les postes clés dans l'armée et les forces de sécurité. Il est évident que le mouvement islamiste joue sur les deux tableaux, confessionnel et politique, pour mobiliser la population contre le régime.

La révolte à Hama, en février 1982, était destinée - on l'a vu par la suite - à s'étendre dans l'ensemble du pays, à agir de détonateur à un coup d'État. Les autorités avaient, une quinzaine de jours auparavant, déjoué un complot dans l'aviation et redoutaient qu'une nouvelle conjuration ne soit, cette fois-ci, couronnée de succès. D'où le délai de quatre jours, mis à profit pour acheminer des renforts dans diverses régions stratégiques, et la sauvergarde de l'intervention contre la ville rebelle. L'ordre donné aux forces de sécurité et aux milices baasistes réunies était d'une brutale simplicité : écrasez l'insurrection, coûte que coûte.

Les soldats baasistes n'ont pas fait de quartier. Huit jours durant, ils

ont tué, pillé et violé. Les immeubles d'habitation, les édifices publics, les mosquées, les églises, dans lesquels les francs-tireurs islamiques s'étaient embusqués, ont été bombardés par l'artillerie lourde, tandis que des combats de rue se poursuivaient entre les forces loyalistes et les moudjahidins. Au cours de rafles entreprises, quartier par quartier, les suspects, des familles entières, ont été alignés aux portes de leurs maisons et exécutés séance tenante. Ceux qui tentaient de fuir la ville, assiégée par la troupe, ont été abattus. Les cadavres ont été entassés dans des fosses communes.

#### Des milliers de morts

On ne saura sans doute jamais le nombre des victimes. Les estimations recueillies sur place varient entre huit mille et trente-cinq mille morts et disparus dans la population civile. Il faudra ajouter à cela les quelque cinq cents moudjahidins et les trois à cinq mille membres des forces de sécurité qui auraient été tués au cours des affrontements.

En tout cas, l'horreur, au-delà d'un certain seuil, ne se comptabilise pas. Quel que soit le bien-fondé de la répression, nous disons un partisan du gouvernement mais néanmoins critique de la manière dont elle a été menée, les « excès » commis par les forces de l'ordre sont « impardonnables ». Mais, ajoutait-il, c'est à ce prix exorbitant que le régime a vaincu.

Décimés, divisés et désorientés, les Frères musulmans ont interrompu « provisoirement » leurs attentats, qui, avant les événements de Hama, avaient déjà coûté la vie à des milliers de personnes. Leur cote est au plus bas dans l'opinion, qui juge sévèrement leur « aventurisme ». Ils ont déçu les formations de l'opposition - elles-mêmes réduites à l'impuissance - qui voyaient en eux l'instrument d'un changement. D'autre part, les minorités religieuses - qui représentent près de 40 % de la population - se sentent davantage solidaires du gouvernement, de crainte que sa chute n'entraîne des règlements de comptes, voire une guerre interconfessionnelle.

La sédition de Hama a, d'autre part, offert au pouvoir l'occasion de terroriser les opposants de tous bords, de resserrer les mailles du filet policier qui recouvre le pays.

A-t-on pas, douter, la République baasiste a, d'une certaine manière, consolidé ses assises. Mais n'a-t-elle pas aussi miné l'avenir ? Le fossé que le carnage de Hama a creusé ne sera pas comblé de si tôt.

FIN

(1) Les alaouites, ou « partisans d'Ali », cousin de Mahomet, et candidats malheureux à la succession de celui-ci, appartiennent à la branche chiite de l'islam. Parce que leur doctrine comporte, pour les initiés, des rites secrets, des fondamentalistes sunnites les ont assimilés, au fil des siècles, à des crypto-chrétiens, aux idolâtres, en tout cas aux « infidèles ». La communauté alaouite - environ 10 % de la population - peuple le massif montagneux, qui porte leur nom, à l'ouest de la Syrie.

(2) Le Matin du 7 septembre 1982.

BONNES VACANCES !  
PENSEZ-  
ABONNEMENT  
**LEOTO**  
5 tirages consécutifs  
bulletin SIMPLE bulletin MULTIPLE

## L'INNOVATION PRIMEE PAR LA BNP ET L'ANVAR.

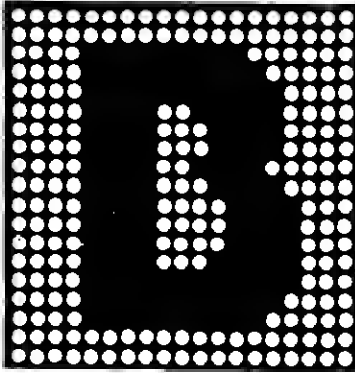
Le concours "Innover avec la BNP" organisé par la BNP et l'ANVAR (Agence Nationale de Valorisation de la Recherche) a connu à travers les différentes régions françaises un vif succès et une grande participation. Ce concours est ouvert à toutes les innovations en matière de recherche, de mise au point de produits, de procédés nouveaux ou améliorés.

Dans chaque région, les jurys se sont réunis et ont donné les résultats après de longues délibérations. La BNP a ainsi récompensé plusieurs entreprises dans chacune des 22 régions de France.

En encourageant l'innovation et l'initiative des chefs d'entreprises français, la BNP et l'ANVAR participent à l'essor économique national. La BNP ne se limite pas la volonté de la BNP d'encourager les entreprises françaises innovatrices. La BNP en effet, est parfaitement consciente que l'innovation implique des investissements importants.

En conséquence, elle met à la disposition des entreprises françaises, différentes formules de prêt à taux d'intérêt modéré tels que les crédits MTI (Moyen Terme Innovation) et PPI (Prêts Participatifs Innovation).

**BNP, L'ESPRIT D'ENTREPRISE.**



Leahy & Associés

ROBLOT S.A.



## PROCHE-ORIENT

La dissidence au sein du Fath

TANDIS QU'UN CESSER-LE-FEU DE DOUZE HEURES EST DÉCIDIÉ SUR LE TERRAIN

M. Arafat réunit à Tunis le comité exécutif de l'O.L.P.

Les fractions rivales du Fath ont décidé jeudi soir 30 juin un cessez-le-feu total pour une période de douze heures.

Cette décision a été prise au cours d'une réunion qui a groupé à Raalbeck (à l'est du Liban), pour la première fois depuis l'éclatement du conflit au sein du Fath le 9 mai dernier, des représentants de dissidents et des loyalistes du Fath, ainsi que des délégués du F.P.L.P., du F.D.L.P., du F.P.L.P. - commandement général, de la Saïka (d'obédience syrienne) et du Front de lutte populaire palestinien de M. Samir Gouche.

L'accord qui a été organisé par les dirigeants du parti du Mouvement national libanais dans la Bekaa précise que « toutes les parties qui ont participé aux actions armées réintégreront leurs bases de départ » les barrières et barrages seront démantelés et « les préparatifs militaires prendront fin ».

De notre correspondant

Tunis. — Le comité exécutif de l'O.L.P. s'est réuni jeudi 30 juin à Gammarth dans le banlieue nord de Tunis, sous la présidence de M. Yasser Arafat et a continué ses délibérations durant une partie de la nuit.

La première question sur laquelle avaient eu à se pencher les chefs de l'organisation palestinienne concernait la situation qualifiée par certains d'entre eux de « désespérée » dans la plaine de la Bekaa. Mais, au-delà du constat, on conçoit mal quelles pourraient être les solutions permettant de mettre un terme aux affrontements interpalestiniens qui s'y déroulent, étant donnée l'absence à Tunis de deux des membres de l'exécutif dont les mouvements participent directement à l'encerclement et au harcèlement des forces loyalistes du Fath, M. Mohamed Khalife, représentant de la Saïka pro-syrienne et M. Talal Najil, du F.P.L.P., commandant général Ahmed Jibril, pro-libyen.

De même, quelle que soit la volonté d'apaisement affichée par plusieurs de ses membres, à commencer par M. Arafat lui-même, qui évoque, voici quarante-huit heures encore, l'« impératif de reconstruire un front uni syro-palestinien », on imagine mal quelles initiatives pourraient prendre le comité exécutif pour tenter de résoudre la crise avec Damas, alors que jusqu'ici les tenta-

tives de conciliation, engagées principalement par l'Algérie et l'Arabie Saoudite, semblent s'être heurtées à l'intransigence du président Assad.

En l'état actuel, le seul point déjà acquis pour M. Arafat est d'avoir pu réunir à Tunis douze des quatorze membres de son exécutif, dont les représentants du F.P.L.P., de M. Georges Habbache et du F.D.L.P. de M. Nayef Hawazneh, qui ont souvent critiqué durement sa politique. Une semaine après son expulsion de Damas, il confirme ainsi — du moins pour l'instant — devant l'opinion palestinienne arabe et internationale sa légitimité à la tête de l'O.L.P.

Les délibérations de la direction palestinienne, qui sont entourées du plus grand secret, ont dû être interrompues jeudi pendant plusieurs heures pour permettre à M. Arafat de se rendre à Hammamet, à une soixantaine de kilomètres de la capitale pour s'entretenir avec un groupe de personnalités palestiniennes dont les membres du comité central du Fath arrivés la veille, notamment de Jordanie. Le président de l'O.L.P. devait aussi rencontrer M. Habib Chatry, secrétaire général de l'organisation de la conférence islamique, qui venait de rencontrer à Damas le président syrien.

MICHEL DEURÉ.

Israël

### Le cri de Jacobo Timerman

Jacobo Timerman ne mâche pas ses mots. En quelques minutes, la semaine dernière, sur Antenne 2, il a réussi à résumer brutalement la pensée qui l'a conduit à écrire *Israël au Liban: la guerre des consciences* (1). Juif israélien et sioniste, il avait poussé un cri de colère contre l'invasion du Liban par les troupes du général Sharon. Invité de l'antenne « Résistance », il s'était affirmé sans détour que le but de cette guerre n'était pas d'assurer la sécurité de la Galilée, mais d'ouvrir la voie à l'annexion, après le Golan, de la Cisjordanie et de Gaza; que le pouvoir à Jérusalem « était entre les mains de l'armée » et que c'était contre elle que ses compatriotes devraient lutter. Il nota, à juste titre, que pour la première fois dans l'histoire d'Israël certains de ses soldats préféraient aller en prison plutôt que de servir au Liban.

Les excès commis dans le pays du cèdre ont été insupportables à l'ancien directeur du quotidien *l'Opinion*, de Buenos-Aires, qui a connu les peines et les tortures en Argentine avant d'être libéré sous la pression de l'opinion internationale. Certes, toutes les guerres sont inhumaines. Celle du Liban a été pour lui « gratuitement atroce », nous disait-il au cours d'un entretien. L'indignation lui fait dire qu'Israël est une « démocratie totalitaire », voire un « Etat fasciste » et, comme pour s'excuser, il ajoute aussitôt que « ce fascisme là n'a rien à voir avec Mussolini, Hitler ou Franco ». Jacobo Timerman est sans doute un homme passionné. Mais il a la

rage des hommes généraux. Sa compassion va aux Palestiniens, « un peuple privé de sa terre », dont il soutient la revendication à une patrie, à un Etat indépendant, bien qu'il ne ménage pas ses critiques à l'égard de l'O.L.P. Il « n'imagine pas comment Israël pourrait exister sans avoir à ses côtés un Etat palestinien ». Il le dit haut et fort: Israël devrait restituer aux Arabes tous les territoires conquis en 1967, y compris Jérusalem-Est. C'est à ce prix qu'une paix durable pourrait être établie. Les convictions de Jacobo Timerman, sur ce chapitre, sont partagées par nombre de ses compatriotes. Il n'est plus suivi, en revanche, quand il dénonce le « militarisme prussien » d'Israël, quand il accuse ses chefs militaires d'avoir « corrompu » la massacre de Sabra et de Chatila, et, surtout, quand il ajoute que le rapport de la commission Kahana est un « modèle d'hypocrisie ».

On comprend mieux, dès lors, pourquoi cet écrivain, dont les écrits connaissent un vif succès aux Etats-Unis, peut être virtuellement isolé dans son propre pays. Paradoxalement, c'est son combat solitaire qui lui donne toute sa dimension. Son cri de colère est aussi celui de la détresse d'un homme qui se faisait une autre idée de l'Etat auquel il rêvait pour son peuple.

ERIC ROULEAU.

(1) Editions Liana Levi, Sylvie Messinger, 37 F. *Le Monde* en avait rendu compte dans ses éditions du 21 décembre dernier lors de la parution de l'ouvrage aux Etats-Unis, sous le titre: *The Longest War*.

## AFRIQUE

Kenya

SUSPENDU DE SES FONCTIONS MINISTÉRIELLES

M. Njonjo quitte le Parlement

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La crise politique qui agite le Kenya depuis bientôt deux mois a atteint son paroxysme jeudi 30 juin lorsque le ministre des affaires constitutionnelles, M. Charles Njonjo — suspendu la veille de ses fonctions par le président Moi (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) — a choisi de démissionner du Parlement et s'est réfugié dans un silence absolu.

L'affaire du « traité », provisoirement dénouée, relève désormais de la justice. M. Moi ayant chargé un magistrat de « haute Cour » d'établir le bien fondé de « sévères irrégularités » reprochées à M. Njonjo.

La plus grave d'entre elles, soumise au Parlement par un collègue, ministre adjoint et ennemi de longue date, M. Martin Shikuku, consistait en deux versements bancaires représentant 1 million de francs au profit de M. Njonjo et en provenance de Londres et des Etats-Unis. Jusqu'à présent, les accusateurs de l'ancien ministre n'ont pas égayé leurs allégations sur le moindre début de preuve. Comme beaucoup de politiciens kenyans, M. Njonjo est un riche homme d'affaires qui est amené à traiter avec des partenaires étrangers. Il a invité ses détracteurs à répéter leurs insinuations hors de l'enceinte législative, c'est-à-dire sans le bénéfice de l'immunité parlementaire. Aucun n'a relevé le défi.

Pour que leur victoire soit complète, les ennemis de M. Njonjo devront obtenir sa mise à l'index, voire son exclusion du parti unique, la Kenya. On n'en est pas encore là. Ses amis, il est vrai, se font plus rares de jour en jour.

Personnage hors du commun, à l'intelligence vive et calculatrice, M. Njonjo a toujours été un « cas » dans le monde politique kenyan. Avec son éternel costume trois pièces, sa montre de gousset en or et sa rose à la boutonnière, il est le prototype du grand commis aux manières toutes britanniques, conservateur de tempérament. Il fut le premier *attorney general* noir de l'Afrique nouvellement indépendante. Confident de Kenyatta, puis de son successeur — qu'il aida à asséoir son autorité — il incarne pendant dix-sept ans la permanence et la légitimité du régime avant de faire son « entrée » en politique en 1980 et, à l'âge de soixante ans, en sollicitant un mandat de député. M. Njonjo a sans doute été l'homme qui, à l'ombre de deux présidents, marqua le plus de son empreinte le Kenya pendant les vingt premières années de l'indépendance.

Le glas a-t-il sonné pour le « prince Charles »? On hésite encore à l'affirmer tant le personnage est imprévisible et bien que la disgrâce présidentielle soit un handicap quasi insurmontable. Ses ennemis, qui tiennent leur revanche, ne le « lâchent » pas. Contre un adversaire affaibli et qui n'est jamais passé pour un ténor — tous les coups sont bons. On lui reproche pêle-mêle son arrogance, son anglophilie, son mépris à peine voilé pour certains archaïsmes de la société traditionnelle kenyane, ses amitiés du côté de la « city », sa nostalgie de l'alliance avec Israël, ses prises de position en faveur des minorités européennes et « asiatiques » du Kenya.

On l'accuse aussi d'avoir été mêlé aux préparatifs du raid des mercenaires contre les Seychelles, en novembre 1981, de posséder une entreprise à Pietermaritzburg (Afrique du Sud) ce qu'il dément — et, plus grave, d'avoir joué un rôle dans le coup d'Etat manqué du 1<sup>er</sup> août dernier au Kenya. C'est après le putsch avorté que le président Moi prit nettement ses distances à son encontre. L'affaire du « traité » a réveillé les vieilles rivalités, en prenant souvent un tour « antilibéral », principale ethnie du pays, à laquelle appartient M. Njonjo. Privé de la

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

« Toute intervention étrangère au Tchad sera considérée par nous comme un acte de guerre contre la Libye » déclare le colonel Kadhafi

La situation demeure calme à N'Djamena, où les livraisons de matériels militaires et logistiques aux forces armées tchadiennes du président Hissène Habré se poursuivaient jeudi 30 juin, indique l'A.F.P. de N'Djamena.

Dans un entretien publié ce vendredi par le *Matin de Paris*, le colonel Kadhafi a affirmé qu'il n'y a « pas un seul soldat libyen au Tchad ».

Le chef de la révolution libyenne a précisé: « Franchement, je ne pense pas que la France commettra la folie d'envoyer des troupes au Tchad. Ce serait une politique suicidaire. Des Français seraient faits prisonniers, ils pourraient même être victimes de massacres collectifs. C'est le régime même de Mitterrand en France qui pourrait s'en trouver menacé ».

Le colonel Kadhafi affirme, d'autre part, que la Libye n'a pas l'inten-

tion d'intervenir au Tchad. « Nous n'interviendrons pas une seconde fois », a-t-il dit, ajoutant cependant que « toute intervention étrangère au Tchad sera considérée par nous comme un acte de guerre contre la Libye », après avoir condamné les Etats-Unis et « leurs agents africains ». « La France, a-t-il conclu, devrait comprendre la position-ci de la Libye en Afrique. Je souhaite qu'elle comprenne que son intérêt est du côté libyen et que nous sommes pour elle un partenaire par excellence ».

A Paris, le général Eyadéma, chef de l'Etat du Togo, a indiqué que tout ce qui permettrait de mettre fin à la crise tchadienne, y compris l'envoi au Tchad d'une force interafricaine de maintien de la paix, pourrait être examiné lors d'une prochaine réunion de concertation du bureau de l'O.U.A., élargi aux pays voisins du Tchad et au Togo.



## SUR LES SENTIERS DE L'IMAGINAIRE

avec

le Monde Dimanche de l'été

Pendant l'été jusqu'au 12 septembre, le Monde Dimanche vous entraîne sur les sentiers de l'imaginaire, avec de nouvelles rubriques et de nouveaux thèmes.

Portraits imaginaires

Patrick Grainville, Gilbert Lascault, Pierre Bourgeade, Max Gallo, Roland Jaccard, Michel Chaillou, Michel Grisolia... rêvent sur des personnages réels du passé: Vergingetorix, Landru, Sade, Conrad, Mirabeau, Manet, Louise Brooks...

Tentation

Ce feuilleton inédit de Catherine Rihot vous entraîne au Cocaluz avec une jeune journaliste à la recherche d'un grand cinéaste disparu.

Jeux d'imaginaire

Portrait chinois, dictionnaire et fantasmes: une page de jeux avec la collaboration de douze personnalités.

La bride sur le cou aux écoles d'art

Les élèves de douze écoles d'art illustrent le Monde Dimanche sur des thèmes qu'ils ont choisis.

Et des itinéraires pour le passé:

Douze histoires de France

Racontées par douze historiens, des épisodes « exemplaires » qui ont marqué la vie des régions et leur place dans l'entité française.

Ainsi que les enquêtes et chroniques habituelles.

**Le Monde**  
DIMANCHE

DEMAIN PREMIER NUMERO D'ETE

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant:  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs:  
Hubert Bonneau-Méry (1944-1968)  
Jacques Fauve (1969-1982)  
Imprimerie  
du « Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN: 0395-2037

**CANADA** à partir de  
**MONTREAL 2 990 F**  
**QUÉBEC** 2 990 F  
**AIRCOM SETI**  
25, rue la Boétie, 75008 Paris  
tél.: 268.15.70 + LC A962

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75421 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F  
ÉTRANGER  
(par mandats)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 897 F 1 140 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F  
Par voie aérienne  
L'envoi est demandé.  
Les abonnés qui paient par chèque  
postal (trois virements) voudront bien  
joindre ce chèque à leur demande.  
Chaque fois qu'un abonné définitif ou  
provisoire (deux semaines ou plus) :  
ses abonnés sont invités à formuler  
leur demande six semaines au moins  
avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à  
toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de  
rédiger nos lettres propres en  
capital et d'imprimer.

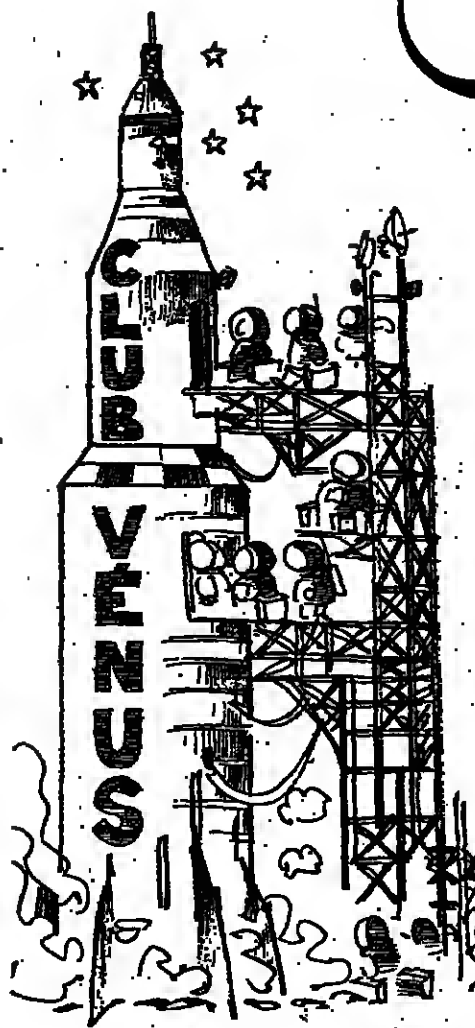
مكتبة القرآن



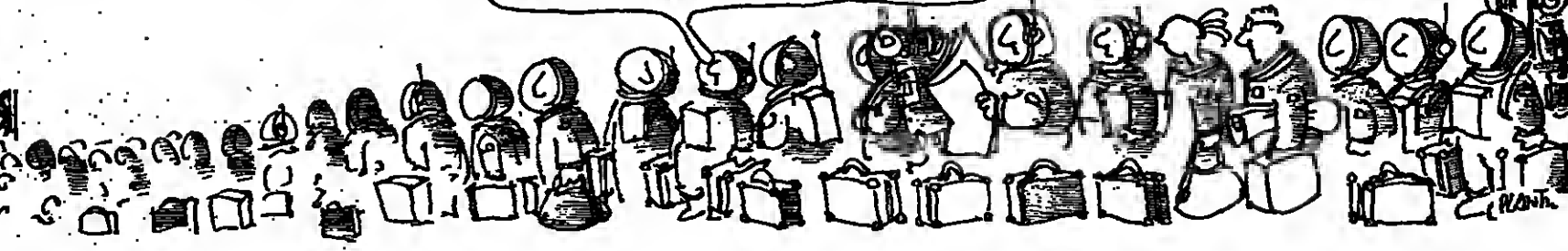
# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### EN ÉTÉ



MOI CE QUI M'A DÉCIDÉ À VENIR C'EST L'ATELIER DE POTERIE ET LA BOÎTE DE NUIT!



#### UNE EXPÉRIENCE AU CLUB

### Le moi des bronzés

QUAND on vous annonce que le Club Méditerranée organise, cet été, une première mondiale, un grand jeu au cours duquel les « G.M. » (gentils membres) joueront les futurs logiciens en révisant aux loisirs du vingt et unième siècle, vous vous méfiez. Normal, avec ce club malin en diable qui s'est hissé à la première place des fabricants de vacances super-organisées, dont tous les intellectuels vous diront plus que penser.

Où, trop malin pour être sincère, ce Club dont le P.-D.G., Gilbert Trigano, domine l'expression de se réjouir du contrôle des changes décidé au mois de mars, et dont le cours de l'action atteignait des sommets à cette occasion. Ils ont prouvé qu'ils savent faire fêcher de tout bois. Alors, pourquoi pas avec le futur ?

L'opération, baptisée « les Héritiers du futur-Welcome tomorrow », c'est de la frime, d'accord. Reste que vingt mille « G.M. » et quatre cents « G.O. » (gentils organisateurs) ou animateurs sont convoqués, depuis un mois, à jouer les futurs logiciens, dans les villages de Kamarina en Sicile (clientèle européenne), de Valbella en Suisse (clientèle enfantine), de Punta-Cana à Saint-Domingue (clientèle américaine) et de Cherating en Malaisie (clientèle japonaise). Reste que l'ordinateur, C.I.L.-Honeywell Bull et son logiciel Actran servent à engranger et à classer les énonciations des G.M. ainsi qu'à analyser leur créativité. Du beau monde et la fêe informatique au rendez-vous : on succombe à la tentation de se faire voyeur.

Dans l'ambassade du village de Kamarina, ils sont là les nouveaux G.M. arrivés hier soir avec le char-

ter de Paris. Pierre, le chef de village, leur a expliqué les usages en vigueur (« pas de bronzage intégral »). On a entendu le G.O. sportif, le G.O. « circuit touristique détaillé » les programmes de leurs activités pour la semaine. Vient le tour de Gérard, le G.O. du futur, qui vante les plaisirs de discuter des loisirs du vingt et unième siècle : « Venez nombreux à nos forums, tous les jours à 11 heures et à 15 heures. »

On commence, le premier jour, par des grimoires, sur une sorte de « mur des dazibos » où tout le monde peut écrire ou dessiner ses fantasmes sous les têtes de chapitres retenues par les trois G.O. animateurs, Gérard, Daniel et Cécile. Sur cette immense feuille de papier, on peut lire, par exemple, ces mots : au chapitre sports, « J'aimerais ne pas en faire et pourtant ne pas grossir » ; au chapitre week-end : « Changer sa maison » ; au chapitre sexe : « Créer des écoles de coresses ». Le soir, les trois compères relèvent ces graffiti, les poétiques comme les sordides, et les tapent sur le terminal de l'ordinateur pour les mettre en mémoire.

#### Une médaille pour les plus fous

Gérard, Daniel et Cécile consacrent une bonne partie de leur temps à « draguer » au bar, à table ou sur la plage pour convaincre les G.M. de tenter l'aventure du remue-ménages. A 11 heures, ils sont donc une bonne vingtaine sous la tonnelle qui domine la piscine. Gérard leur demande d'exprimer toutes les associations d'idées qui leur passent par la tête en couplant des mots sortis au hasard par l'ordinateur : « Sexe - humour et cinéma = caméra doigt.

Ne critiquez pas les phrases des autres. Gardez comme objectif les loisirs du vingt et unième siècle. » Il note consciencieusement le torrent de propositions : « Un film porno très drôle... Être voyeur sans se faire voir... Un film qui raconte l'Antiquité... Possibilité d'entrer dans un film et de prendre la place de la partenaire de Robert Redford... Un cinéma qui fasse appel aux cinq sens... Personnages de dessins animés vivant au milieu des humains... Un jeu vidéo qui permette d'enregistrer et de projeter toutes les images qu'on désire... »

Ensuite, le groupe doit donner à chacune de ses propositions des coefficients de cohérence et de « révolutionnarité », et sélectionner sept idées en se demandant si elles seront utiles, dangereuses, esthétiques, réalisables, etc... L'ordinateur, auquel on confie le moindre mot, restitue ainsi un classement parmi d'autres : « Idée 1 - adapter des mini-robots sur les poissons afin qu'ils puissent filmer et analyser les fonds marins. Idée 2 - Utiliser les poissons pour voyager dans le corps humain afin de diagnostiquer, opérer et soigner. Idée 3 - Falssons en modulation de fréquence en direct du fond de la mer, communication avec les plantes, les coraux et les vestiges. Idée 4 - Tour du monde en trois jours par ordinateur du rêve. Idée 5 - Un langage sélectionné pour le week-end : on ne parle pas de travail ; on diminue le goût « stress ». Idée 6 - S'affranchir d'un parc où il y aurait tous les animaux préhistoriques sous forme d'hologrammes. Idée 7 - Maisons en verre qui récupèrent l'énergie (courants telluriques) pour le recharger physiquement en cas de fatigue. »

De jour en jour, de fantasme en fantasme, de forum en forum, la machine s'enfle de mots et d'avenir. A la fin de chaque semaine, les G.M. les plus inventifs ou les plus fous reçoivent une médaille. Les résultats sont affichés dans le village, et les disquettes où ils sont enregistés prennent l'avion pour le siège parisien du Club. Celui-ci ambitionne de pousser plus loin, grâce à l'informatique, les recherches, afin de sortir, avant la fin de l'année, un ouvrage résumant les grandes tendances des « héritiers du futur ».

Ces « héritiers » n'appartiennent pas à une race à part. On y trouve, pêle-mêle, un couple d'Autrichiens ne parlant pas le français, un garçonne de Romorantin, un styliste de Courmays, A peine peut-on noter une majorité de femmes et de G.M. un peu moins sportifs que les autres. La cohabitation d'un exhibitionniste (verbal), d'un fanatique du jeu de mots, d'une poétesse et d'un Jules Verne en herbe donne aux forums de Kamarina une totalité onirique prononcée que pourrait symboliser l'idée de « dresser les dauphins pour faire du surf sur leur dor ». Quelques attitudes se retrouvent de groupe en groupe : « Ils sont très optimistes, explique Daniel. Ils n'ont aucune prévention contre l'informatique. En revanche, ils se demandent sans cesse si leurs idées risquent d'être dangereuses pour l'humanité et si elles diminuent les possibilités de libre choix de l'individu. Les amateurs de science-fiction s'intéressent très mal dans les groupes parce qu'ils jugent irréalisables les idées émises. »

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 14.)

#### AQUALAND A CAP-D'AGDE

### Aventures sans risque

« VENT de force huit... » A peine annoncée, la tempête se lève, les vagues déferlent, déchaînent les cris des baigneurs, brusquement déstabilisés. Quelques dizaines de mètres plus loin, des « aventuriers » tentent de traverser un bras de mer, les mains agrippées à des cordages, le bout des pieds dans l'eau, tandis que d'autres semblent pris au piège d'un pont de lianes mouvantes. Ces amateurs de sensations fortes ne sont pas surpris. C'est précisément ce qu'ils sont venus chercher à Aqualand, premier parc aquatique d'Europe, inauguré au début du mois de juin à Cap-d'Agde (Hérault).

Sur 37 000 mètres carrés, le maillo de bain est la tenue de rigueur. L'eau est en effet présente dans tous les jeux qui attendent les enfants comme les adultes. Géysers, fontaines, cascades, rivières parcourent les chemins, traversent la grotte de béton où se cachent les plus jeunes, arrosent ceux qui se fraient un chemin dans la forêt de « punching-balls ». C'est l'eau encore qui accompagne les descentes vertigineuses sur trois spectaculaires toboggans, dont le départ est à quinze mètres du sol. Assis ou couchés sur des tapis de mousse, les « glisseurs » se retrouvent plus ou moins vite dans le bassin d'arrivée selon qu'ils ont choisi la descente directe, ultrarapide, ou celle quelque peu adoucie par les boucles et les virages. Au total, six cents mètres de glissades.

Après les émotions, la détente. La plage est toute proche, mais la « piscine à vagues » se taille un plus franc succès. L'eau, il est vrai, y est généreusement chauffée.

Si Aqualand est le premier équipement du genre installé en Europe, il existe une trentaine de parcs aquatiques aux Etats-Unis. Rien d'étonnant donc que son concepteur soit un Américain, M. Armand Lehmann, président de la LEMCO, so-

ciété de promotion immobilière qui a construit et gère désormais Aqualand. M. Lehmann attend six mille visiteurs par jour. Pour les recevoir, une cinquantaine d'employés se relaient avec pour missions essentielles l'entretien et la sécurité du parc. Baignades et glissades nécessitent une surveillance rigoureuse de chaque instant. La pataugeoire et les installations pour enfants sont en effet en béton, et l'on prévoit par exemple, les jours d'affluence, deux mille personnes à l'heure sur les toboggans et un millier à l'intérieur et autour de la « piscine à vagues ».

#### La dernière « tranche »

La mer, le soleil, les charmes de l'arrière-pays, les capacités d'hébergement le long du littoral méditerranéen du Languedoc-Roussillon ont pesé lourd dans le choix du site par M. Lehmann. En contrepartie, il apporte une plus-value non négligeable dans une région en cours d'aménagement depuis vingt ans pour attirer en France un plus grand nombre de touristes.

Cap-d'Agde, qui est l'une des stations balnéaires de ce littoral, multiplie par dix en été l'effectif de ses habitants, qui passe de 10 000 à quelque 100 000. Pour eux, il convenait de rendre plus attrayant un bord de mer où les grues et les « studios à vendre » poussent plus vite que la végétation. Le parc aquatique de Cap-d'Agde vient compléter une zone de loisirs autour de laquelle sera édifiée la dernière « tranche » immobilière de la ville, conformément aux prévisions de la Société d'équipement du littoral et de son littoral (la SEBLI), société d'économie mixte responsable de l'aménagement de la station.

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 14.)

A Malte, avec 1.000F vous irez loin...

Malte vous accueille les bras ouverts. L'hospitalité du peuple maltais, une Méditerranée pure et cristalline, 6.000 ans d'histoire passionnante, des fêtes de village uniques... et surtout, un coût de la vie très avantageux, font de Malte un lieu de villégiature attrayant.

Voyageurs par vol régulier Airmalta, vous aurez droit, dès l'arrivée, à un livret de coupons gratuit (valeur approximative 190 F).

Contactez sans tarder votre agence de voyages ou Airmalta et Bureau de Tourisme de Malte Champs Elysées 92 - 75008 Paris

Tél. Paris: 01/5631753

Tél. Lyon: 7/8372085

Les Iles Maltaises  
Le soleil et le cœur sur la main.

TOUR DE FRANCE...  
TOUR DU MONDE...



AVEC  
LES GUIDES  
"AUJOURD'HUI"  
AUX EDITIONS  
JEUNE AFRIQUE

Se vend chez votre libraire  
et, 3 rue Bequéloup, 75008 Paris

Devisons gaiement!

le rêve... la TUNISIE  
le rend possible à SOUSSE  
à l'hôtel El Ksar\*\*\*

• 2330 f. 1 semaine  
• 3255 f. 2 semaines

(pour les départs du 30 juillet et du 6 août:  
2 480 et 3 500 f.)

De Paris à Paris, en pension complète.

L'hôtel El Ksar a les pieds dans l'eau !

● Plage de sable fin ● Bungalows ● Night Club

● Orchestre oriental et occidental

TUNISIE  
CONTACT

Documentation gratuite sur demande

30, rue de Richelieu 75001 PARIS

236.02.25 & 236.14.23

CONTACTEUR Tour Maïme-Montparnasse

3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028 - 236.68.24



## EN ÉTÉ

### Sans risque

(Suite de la page 13.)

La SEBL a donc fourni le terrain nécessaire à l'opération, dont le financement a été assuré pour moitié (soit 14 millions de francs sur un total de 28) par le groupe Paribas, auquel se sont joints le groupe de la banque Louis Dreyfus, la Compagnie générale des eaux et des investisseurs internationaux. Le solde a été prêté par la Société de développement régional du Languedoc et du Roussillon.

Dans un an, lorsque les pelouses et les arbres auront parfait le décor, Aqualand sera devenu, selon l'expression de M. Lehmann, un « parc urbain », entouré d'immeubles aujourdhui en construction.

Mais la municipalité d'Agde, qui devra, à terme, se substituer à la SEBL, ne s'intéresse pas seulement aux estivants. Son souci est d'étendre la saison touristique de l'agglomération de la fin septembre. Les pompes à chaleur d'Aqualand - où la température de l'eau est des plus clémentes - vont l'y aider. Déjà les habitants des villes proches l'ont goûtée. Mais, constate une Narbonnaise, « en juillet et août un ne viendra pas ». « Ce n'est pas pour l'est qu'on a besoin, confirme un commerçant - au contraire, cela va provoquer encore un peu plus de troubles, mais en avril, mai et octobre. Peut-être y aura-t-il encore plus de monde qu'en été ».

D'ici à la fin de la saison, les promoteurs d'Aqualand espèrent recevoir quatre cent mille visiteurs, ce qui leur permettrait d'atteindre un chiffre d'affaires de 22 millions. Et déjà d'autres parcs aquatiques sont en projet.

CATHERINE ARDITTE

\* Aqualand est ouvert jusqu'au 30 septembre, tous les jours de 10 heures à 19 heures. Entrée forfaitaire pour une journée : adultes, 45 F ; enfants de deux à douze ans, 35 F ; moins de deux ans, gratuit. Des soirées seront organisées en juillet et en août ; les renseignements seront alors fournis par le syndicat d'initiative de Cap d'Agde.

### DES VACANCES DIFFÉRENTES EN CORSE EN VOILIER

Pour profane ou férù de voile

Avec ski nautique, pension complète, plongée, planche à voile

14 jours : 4 150 F environ + AVION.

A 40 VIVRE LA MER,

22, rue Pierre-Gras,

94120 FONTENAY-S-SOIS, 877-18-27

V.S.M.,

92, rue Montmartre,

75002 PARIS Tél. 508-11-28

### Le moi des bronzés

(Suite de la page 13.)

Les clientèles japonaises et australiennes sont, paraît-il, beaucoup moins tournées que les G.M. européennes vers l'expression de désirs inconscients que l'alibi du vingt et unième siècle favorise. Elles forment des souhaits très concrets et font appel à la technologie la plus avancée. C'est ainsi qu'un Australien a proposé de consacrer, dans chaque avion, à côté des canaux de musique classique ou de variétés, un canal pour décrire les données politiques, économiques, sociales et touristiques du prochain pays où l'appareil se posera.

Que sortira-t-il de ces rêves éveillés et informatisés ? « Nous ne savons pas », répond Pat Montaigne, responsable du service de presse et des relations extérieures du Club. « Peut-être un grand livre bleu des loisirs de l'an 2000. Peut-être rien. Nous serons fixés à la fin de l'année lorsque les spécialistes, les futurologues et les sociologues se seront penchés sur la mission que nous sommes en train d'engager ».

Un G.M., ricanant, a fait remarquer que les « béatitudes du futur » étaient une superbe occasion de faire participer la clientèle à une étude de marché à l'œil. « Pas du tout, le Club n'a jamais réalisé la moindre étude de ce genre, parce qu'il n'en a pas besoin, étant en permanence à l'écoute des desiderata de la demande ».

En tout cas, l'opération semble déjà une réussite sur le plan des relations publiques. Les journalistes de tous les pays, de la presse écrite comme des médias audiovisuels, se pressent dans les villages pour voir quelle gneule aura le futur, tout naturellement ils parlent du Club.

Peut-être que ce remue-ménage n'est, après tout, qu'une activité de plus offerte au G.M. A côté du tennis, de la voile, de la planche à voile, du judo, du tir à l'arc, du jiu-jitsu, de la natation, de la gymnastique, de la danse, du bridge, du scrabble, de l'initiation à l'informatique, de l'atelier vidéo, le club - hypermarché des loisirs - propose un séminaire de rêve. Let's dream. Mai 68... Communiqués... Libérez-vous... Il est interdit d'interdire. Ah si, quand même ! Pas de politique, pas de tiers-mondisme, et, surtout, pas d'agressivité.

Le lit-congélateur qui empêche le dormeur de vieillir pendant son sommeil, la grosse perle aux hormones et le poison mange-calories, qui évite à celui qui l'a absorbé de grossir, resteraient, selon toute vraisemblance, dans les cartons du délire. Il sortira pourtant bien quelque chose de cette exploration systématique des désirs de nos contemporains. Gageons que le Club se débrouillera pour en tirer un maximum de bénéfices.

ALAIN FAUJAS.

**Le Monde des PHILATELISTES**  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de Juillet-Août (84 pages)

**La « Marianne à la Nef »**

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10,50 F

Renseignements : 24, rue Chateaubert Paris 8<sup>e</sup> Tél. : 824-40-22

**C.C.A. VINS**

**GRANDE VENTE "SPÉCIAL JUILLET"**

- Bordeaux Pinot 1982 23,90
- Ch. Pichon 1981 mdc Graves 23,90
- Ch. Quenon 1979 Gd cru St. Em. 28,50
- Ch. St. Bonnet 75 Mdc cru Bour. 28,50
- Ch. Tait de 1979 St Estéphe 32,00
- Ch. Planey 1980 Paillet 35,00
- Domaine de l'Église 74 Pomerol 35,00
- Ch. Pape Clément cru classe Graves 64,50

uniquement au Magasin principal : 103, rue de Turenne 75003 Paris - tél. : 277.59.27

Nouveaux : crûs de 1981 - 1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100 - 2101 - 2102 - 2103 - 2104 - 2105 - 2106 - 2107 - 2108 - 2109 - 2110 - 2111 - 2112 - 2113 - 2114 - 2115 - 2116 - 2117 - 2118 - 2119 - 2120 - 2121 - 2122 - 2123 - 2124 - 2125 - 2126 - 2127 - 2128 - 2129 - 2130 - 2131 - 2132 - 2133 - 2134 - 2135 - 2136 - 2137 - 2138 - 2139 - 2140 - 2141 - 2142 - 2143 - 2144 - 2145 - 2146 - 2147 - 2148 - 2149 - 2150 - 2151 - 2152 - 2153 - 2154 - 2155 - 2156 - 2157 - 2158 - 2159 - 2160 - 2161 - 2162 - 2163 - 2164 - 2165 - 2166 - 2167 - 2168 - 2169 - 2170 - 2171 - 2172 - 2173 - 2174 - 2175 - 2176 - 2177 - 2178 - 2179 - 2180 - 2181 - 2182 - 2183 - 2184 - 2185 - 2186 - 2187 - 2188 - 2189 - 2190 - 2191 - 2192 - 2193 - 2194 - 2195 - 2196 - 2197 - 2198 - 2199 - 2200 - 2201 - 2202 - 2203 - 2204 - 2205 - 2206 - 2207 - 2208 - 2209 - 2210 - 2211 - 2212 - 2213 - 2214 - 2215 - 2216 - 2217 - 2218 - 2219 - 2220 - 2221 - 2222 - 2223 - 2224 - 2225 - 2226 - 2227 - 2228 - 2229 - 2230 - 2231 - 2232 - 2233 - 2234 - 2235 - 2236 - 2237 - 2238 - 2239 - 2240 - 2241 - 2242 - 2243 - 2244 - 2245 - 2246 - 2247 - 2248 - 2249 - 2250 - 2251 - 2252 - 2253 - 2254 - 2255 - 2256 - 2257 - 2258 - 2259 - 2260 - 2261 - 2262 - 2263 - 2264 - 2265 - 2266 - 2267 - 2268 - 2269 - 2270 - 2271 - 2272 - 2273 - 2274 - 2275 - 2276 - 2277 - 2278 - 2279 - 2280 - 2281 - 2282 - 2283 - 2284 - 2285 - 2286 - 2287 - 2288 - 2289 - 2290 - 2291 - 2292 - 2293 - 2294 - 2295 - 2296 - 2297 - 2298 - 2299 - 2300 - 2301 - 2302 - 2303 - 2304 - 2305 - 2306 - 2307 - 2308 - 2309 - 2310 - 2311 - 2312 - 2313 - 2314 - 2315 - 2316 - 2317 - 2318 - 2319 - 2320 - 2321 - 2322 - 2323 - 2324 - 2325 - 2326 - 2327 - 2328 - 2329 - 2330 - 2331 - 2332 - 2333 - 2334 - 2335 - 2336 - 2337 - 2338 - 2339 - 2340 - 2341 - 2342 - 2343 - 2344 - 2345 - 2346 - 2347 - 2348 - 2349 - 2350 - 2351 - 2352 - 2353 - 2354 - 2355 - 2356 - 2357 - 2358 - 2359 - 2360 - 2361 - 2362 - 2363 - 2364 - 2365 - 2366 - 2367 - 2368 - 2369 - 2370 - 2371 - 2372 - 2373 - 2374 - 2375 - 2376 - 2377 - 2378 - 2379 - 2380 - 2381 - 2382 - 2383 - 2384 - 2385 - 2386 - 2387 - 2388 - 2389 - 2390 - 2391 - 2392 - 2393 - 2394 - 2395 - 2396 - 2397 - 2398 - 2399 - 2400 - 2401 - 2402 - 2403 - 2404 - 2405 - 2406 - 2407 - 2408 - 2409 - 2410 - 2411 - 2412 - 2413 - 2414 - 2415 - 2416 - 2417 - 2418 - 2419 - 2420 - 2421 - 2422 - 2423 - 2424 - 2425 - 2426 - 2427 - 2428 - 2429 - 2430 - 2431 - 2432 - 2433 - 2434 - 2435 - 2436 - 2437 - 2438 - 2439 - 2440 - 2441 - 2442 - 2443 - 2444 - 2445 - 2446 - 2447 - 2448 - 2449 - 2450 - 2451 - 2452 - 2453 - 2454 - 2455 - 2456 - 2457 - 2458 - 2459 - 2460 - 2461 - 2462 - 2463 - 2464 - 2465 - 2466 - 2467 - 2468 - 2469 - 2470 - 2471 - 2472 - 2473 - 2474 - 2475 - 2476 - 2477 - 2478 - 2479 - 2480 - 2481 - 2482 - 2483 - 2484 - 2485 - 2486 - 2487 - 2488 - 2489 - 2490 - 2491 - 2492 - 2493 - 2494 - 2495 - 2496 - 2497 - 2498 - 2499 - 2500 - 2501 - 2502 - 2503 - 2504 - 2505 - 2506 - 2507 - 2508 - 2509 - 2510 - 2511 - 2512 - 2513 - 2514 - 2515 - 2516 - 2517 - 2518 - 2519 - 2520 - 2521 - 2522 - 2523 - 2524 - 2525 - 2526 - 2527 - 2528 - 2529 - 2530 - 2531 - 2532 - 2533 - 2534 - 2535 - 2536 - 2537 - 2538 - 2539 - 2540 - 2541 - 2542 - 2543 - 2544 - 2545 - 2546 - 2547 - 2548 - 2549 - 2550 - 2551 - 2552 - 2553 - 2554 - 2555 - 2556 - 2557 - 2558 - 2559 - 2560 - 2561 - 2562 - 2563 - 2564 - 2565 - 2566 - 2567 - 2568 - 2569 - 2570 - 2571 - 2572 - 2573 - 2574 - 2575 - 2576 - 2577 - 2578 - 2579 - 2580 - 2581 - 2582 - 2583 - 2584 - 2585 - 2586 - 2587 - 2588 - 2589 - 2590 - 2591 - 2592 - 2593 - 2594 - 2595 - 2596 - 2597 - 2598 - 2599 - 2600 - 2601 - 2602 - 2603 - 2604 - 2605 - 2606 - 2607 - 2608 - 2609 - 2610 - 2611 - 2612 - 2613 - 2614 - 2615 - 2616 - 2617 - 2618 - 2619 - 2620 - 2621 - 2622 - 2623 - 2624 - 2625 - 2626 - 2627 - 2628 - 2629 - 2630 - 2631 - 2632 - 2633 - 2634 - 2635 - 2636 - 2637 - 2638 - 2639 - 2640 - 2641 - 2642 - 2643 - 2644 - 2645 - 2646 - 2647 - 2648 - 2649 - 2650 - 2651 - 2652 - 2653 - 2654 - 2655 - 2656 - 2657 - 2658 - 2659 - 2660 - 2661 - 2662 - 2663 - 2664 - 2665 - 2666 - 2667 - 2668 - 2669 - 2670 - 2671 - 2672 - 2673 - 2674 - 2675 - 2676 - 2677 - 2678 - 2679 - 2680 - 2681 - 2682 - 2683 - 2684 - 2685 - 2686 - 2687 - 2688 - 2689 - 2690 - 2691 - 2692 - 2693 - 2694 - 2695 - 2696 - 2697 - 2698 - 2699 - 2700 - 2701 - 2702 - 2703 - 2704 - 2705 - 2706 - 2707 - 2708 - 2709 - 2710 - 2711 - 2712 - 2713 - 2714 - 2715 - 2716 - 2717 - 2718 - 2719 - 2720 - 2721 - 2722 - 2723 - 2724 - 2725 - 2726 - 2727 - 2728 - 2729 - 2730 - 2731 - 2732 - 2733 - 2734 - 2735 - 2736 - 2737 - 2738 - 2739 - 2740 - 2741 - 2742 - 2743 - 2744 - 2745 - 2746 - 2747 - 2748 - 2749 - 2750 - 2751 - 2752 - 2753 - 2754 - 2755 - 2756 - 2757 - 2758 - 2759 - 2760 - 2761 - 2762 - 2763 - 2764 - 2765 - 2766 - 2767 - 2768 - 2769 - 2770 - 2771 - 2772 - 2773 - 2774 - 2775 - 2776 - 2777 - 2778 - 2779 - 2780 - 2781 - 2782 - 2783 - 2784 - 2785 - 2786 - 2787 - 2788 - 2789 - 2790 - 2791 - 2792 - 2793 - 2794 - 2795 - 2796 - 2797 - 2798 - 2799 - 2800 - 2801 - 2802 - 2803 - 2804 - 2805 - 2806 - 2807 - 2808 - 2809 - 2810 - 2811 - 2812 - 2813 - 2814 - 2815 - 2816 - 2817 - 2818 - 2819 - 2820 - 2821 - 2822 - 2823 - 2824 - 2825 - 2826 - 2827 - 2828 - 2829 - 2830 - 2831 - 2832 - 2833 - 2834 - 2835 - 2836 - 2837 - 2838 - 2839 - 2840 - 2841 - 2842 - 2843 - 2844 - 2845 - 2846 - 2847 - 2848 - 2849 - 2850 - 2851 - 2852 - 2853 - 2854 - 2855 - 2856 - 2857 - 2858 - 2859 - 2860 - 2861 - 2862 - 2863 - 2864 - 2865 - 2866 - 2867 - 2868 - 2869 - 2870 - 2871 - 2872 - 2873 - 2874 - 2875 - 2876 - 2877 - 2878 - 2879 - 2880 - 2881 - 2882 - 2883 - 2884 - 2885 - 2886 - 2887 - 2888 - 2889 - 2890 - 2891 - 2892 - 2893 - 2894 - 2895 - 2896 - 2897 - 2898 - 2899 - 2900 - 2901 - 2902 - 2903 - 2904 - 2905 - 2906 - 2907 - 2908 - 2909 - 2910 - 2911 - 2912 - 2913 - 2914 - 2915 - 2916 - 2917 - 2918 - 2919 - 2920 - 2921 - 2922 - 2923 - 2924 - 2925 - 2926 - 2927 - 2928 - 2929 - 2930 - 2931 - 2932 - 2933 - 2934 - 2935 - 2936 - 2937 - 2938 - 2939 - 2940 - 2941 - 2942 - 2943 - 2944 - 2945 - 2946 - 2947 - 2948 - 2949 - 2950 - 2951 - 2952 - 2953 - 2954 - 2955 - 2956 - 2957 - 2958 - 2959 - 2960 - 2961 - 2962 - 2963 - 2964 - 2965 - 2966 - 2967 - 2968 - 2969 - 2970 - 2971 - 2972 - 2973 - 2974 - 2975 - 2976 - 2977 - 2978 - 2979 - 2980 - 2981 - 2982 - 2983 - 2984 - 2985 - 2986 - 2987 - 2988 - 2989 - 2990 - 2991 - 2992 - 2993 - 2994 - 2995 - 2996 - 2997 - 2998 - 2999 - 3000 - 3001 - 3002 - 3003 - 3004 - 3005 - 3006 - 3007 - 3008 - 3009 - 3010 - 3011 - 3012 - 3013 - 3014 - 3015 - 3016 - 3017 - 3018 - 3019 - 3020 - 3021 - 3022 - 3023 - 3024 - 3025 - 3026 - 3027 - 3028 - 3029 - 3030 - 3031 - 3032 - 3033 - 3034 - 3035 - 3036 - 3037 - 3038 - 3039 - 3040 - 3041 - 3042 - 3043 - 3044 - 3045 - 3046 - 3047 - 3048 - 3049 - 3050 - 3051 - 3052 - 3053 - 3054 - 3055 - 3056 - 3057 - 3058 - 3059 - 3060 - 3061 - 3062 - 3063 - 3064 - 3065 - 3066 - 3067 - 3068 - 3069 - 3070 - 3071 - 3072 - 3073 - 3074 - 3075 - 3076 - 3077 - 3078 - 3079 - 3080 - 3081 - 3082 - 3083 - 3084 - 3085 - 3086 - 3087 - 3088 - 3089 - 3090 - 3091 - 3092 - 3093 - 3094 - 3095 - 3096 - 3097 - 3098 - 3099 - 3100 - 3101 - 3102 - 3103 - 3104 - 3105 - 3106 - 3107 - 3108 - 3109 - 3110 - 3111 - 3112 - 3113 - 3114 - 3115 - 3116 - 3117 - 3118 - 3119 - 3120 - 3121 - 3122 - 3123 - 3124 - 3125 - 3126 - 3127 - 3128 - 3129 - 3130 - 3131 - 3132 - 3133 - 3134 - 3135 - 3136 - 3137 - 3138 - 3139 - 3140 - 3141 - 3142 - 3143 - 3144 - 3145 - 3146 - 3147 - 3148 - 3149 - 3150 - 3151 - 3152 - 3153 - 3154 - 3155 - 3156 - 3157 - 3158 - 3159 - 3160 - 3161 - 3162 - 3163 - 3164 - 3165 - 3166 - 3167 - 3168 - 3169 - 3170 - 3171 - 3172 - 3173 - 3174 - 3175 - 3176 - 3177 - 3178 - 3179 - 3180 - 3181 - 3182 - 3183 - 3184 - 3185 - 3186 - 3187 - 3188 - 3189 - 3190 - 3191 - 3192 - 3193 - 3194 - 3195 - 3196 - 3197 - 3198 - 3199 - 3200 - 3201 - 3202 - 3203 - 3204 - 3205 - 3206 - 3207 - 3208 - 3209 - 3210 - 3211 - 3212 - 3213 - 3214 - 3215 - 3216 - 3217 - 3218 - 3219 - 3220 - 3221 - 3222 - 3223 - 3224 - 3225 - 3226 - 3227 - 3228 - 3229 - 3230 - 3231 - 3232 - 3233 - 3234 - 3235 - 3236 - 3237 - 3238 - 3239 - 3240 - 3241 - 3242 - 3243 - 3244 - 3245 - 3246 - 3247 - 3248 - 3249 - 3250 - 3251 - 3252 - 3253 - 3254 - 3255 - 3256 - 3257 - 3258 - 3259 - 3260 - 3261 - 3262 - 3263 - 3264 - 3265 - 3266 - 3267 - 3268 - 3269 - 3270 - 3271 - 3272 - 3273 - 3274 - 3275 - 3276 - 3277 - 3278 - 3279 - 3280 - 3281 - 3282 - 3283 - 3284 - 3285 - 3286 - 3287 - 3288 - 3289 - 3290 - 3291 - 3292 - 3293 - 3294 - 3295 - 3296 - 3297 - 3298 - 3299 - 3300 - 3301 - 3302 - 3303 - 3304 - 3305 - 3306 - 3307 - 3308 - 3309 - 3310 - 3311 - 3312 - 3313 - 3314 - 3315 - 3316 - 3317 - 3318 - 3319 - 3320 - 3321 - 3322 - 3323 - 3324 - 3325 - 3326 - 3327 - 3328 - 3329 - 3330 - 3331 - 3332 - 3333 - 3334 - 3335 - 3336 - 3337 - 3338 - 3339 - 3340 - 3341 - 3342 - 3343 - 3344 - 3345 - 3346 - 3347 - 3348 - 3349 - 3350 - 3351 - 3352 - 3353 - 3354 - 3355 - 3356 - 3357 - 3358 - 3359 - 3360 - 3361 - 3362 - 3363 - 3364 - 3365 - 3366 - 3367 - 3368 - 3369 - 3370 - 3371 - 3372 - 3373 - 3374 - 3375 - 3376 - 3377 - 3378 - 3379 - 3380 - 3381 - 3382 - 3383 - 3384 - 3385 - 3386 - 3387 - 3388 - 3389 - 3390 - 3391 - 3392 - 3393 - 3394 - 3395 - 3396 - 3397 - 3398 - 3399 - 3400 - 3401 - 3402 - 3403 - 3404 - 3405 - 3406 - 3407 - 3408 - 3409 - 3410 - 3411 - 3412 - 3413 - 3414 - 3415 - 3416 - 3417 - 3418 - 3419 - 3420 - 3421 - 3422 - 3423 - 3424 - 3425 - 3426 - 3427 - 3428 - 3429 - 3430 - 3431 - 3432 - 3433 - 3434 - 3435 - 3436 - 3437 - 3438 - 3439 - 3440 - 3441 - 3442 - 3443 - 3444 - 3445 - 3446 - 3447 - 3448 - 3449 - 3450 - 3451 - 3452 - 3453 - 3454 - 3455 - 3456 - 3457 - 3458 - 3459 - 3460 - 3461 - 3462 - 3463 - 3464 - 3465 - 3466 - 3467 - 3468 - 3469 - 3470 - 3471 - 3472 - 3473 - 3474 - 3475 - 3476 - 3477 - 3478 - 3479 - 3480 - 3481 - 3482 - 3483 - 3484 - 3485 - 3486 - 3487 - 3488 - 3489 - 3490 - 3491 - 3492 - 3493 - 3494 - 3495 - 3496 - 3497 - 3498 - 3499 - 3500 - 3501 - 3502 - 3503 - 3504 - 3505 - 3506 - 3507 - 3508 - 3509 - 3510 - 3511 - 3512 - 3513 - 3514 - 3515 - 3516 - 3517 - 3518 - 3519 - 3520 - 3521 - 3522 - 3523 - 3524 - 3525 - 3526 - 3527 - 3528 - 3529 - 3530 - 3531 - 3532 - 3533 - 3534 - 3535 - 3536 - 3537 - 3538 - 3539 - 3540 - 3541 - 3542 - 3543 - 3544 - 3545 - 3546 - 3547 - 3548 - 3549 - 3550 - 3551 - 3552 - 3553 - 3554 - 3555 - 3556 - 3557 - 3558 - 35



# Hippisme

## Mais où était le tapis de selle ?

FAIT divers sans précédent à Auteuil : où était le tapis de selle de New Fort, vendredi 24 juin, à 14 h 28 ?

Avant de pénétrer au cœur de l'énigme, quelques explications sur la pièce à conviction.

Les jockeys ne passent jamais le poids exact que doivent porter leurs chevaux, poids d'ailleurs variable selon les épreuves : par exemple, s'agissant d'Auteuil, 61 kilos dans la seconde course, 66 dans la quatrième, 68 dans la sixième... Ils se tiennent donc à un poids naturel le plus bas possible, permettant les « montes » les plus légères, et, pour les plus lourdes, comptant, au moment du départ, en utilisant un selle plus pesante (il en existe de 400 grammes jusqu'à 3 kilos) et en chargeant de lamelles de plomb un tapis de selle.

Le jockey est pesé avant la course avec sa selle et son tapis de selle (mais sans le cravache, qui est admise en « surcharge »). Les cavaliers des chevaux « rentrant aux balances » (les cinq premiers) sont à nouveau soumis à celles-ci. Ils doivent, bien entendu, toujours faire le poids.

Vendredi passé, New Fort gagne petitement trois quarts de longueur le prix Méhariste, une course dotée de 40 000 F au vainqueur. Surtout le pied à terre, son jockey, le jeune Meccam, verra faire passer, à l'est tout heureux, le poids de son cheval.

Il s'assied sur la balance. Catastrophe : 6 kilos et demi au lieu de 66 kilos et demi. Paroli : il n'a pas son tapis de selle... Il blâme : « Il a dû me glisser des bras, là, avant la porte... »

Allons-nous en va pas anéantir tant de joie pur un instant de distraction : « Ah bien ! cours le ramasser », dit un responsable.

Meccam sort en catastrophe, revient triste second après, triomphant, avec le tapis de selle, 66 kilos et demi incident clos.

Nor Car, presque aussitôt, une rumeur court les balances : le tapis de selle Meccam ne l'a pas ramassé devant la porte : on lui l'a apporté des bras : New Fort ne l'a jamais porté il a couru avec 5 kilos de moins que le poids normal. Des témoins assurent avoir assisté à la transmission de l'objet, des mains d'un garçon d'écurie à celle du jockey dans le « rond » où reviennent les chevaux victorieux. L'entraîneur

du concurrent arrivé second, Tony Clout, dépose une réclamation. Trop tard pour changer, envers les pères, le résultat de la course : le « rouge » est mis (il s'agit d'un voyant dont l'apparition donne le signal du paiement des paris gagnants). Les commissaires ne peuvent qu'enquêter dans la perspective d'éventuelles sanctions et d'un distancement intéressant les seuls propriétaires des chevaux en cause (le code des courses permet, ainsi, deux ordres d'arrivée : un, de fait, pour les paiements aux parieurs ; un de droit, pour les prix aux propriétaires).

Quatre jours après, mardi, « faisant droit à la réclamation de l'entraîneur du cheval arrivé second », la Société des Stables prononce le distancement. Le communiqué constate un fait : la première pesée n'avait pas permis de confirmer la réalité du poids porté par New Fort. Il ne porte pas de jugement à l'égard des uns et des autres. Pour cause : on ne sait toujours pas où se trouvait, à 14 h 28, le tapis de selle.

Meccam continue de dire, mais avec une assurance qui semble fléchir, que New Fort a effectué le parcours, le tapis de selle sur le dos.

« Je le lui ai retiré, avec la selle, en mettant pied à terre. Mais des amis me félicitaient, me serraient la main, il a dû me glisser des bras à ce moment-là, sans que je m'en aperçoive. »

Ne pas s'apercevoir que, soudain, on ne porte plus un poids de

5 kilos ? Admettre comme possible que, parmi les dix personnes qui entouraient et félicitaient le jockey victorieux, aucune n'ait attiré son attention sur le fait qu'il perdait un objet aussi voyant qu'un tapis de selle ? Mais il y a plus grave : les témoignages de ceux (ils sont au moins deux) qui ont vu un lad de l'écurie de New Fort apporter, des boîtes, en courant, le tapis et le remettre à Meccam.

Cependant, le lad nie. L'entraîneur ne peut faire autrement que « couvrir » son personnel qui, s'il y a commis une faute, l'a fait dans son intérêt. Le propriétaire, André Michel (une fort ancienne et fort loyale casaque d'Auteuil), qui est aussi le beau-père de l'entraîneur, ne peut que se ranger aux côtés de celui-ci.

Une hypothèse, qui n'effrayerait pas les manœuvres au code mais serait honorable pour tous. L'entraîneur avait deux partants dans la course. Après avoir mis le tapis de selle à l'un, n'aurait-il pas oublié pour l'autre, oublié qu'après l'arrivée du jockey et le lad auraient essayé de réparer, dans l'intérêt de la course, par la mise en scène du tapis glissé des bras ?

Il est probable, en tout cas, qu'on n'a pas fini d'entendre parler du tapis de selle du New Fort. Un groupe de touristes constataient l'exploit au maximum les erreurs que peuvent commettre les sociétés de courses, erreurs inévitables s'agissant d'une activité aussi large et aussi diffuse

(une centaine d'hippodromes en service et trois mille bureaux de P.M.U.). Après l'arrivée du prix Méhariste, certains de ces touristes ont collecté les tickets joués sur le cheval classé second. Ils ne cachent pas leur intention de saisir la justice pour obtenir le paiement de ces tickets et ajuster ainsi l'arrivée « de fait » à l'arrivée « de droit » rectifiée par les commissaires.

A Longchamp, insolite Grand Prix de Paris avec, au départ, sur sept concurrents, cinq chevaux entraînés en Angleterre (la victoire est revenue à l'un d'eux : Yaww). Mais il y a eu encore plus insolite, mardi, à Auteuil. On y courait le prix Méhariste-Foch. Ce steeple, très pénible, empruntant tous les gros obstacles, était négatif, comme son nom le suggère, une sorte de championnat de France des chevaux et des cavaliers militaires. On y voyait s'affronter les champions de la garde républicaine, de Saumur, des spahis. L'aspect militaire de la réunion était renforcé par le fait que, ce jour-là, l'entrée d'Auteuil était gratuite pour tous les soldats en uniforme.

Le prix Méhariste-Foch resta ouvert aux chevaux de l'armée, et la garde républicaine y aligna, mardi, deux partants. Mais qu'on devine qui a gagné : une jeune fille, Nathalie Aguerant, dont c'était le premier parcours en steeple.

Scrogneugne !

LOUIS DÉNIÉL

## Philatélie

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires

33164 Cazaux-Air (base aérienne), le 3 juillet. - « Portes ouvertes ». 59550 Fontaine-au-Pire (8, rue Roger-Salengro), le 3 juillet. - Tour de France.

78100 Saint-Germain-en-Laye, le 3 juillet. - 300 Fête des Loges.

75009 Paris (16, bd Haussmann), le 9 juillet. - Amée Vanben.

90200 Gironcourt (gare), le 9 juillet. - Centenaire de la gare.

40115 Biscarosse (centre d'essai), le 9 juillet. - « Portes ouvertes ».

17000 La Rochelle (parc des Expositions), le 9 et 10 juillet. - « Boîtes des collectionneurs ».

83400 Plassac-sur-Issole (centre Louis-Magne), le 14 juillet. - Exp. philat. « Bicentenaire du premier vol en montgolfière ».

40000 Mont-de-Marsan (base aérienne 118 Rozanoff), le 16 juillet. - Journée « Portes ouvertes ».

FRANCE : Abbaye de Noirlac.

D'une architecture cistercienne, l'abbaye de Noirlac, restaurée depuis quelques années, fait l'objet d'un troisième trimestre de la série « touristique » de l'année. Ce sont les moines de Clervaux, disciples de saint Bernard, qui fondèrent - en 1136 - sous le nom de Maison-Dieu le monastère près de « lac noir » d'où son nom actuel.

Vendredi 4 juillet (39/43).

Les prix devront donc comporter le cachet d'arrivée de ce lieu.

A PROPOS DES « P. J. » DU TIMBRE GUSTAVE-DORÉ

A la suite d'une fausse manœuvre, un certain nombre d'enveloppes philatéliques déjà oblitérées « Premier Jour » Gustave-Doré (18 et 19 juin à Strasbourg) ont reçu une seconde empreinte (flamme ou cachet à main).

Les collectionneurs en possession de ces enveloppes peuvent en demander le remplacement en adressant à la R. P. de Strasbourg, 5, avenue de la Marcelline, 67 000 Strasbourg, en joignant si possible les objets mal oblitérés.

La direction des postes du Bas-Rhin s'excuse pour cette mauvaise oblitération et reste à la disposition des collectionneurs pour tous renseignements complémentaires. S'adresser à M. Charbon, directeur adjoint, 4, avenue de la Liberté, 67004 Strasbourg Cedex. Téléphone : (88) 32.49.50, poste 383.

CHYPRE : Les papillons de Chypre illustrent les trois valeurs de la série commémorative, 60 mils, Parangue ascria L. : 130 mils, Aricia médion

SAINT-HELENE : Deuxième partie de la série « Insectes », 11 p. s'achèvera demain : 15 p. helenasolida rhénans ; 20 p. andreasus ; 25 p. andreasus ; 30 p. andreasus ; 35 p. andreasus ; 40 p. andreasus ; 45 p. andreasus ; 50 p. andreasus ; 55 p. andreasus ; 60 p. andreasus ; 65 p. andreasus ; 70 p. andreasus ; 75 p. andreasus ; 80 p. andreasus ; 85 p. andreasus ; 90 p. andreasus ; 95 p. andreasus ; 100 p. andreasus ; 105 p. andreasus ; 110 p. andreasus ; 115 p. andreasus ; 120 p. andreasus ; 125 p. andreasus ; 130 p. andreasus ; 135 p. andreasus ; 140 p. andreasus ; 145 p. andreasus ; 150 p. andreasus ; 155 p. andreasus ; 160 p. andreasus ; 165 p. andreasus ; 170 p. andreasus ; 175 p. andreasus ; 180 p. andreasus ; 185 p. andreasus ; 190 p. andreasus ; 195 p. andreasus ; 200 p. andreasus ; 205 p. andreasus ; 210 p. andreasus ; 215 p. andreasus ; 220 p. andreasus ; 225 p. andreasus ; 230 p. andreasus ; 235 p. andreasus ; 240 p. andreasus ; 245 p. andreasus ; 250 p. andreasus ; 255 p. andreasus ; 260 p. andreasus ; 265 p. andreasus ; 270 p. andreasus ; 275 p. andreasus ; 280 p. andreasus ; 285 p. andreasus ; 290 p. andreasus ; 295 p. andreasus ; 300 p. andreasus ; 305 p. andreasus ; 310 p. andreasus ; 315 p. andreasus ; 320 p. andreasus ; 325 p. andreasus ; 330 p. andreasus ; 335 p. andreasus ; 340 p. andreasus ; 345 p. andreasus ; 350 p. andreasus ; 355 p. andreasus ; 360 p. andreasus ; 365 p. andreasus ; 370 p. andreasus ; 375 p. andreasus ; 380 p. andreasus ; 385 p. andreasus ; 390 p. andreasus ; 395 p. andreasus ; 400 p. andreasus ; 405 p. andreasus ; 410 p. andreasus ; 415 p. andreasus ; 420 p. andreasus ; 425 p. andreasus ; 430 p. andreasus ; 435 p. andreasus ; 440 p. andreasus ; 445 p. andreasus ; 450 p. andreasus ; 455 p. andreasus ; 460 p. andreasus ; 465 p. andreasus ; 470 p. andreasus ; 475 p. andreasus ; 480 p. andreasus ; 485 p. andreasus ; 490 p. andreasus ; 495 p. andreasus ; 500 p. andreasus ; 505 p. andreasus ; 510 p. andreasus ; 515 p. andreasus ; 520 p. andreasus ; 525 p. andreasus ; 530 p. andreasus ; 535 p. andreasus ; 540 p. andreasus ; 545 p. andreasus ; 550 p. andreasus ; 555 p. andreasus ; 560 p. andreasus ; 565 p. andreasus ; 570 p. andreasus ; 575 p. andreasus ; 580 p. andreasus ; 585 p. andreasus ; 590 p. andreasus ; 595 p. andreasus ; 600 p. andreasus ; 605 p. andreasus ; 610 p. andreasus ; 615 p. andreasus ; 620 p. andreasus ; 625 p. andreasus ; 630 p. andreasus ; 635 p. andreasus ; 640 p. andreasus ; 645 p. andreasus ; 650 p. andreasus ; 655 p. andreasus ; 660 p. andreasus ; 665 p. andreasus ; 670 p. andreasus ; 675 p. andreasus ; 680 p. andreasus ; 685 p. andreasus ; 690 p. andreasus ; 695 p. andreasus ; 700 p. andreasus ; 705 p. andreasus ; 710 p. andreasus ; 715 p. andreasus ; 720 p. andreasus ; 725 p. andreasus ; 730 p. andreasus ; 735 p. andreasus ; 740 p. andreasus ; 745 p. andreasus ; 750 p. andreasus ; 755 p. andreasus ; 760 p. andreasus ; 765 p. andreasus ; 770 p. andreasus ; 775 p. andreasus ; 780 p. andreasus ; 785 p. andreasus ; 790 p. andreasus ; 795 p. andreasus ; 800 p. andreasus ; 805 p. andreasus ; 810 p. andreasus ; 815 p. andreasus ; 820 p. andreasus ; 825 p. andreasus ; 830 p. andreasus ; 835 p. andreasus ; 840 p. andreasus ; 845 p. andreasus ; 850 p. andreasus ; 855 p. andreasus ; 860 p. andreasus ; 865 p. andreasus ; 870 p. andreasus ; 875 p. andreasus ; 880 p. andreasus ; 885 p. andreasus ; 890 p. andreasus ; 895 p. andreasus ; 900 p. andreasus ; 905 p. andreasus ; 910 p. andreasus ; 915 p. andreasus ; 920 p. andreasus ; 925 p. andreasus ; 930 p. andreasus ; 935 p. andreasus ; 940 p. andreasus ; 945 p. andreasus ; 950 p. andreasus ; 955 p. andreasus ; 960 p. andreasus ; 965 p. andreasus ; 970 p. andreasus ; 975 p. andreasus ; 980 p. andreasus ; 985 p. andreasus ; 990 p. andreasus ; 995 p. andreasus ; 1000 p. andreasus ; 1005 p. andreasus ; 1010 p. andreasus ; 1015 p. andreasus ; 1020 p. andreasus ; 1025 p. andreasus ; 1030 p. andreasus ; 1035 p. andreasus ; 1040 p. andreasus ; 1045 p. andreasus ; 1050 p. andreasus ; 1055 p. andreasus ; 1060 p. andreasus ; 1065 p. andreasus ; 1070 p. andreasus ; 1075 p. andreasus ; 1080 p. andreasus ; 1085 p. andreasus ; 1090 p. andreasus ; 1095 p. andreasus ; 1100 p. andreasus ; 1105 p. andreasus ; 1110 p. andreasus ; 1115 p. andreasus ; 1120 p. andreasus ; 1125 p. andreasus ; 1130 p. andreasus ; 1135 p. andreasus ; 1140 p. andreasus ; 1145 p. andreasus ; 1150 p. andreasus ; 1155 p. andreasus ; 1160 p. andreasus ; 1165 p. andreasus ; 1170 p. andreasus ; 1175 p. andreasus ; 1180 p. andreasus ; 1185 p. andreasus ; 1190 p. andreasus ; 1195 p. andreasus ; 1200 p. andreasus ; 1205 p. andreasus ; 1210 p. andreasus ; 1215 p. andreasus ; 1220 p. andreasus ; 1225 p. andreasus ; 1230 p. andreasus ; 1235 p. andreasus ; 1240 p. andreasus ; 1245 p. andreasus ; 1250 p. andreasus ; 1255 p. andreasus ; 1260 p. andreasus ; 1265 p. andreasus ; 1270 p. andreasus ; 1275 p. andreasus ; 1280 p. andreasus ; 1285 p. andreasus ; 1290 p. andreasus ; 1295 p. andreasus ; 1300 p. andreasus ; 1305 p. andreasus ; 1310 p. andreasus ; 1315 p. andreasus ; 1320 p. andreasus ; 1325 p. andreasus ; 1330 p. andreasus ; 1335 p. andreasus ; 1340 p. andreasus ; 1345 p. andreasus ; 1350 p. andreasus ; 1355 p. andreasus ; 1360 p. andreasus ; 1365 p. andreasus ; 1370 p. andreasus ; 1375 p. andreasus ; 1380 p. andreasus ; 1385 p. andreasus ; 1390 p. andreasus ; 1395 p. andreasus ; 1400 p. andreasus ; 1405 p. andreasus ; 1410 p. andreasus ; 1415 p. andreasus ; 1420 p. andreasus ; 1425 p. andreasus ; 1430 p. andreasus ; 1435 p. andreasus ; 1440 p. andreasus ; 1445 p. andreasus ; 1450 p. andreasus ; 1455 p. andreasus ; 1460 p. andreasus ; 1465 p. andreasus ; 1470 p. andreasus ; 1475 p. andreasus ; 1480 p. andreasus ; 1485 p. andreasus ; 1490 p. andreasus ; 1495 p. andreasus ; 1500 p. andreasus ; 1505 p. andreasus ; 1510 p. andreasus ; 1515 p. andreasus ; 1520 p. andreasus ; 1525 p. andreasus ; 1530 p. andreasus ; 1535 p. andreasus ; 1540 p. andreasus ; 1545 p. andreasus ; 1550 p. andreasus ; 1555 p. andreasus ; 1560 p. andreasus ; 1565 p. andreasus ; 1570 p. andreasus ; 1575 p. andreasus ; 1580 p. andreasus ; 1585 p. andreasus ; 1590 p. andreasus ; 1595 p. andreasus ; 1600 p. andreasus ; 1605 p. andreasus ; 1610 p. andreasus ; 1615 p. andreasus ; 1620 p. andreasus ; 1625 p. andreasus ; 1630 p. andreasus ; 1635 p. andreasus ; 1640 p. andreasus ; 1645 p. andreasus ; 1650 p. andreasus ; 1655 p. andreasus ; 1660 p. andreasus ; 1665 p. andreasus ; 1670 p. andreasus ; 1675 p. andreasus ; 1680 p. andreasus ; 1685 p. andreasus ; 1690 p. andreasus ; 1695 p. andreasus ; 1700 p. andreasus ; 1705 p. andreasus ; 1710 p. andreasus ; 1715 p. andreasus ; 1720 p. andreasus ; 1725 p. andreasus ; 1730 p. andreasus ; 1735 p. andreasus ; 1740 p. andreasus ; 1745 p. andreasus ; 1750 p. andreasus ; 1755 p. andreasus ; 1760 p. andreasus ; 1765 p. andreasus ; 1770 p. andreasus ; 1775 p. andreasus ; 1780 p. andreasus ; 1785 p. andreasus ; 1790 p. andreasus ; 1795 p. andreasus ; 1800 p. andreasus ; 1805 p. andreasus ; 1810 p. andreasus ; 1815 p. andreasus ; 1820 p. andreasus ; 1825 p. andreasus ; 1830 p. andreasus ; 1835 p. andreasus ; 1840 p. andreasus ; 1845 p. andreasus ; 1850 p. andreasus ; 1855 p. andreasus ; 1860 p. andreasus ; 1865 p. andreasus ; 1870 p. andreasus ; 1875 p. andreasus ; 1880 p. andreasus ; 1885 p. andreasus ; 1890 p. andreasus ; 1895 p. andreasus ; 1900 p. andreasus ; 1905 p. andreasus ; 1910 p. andreasus ; 1915 p. andreasus ; 1920 p. andreasus ; 1925 p. andreasus ; 1930 p. andreasus ; 1935 p. andreasus ; 1940 p. andreasus ; 1945 p. andreasus ; 1950 p. andreasus ; 1955 p. andreasus ; 1960 p. andreasus ; 1965 p. andreasus ; 1970 p. andreasus ; 1975 p. andreasus ; 1980 p. andreasus ; 1985 p. andreasus ; 1990 p. andreasus ; 1995 p. andreasus ; 2000 p. andreasus ; 2005 p. andreasus ; 2010 p. andreasus ; 2015 p. andreasus ; 2020 p. andreasus ; 2025 p. andreasus ; 2030 p. andreasus ; 2035 p. andreasus ; 2040 p. andreasus ; 2045 p. andreasus ; 2050 p. andreasus ; 2055 p. andreasus ; 2060 p. andreasus ; 2065 p. andreasus ; 2070 p. andreasus ; 2075 p. andreasus ; 2080 p. andreasus ; 2085 p. andreasus ; 2090 p. andreasus ; 2095 p. andreasus ; 2100 p. andreasus ; 2105 p. andreasus ; 2110 p. andreasus ; 2115 p. andreasus ; 2120 p. andreasus ; 2125 p. andreasus ; 2130 p. andreasus ; 2135 p. andreasus ; 2140 p. andreasus ; 2145 p. andreasus ; 2150 p. andreasus ; 2155 p. andreasus ; 2160 p. andreasus ; 2165 p. andreasus ; 2170 p. andreasus ; 2175 p. andreasus ; 2180 p. andreasus ; 2185 p. andreasus ; 2190 p. andreasus ; 2195 p. andreasus ; 2200 p. andreasus ; 2205 p. andreasus ; 2210 p. andreasus ; 2215 p. andreasus ; 2220 p. andreasus ; 2225 p. andreasus ; 2230 p. andreasus ; 2235 p. andreasus ; 2240 p. andreasus ; 2245 p. andreasus ; 2250 p. andreasus ; 2255 p. andreasus ; 2260 p. andreasus ; 2265 p. andreasus ; 2270 p. andreasus ; 2275 p. andreasus ; 2280 p. andreasus ; 2285 p. andreasus ; 2290 p. andreasus ; 2295 p. andreasus ; 2300 p. andreasus ; 2305 p. andreasus ; 2310 p. andreasus ; 2315 p. andreasus ; 2320 p. andreasus ; 2325 p. andreasus ; 2330 p. andreasus ; 2335 p. andreasus ; 2340 p. andreasus ; 2345 p. andreasus ; 2350 p. andreasus ; 2355 p. andreasus ; 2360 p. andreasus ; 2365 p. andreasus ; 2370 p. andreasus ; 2375 p. andreasus ; 2380 p. andreasus ; 2385 p. andreasus ; 2390 p. andreasus ; 2395 p. andreasus ; 2400 p. andreasus ; 2405 p. andreasus ; 2410 p. andreasus ; 2415 p. andreasus ; 2420 p. andreasus ; 2425 p. andreasus ; 2430 p. andreasus ; 2435 p. andreasus ; 2440 p. andreasus ; 2445 p. andreasus ; 2450 p. andreasus ; 2455 p. andreasus ; 2460 p. andreasus ; 2465 p. andreasus ; 2470 p. andreasus ; 2475 p. andreasus ; 2480 p. andreasus ; 2485 p. andreasus ; 2490 p. andreasus ; 2495 p. andreasus ; 2500 p. andreasus ; 2505 p. andreasus ; 2510 p. andreasus ; 2515 p. andreasus ; 2520 p. andreasus ; 2525 p. andreasus ; 2530 p. andreasus ; 2535 p. andreasus ; 2540 p. andreasus ; 2545 p. andreasus ; 2550 p. andreasus ; 2555 p. andreasus ; 2560 p. andreasus ; 2565 p. andreasus ; 2570 p. andreasus ; 2575 p. andreasus ; 2580 p. andreasus ; 2585 p. andreasus ; 2590 p. andreasus ; 2595 p. andreasus ; 2600 p. andreasus ; 2605 p. andreasus ; 2610 p. andreasus ; 2615 p. andreasus ; 2620 p. andreasus ; 2625 p. andreasus ; 2630 p. andreasus ; 2635 p. andreasus ; 2640 p. andreasus ; 2645 p. andreasus ; 2650 p. andreasus ; 2655 p. andreasus ; 2660 p. andreasus ; 2665 p. andreasus ; 2670 p. andreasus ; 2675 p. andreasus ; 2680 p. andreasus ; 2685 p. andreasus ; 2690 p. andreasus ; 2695 p. andreasus ; 2700 p. andreasus ; 2705 p. andreasus ; 2710 p. andreasus ; 2715 p. andreasus ; 2720 p. andreasus ; 2725 p. andreasus ; 2730 p. andreasus ; 2735 p. andreasus ; 2740 p. andreasus ; 2745 p. andreasus ; 2750 p. andreasus ; 2755 p. andreasus ; 2760 p. andreasus ; 2765 p. andreasus ; 2770 p. andreasus ; 2775 p. andreasus ; 2780 p. andreasus ; 2785 p. andreasus ; 2790 p. andreasus ; 2795 p. andreasus ; 2800 p. andreasus ; 2805 p. andreasus ; 2810 p. andreasus ; 2815 p. andreasus ; 2820 p. andreasus ; 2825 p. andreasus ; 2830 p. andreasus ; 2835 p. andreasus ; 2840 p. andreasus ; 2845 p. andreasus ; 2850 p. andreasus ; 2855 p. andreasus ; 2860 p. andreasus ; 2865 p. andreasus ; 2870 p. andreasus ; 2875 p. andreasus ; 2880 p. andreasus ; 2885 p. andreasus ; 2890 p. andreasus ; 2895 p. andreasus ; 2900 p. andreasus ; 2905 p. andreasus ; 2910 p. andreasus ; 2915 p. andreasus ; 2920 p. andreasus ; 2925 p. andreasus ; 2930 p. andreasus ; 2935 p. andreasus ; 2940 p. andreasus ; 2945 p. andreasus ; 2950 p. andreasus ; 2955 p. andreasus ; 2960 p. andreasus ; 2965 p. andreasus ; 2970 p. andreasus ; 2975 p. andreasus ; 2980 p. andreasus ; 2985 p. andreasus ; 2990 p. andreasus ; 2995 p. andreasus ; 3000 p. andreasus ; 3005 p. andreasus ; 3010 p. andreasus ; 3015 p. andreasus ; 3020 p. andreasus ; 3025 p. andreasus ; 3030 p. andreasus ; 3035 p. andreasus ; 3040 p. andreasus ; 3045 p. andreasus ; 3050 p. andreasus ; 3055 p. andreasus ; 3060 p. andreasus ; 3065 p. andreasus ; 3070 p. andreasus ; 3075 p. andreasus ; 3080 p. andreasus ; 3085 p. andreasus ; 3090 p. andreasus ; 3095 p. andreasus ; 3100 p. andreasus ; 3105 p. andreasus ; 3110 p. andreasus ; 3115 p. andreasus ; 3120 p. andreasus ; 3125 p. andreasus ; 3130 p. andreasus ; 3135 p. andreasus ; 3140 p. andreasus ; 3145 p. andreasus ; 3150 p. andreasus ; 3155 p. andreasus ; 3160 p. andreasus ; 3165 p. andreasus ; 3170 p. andreasus ; 3175 p. andreasus ; 3180 p. andreasus ; 3185 p. andreasus ; 3190 p. andreasus ; 3195 p. andreasus ; 3200 p. andreasus ; 3205 p. andreasus ; 3210 p. andreasus ; 3215 p. andreasus ; 3220 p. andreasus ; 3225 p. andreasus ; 3230 p. andreasus ; 3235 p. andreasus ; 3240 p. andreasus ; 3245 p. andreasus ; 3250 p. andreasus ; 3255 p. andreasus ; 3260 p. andreasus ; 3265 p. andreasus ; 3270 p. andreasus ; 3275 p. andreasus ; 3280 p. andreasus ; 3285 p. andreasus ; 3290 p. andreasus ; 3295 p. andreasus ; 3300 p. andreasus ; 3305 p. andreasus ; 3310 p. andreasus ; 3315 p. andreasus ; 3320 p. andreasus ; 3325 p. andreasus ; 3330 p. andreasus ; 3335 p. andreasus ; 3340 p. andreasus ; 3345 p. andreasus ; 3350 p. andreasus ; 3355 p. andreasus ; 3360 p. andreasus ; 3365 p. andreasus ; 3370 p. andreasus ; 3375 p. andreasus ; 3380 p. andreasus ; 3385 p. andreasus ; 3390 p. andreasus ; 3395 p. andreasus ; 3400 p. andreasus ; 3405 p. andreasus ; 3410 p. andreasus ; 3415 p. andreasus ; 3420 p. andreasus ; 3425 p. andreasus ; 3430 p. andreasus ; 3435 p. andreasus ; 3440 p. andreasus ; 3445 p. andreasus ; 3450 p. andreasus ; 3455 p. andreasus ; 3460 p. andreasus ; 3465 p. andreasus ; 3470 p. andreasus ; 3475 p. andreasus ; 3480 p. andreasus ; 3485 p. andreasus ; 3490 p. andreasus ; 3495 p. andreasus ; 3500 p. andreasus ; 3505 p. andreasus ; 3510 p. andreasus ; 3515 p. andreasus ; 3520 p. andreasus ; 3525 p. andreasus ; 3530 p. andreasus ; 3535 p. andreasus ; 3540 p. andreasus ; 3545 p. andreasus ; 3550 p. andreasus ; 3555 p. andreasus ; 3560 p. andreasus ; 3565 p. andreasus ; 3570 p. andreasus ; 3575 p. andreasus ; 3580 p. andreasus ; 3585 p. andreasus ; 3590 p. andreasus ; 3595 p. andreasus ; 3600 p. andreasus ; 3605 p. andreasus ; 3610 p. andreasus ; 3615 p. andreasus ; 3620 p. andreasus ; 3625 p. andreasus ; 3630 p. andreasus ; 3635 p. andreasus ; 3640 p. andreasus ; 3645 p. andreasus ; 3650 p. andreasus ; 3655 p. andreasus ; 3660 p. andreasus ; 3665 p. andreasus ; 3670 p. andreasus ; 3675 p. andreasus ; 3680 p. andreasus ; 3685 p. andreasus ; 3690 p. andreasus ; 3695 p. andreasus ; 3700 p. andreasus ; 3705 p. andreasus ; 3710 p. andreasus ; 3715 p. andreasus ; 3720 p. andreasus ; 3725 p. andreasus ; 3730 p. andreasus ; 3735 p. andreasus ; 3740 p. andreasus ; 3745 p. andreasus ; 3750 p. andreasus ; 3755 p. andreasus ; 3760 p. andreasus ; 3765 p. andreasus ; 3770 p. andreasus ; 3775 p. andreasus ; 3780 p. andreasus ; 3785 p. andreasus ; 3790 p. andreasus ; 3795 p. andreasus ; 3800 p. andreasus ; 3805 p. andreasus ; 3810 p. andreasus ; 3815 p. andreasus ; 3820 p. andreasus ; 3825 p. andreasus ; 3830 p. andreasus ; 3835 p. andreasus ; 3





MUSIQUE

« ARIANE A NAXOS », à l'Opéra-Comique

De la comédie sociale à l'enchantement

La saison lyrique, qui fut si longtemps ternie, s'achève au feu d'artifice : après le *Così fan tutte*, des Champs-Élysées, *Ariane à Naxos*, de Richard Strauss, dans l'Opéra-Comique, dans une représentation d'une intelligence et d'une qualité à bien des égards exceptionnelles ; les Parisiens pourront comprendre enfin pourquoi le metteur en scène Jean-Louis Martinoty a remporté, trois années de suite, le prix de la critique.

Autre révélation ici, celle de Jeffrey Tate, ce chef anglais qui nous avait captivé récemment à Nice dans *Parsifal*, et illumine les musiciens de l'Opéra dans cette partition magistrale, concentrée, minutieuse, exquise et éclatante, où chaque instrument est un personnage malicieux et versatile autant que ceux de la scène ; on en veut presque au maître d'œuvre de nous donner tant à regarder que l'on n'a plus assez d'oreilles pour écouter cette merveilleuse musique. Mais nous nous rattrapons en la savourant seule grâce au disque (1).

Pour Martinoty, l'opéra est un reflet de la société où il est né, dont la représentation doit donner une expression globale : jusque dans son contexte ; à plus forte raison celui-ci, dont le prologue dans les coulisses démontre les rouages sociaux et presque politiques. De ce fait, nous voyons transportés dans le règne de François-Joseph (*Ariane* a été créée en 1918), la dix-huitième siècle n'étant évoqué que dans la bigarrure des costumes, sans doute une soirée costumée où les robes de Watteau voisinent avec les uniformes et les fracs du début du siècle, les déguisements de la comédie italienne et les turqueries (costumes de Loro Héro). Les bouffonneries aux traits appuyés rappellent Pissarro et Buffet. Les coulisses, la racher néo-classique d'*Ariane*, les perquages et les vêtements des nymphes sont typiquement 1900, jusqu'à la fabuleuse toile qui remplit le final comique, les décors de Klimt et de la Sécession (décors de Hans Schvaneck).

Sans rien ajouter substantiellement à Hoffmannsthal et à Strauss, Martinoty reconstruit le monde social et mythique de l'œuvre en donnant une vie intense à tous les personnages, même ceux qui ne sont que des silhouettes, même ceux qui n'existent pas ou qui vont sans dire ; ainsi les spectateurs ravis par les épisodes burlesques, et qui se retirent un à un à commencer par le maître de maison, et hèles, en dernier, le « chevalier à la rose » et sa compagnie, « à trahison ! » lorsque « l'ennuyeuse Ariane » se déplace enfin librement pour ce qui devrait être l'épilogue du jour du compositeur.

Des deux côtés de la scène, il y a le coin des Italiens, groupés autour du piano droit, et le coin des séries, autour de l'harmonium, où le maître de musique dirige discrètement les entrées, le compositeur suivant sa partition (il s'écartera pour par les bouffonneries, mais reviendra en extase pour le final), tandis que Beethoven, au retard, traverse la scène en se cachant derrière sa cape et commence son premier air en achevant de s'habiller. Ainsi le prologue se poursuit-il à travers toute l'œuvre.

C'est assez dire que chaque personnage, qu'il chante ou ne chante pas, est à chaque moment « en scène », vaquant à ses occupations ou à l'action avec une force de vérité qui révèle la prodigieuse direction d'acteurs de Martinoty (comme celle de son maître Ponelle dans *Così*), au premier chef dans l'interprétation de la musique et du texte qui informent tellement chaque geste et chaque mouvement que, même sans connaître le livret par cœur, on sent qu'il est nécessaire par lui. L'exemple le plus frappant, mais non le meilleur, réside dans le fameux air acrobatique de Zerbinetta dont Ruth Welting mime la moindre péripétie avec une délicatesse et un charme exquis, glissant avec délices sur ce toboggan où d'autres se rompraient le cou.

Il y a, certes, un danger à surinterpréter scéniquement la musique : les quelques heures se mêlent aux tonnerres d'applaudissements à la fin de

cet air l'ont montré. Mais c'était fort injuste dans la mesure où Martinoty en général ne démarque pas la musique, par un « unisson » superflu pourrissant-ou dire, mais la « contrepoint » en arabesques qui l'annihile.

Le lyrisme le plus pur

On pourrait lui reprocher d'être trop intelligent, trop critique parfois, en fouillant ainsi les rôles, en étant trop attentif à démontrer la frivolité du spectacle « bourgeois », en tirant quelque peu le prologue du côté de la *Chauve-Souris*, en nous empêchant d'oublier que l'opéra sera d'*Ariane* est d'abord du théâtre avec ses contingences. Mais, au bout de cette mise en scène exigeante, et constamment savoureuse, il ne manque pas de rendre les armes au lyrisme le plus pur. Ainsi, dans la comédie de caractère du prologue, qui serait capable de nous donner un moment d'aussi parfait enchantement que le dialogue de Zerbinetta et du compositeur ? Le visage si enfantin et si sûr de Ruth Welting, tout à coup embué d'émotion profonde, et ce geste admirable par lequel elle découvre ses épaules nues en ramenant son châle sur sa tête, tandis que le compositeur, échevillé de bonheur, l'enveloppe de sa cape, dans le même mouvement qu'à la fin de l'œuvre (*Zerbinetta* et *Ariane*, quand l'opéra sera aura définitivement triomphé... après avoir mis en déroute tous les spectateurs. Ce n'est là qu'un exemple d'une mise en scène qui, comme toujours, mériterait d'être analysée ligne à ligne au fil de la musique.

Au sommet d'une distribution, qui semble heureuse de jouer avec tant de possibilité d'expression personnelle, Trudalisse Schmidt, est la jeune compositrice, le Mozart de cet opéra, aussi impérieuse et virevoltante qu'à Salzbourg, et sa voix éblouissante, claire, vibrante, à l'étroite sœur, jallit jusqu'à l'aigu avec une extrême puissance : une *prima assoluta*. Ruth Welting, délicieuse Zerbinetta, pimpante et potelée, exécute à ravir les plus péril-

leuses vocalises, bien que son timbre n'ait pas encore toute la rondeur et le rayonnement cristallin d'Edith Gruberova (dont un deuil cruel nous a privés). Hélène Garrett soutient remarquablement la grand rôle d'*Ariane*, bien que sa voix large et généreuse et son jeu très pudique ne puissent lutter avec les souvenirs exceptionnels d'une Schwarzkopf ou d'une Behrens. Ne séparons pas les trois nymphes françaises, Éliane Lublin, Anna Ringart et Véronique Dietrich, même si la dernière a une voix plus fraîche.

Côté hommes, Peter Lindroos n'impose dans le rôle du ténor un peu potiche, du Bachus un peu braillet. Qu'il Strauss avait dans l'esprit, et tous les autres sont excellents : Nentwig (le professeur de musique), Ahnaja (la maîtresse à danser), Courtois (le laquais), Durné, Smythia, Mazzola et Lingier (les bouffons), sans oublier la majordoma arrogante de Hans Christian et les personnages muets, mais bien vivants.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 1<sup>er</sup>, 4, 6, 8, 11 et 13 juillet (19 h 30).

(1) Une seule intégrale disponible, mais sans doute la plus belle, celle de Karajan, 1954, avec Schwarzkopf, Sontag, Strick, Schock, etc. (3 disques EMI, 153-03520/22).

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

**VIOLON.** - *Premier prix* : Laurent Canse, Frack Della Valle, Romano Tommasini, Osamu Yaguchi, Philippe Aiche, Mireille Jardon, Hervé Cavellier, Nathalie Lamoureux, Thierry Brédard. *Deuxième prix* : Marie-Hélène Claude, Nadia Medouini, Laurence Maché, Marie Berdot, Anne Bohigas, Guy Comenat, Anissa Tachia, Nadine Falgaire. **TUBA.** - *Premier prix* : Gilles Lutzmann.

**SAXHORN.** - *Premier prix* : Philippe Fritsch. **TROMBONE-BASSE** (aucun prix proclamé).

DANSE

Le concours de l'Opéra : qualité supérieure

C'est sur le plateau du Théâtre des Champs-Élysées, succédant d'une manière diurne à la soirée du Bolchoï, que le corps de ballet de l'Opéra a disputé toute la journée du mercredi 29 juin son concours traditionnel. En tout, trente-neuf danseuses et trente-six danseurs, soit cent cinquante variations à juger, les unes imposées, les autres libres au choix des candidats à la promotion. Car, dans les trois classes - sujets, coryphées et quadrilles - l'espoir de monter au classement ou, mieux, l'espoir de la promotion à la classe au-dessus animait farouchement chacun et chacune.

Dans l'ensemble, cette présentation individuelle du corps de ballet fut d'une qualité supérieure.

La vraie triomphatrice du concours, en réalité, est M<sup>lle</sup> Claude Bessy, la directrice de l'école de danse. C'est elle, et elle seule, qui a su distinguer et former ces jeunes gens et ces jeunes filles dès l'âge où ils étaient « rats ». Le résultat n'est pas seulement esthétique - beaux garçons et très jolies filles se sont succédés à la chaîne - mais technique. Le moderne, enseigné à la mallette dans les divisions, est maintenant interprété avec brio à l'égal des cinq positions classiques de Petipa, et l'on vit même deux candidates présenter résolument deux variations style Béjat ou Roland Petit.

Chez les filles, il était extrêmement difficile de départager la classe des coryphées, telle était la qualité de celles-ci, parmi lesquelles nous avons tout de même distingué M<sup>lle</sup> Grandville et Vayer. Dans la classe des sujets, le choix était encore plus délicat entre M<sup>lle</sup> Stéphan, Gaïda, Goubé, Pietragalla, pour la promotion de futures solistes.

Chez les garçons, la compétition n'avait cessé d'être des plus vives, et l'on vit même un sujet - M. Vu-An - se faire frénétiquement applaudir, contre tous les règlements, à la fin de son acrobatique variation du *Corsaire*. Après quoi, les parisiens de MM. Didier, Legris ou Patéy s'en donnèrent à cœur joie.

Les résultats du concours, qu'on lira ci-dessous, ont été publiés dans la journée de jeudi. Pour ne pas manquer à la tradition, ils ont provoqué des pleurs et des grincements de dents parmi les victimes du sur-place. Notons, sans vouloir polémiquer, que la télévision s'implante glorieusement dans le gynécée sacré de l'Opéra : la promotion de M<sup>lle</sup> Averty comme première danseuse l'atteste tout autant que la récente nomination de M<sup>lle</sup> Legré comme danseuse étoile, après sa participation au « Grand Échiquier » de Jacques Chancel. Deux nouvelles solistes montées en grade à la dernière minute : l'administration sortante aurait pu au moins avoir la pudeur de remettre le choix de ces nominations à Rudolf Noureev, lequel ne prendra ses fonctions de directeur de la danse qu'en septembre et les aurait confirmées - ou infirmées - à la fin de l'année. Mais il fallait sans vergogne brûler ses vaisseaux...

OLIVIER MERLIN.

PALMARES

- *Premiers danseurs* : M<sup>lle</sup> Karin Averty, Yannick Stéphan, M. Olivier Patéy.

- *Sujets* : M<sup>lle</sup> Elisabeth Morin, Sylvie Guillem, Olivia Grandville, MM. Wilfrid Romoli, Laurent Hilaire, Bruno Cauhapé.

- *Chorégraphes* : M<sup>lle</sup> Danielle Dousard, Véronique Doineau, Béatrice Julien, MM. Hervé Dirman, Vivian Felix, Yvan Perron et Jean-Claude Chappard.

La chanteuse américaine Barbara Hendricks, souffrante, a annulé ses engagements jusqu'au 15 juillet. Le régal qu'elle devait donner le 3 juillet à la Grange-de-Monlay pour les Fêtes musicales en Touraine est remplacé par un concert avec le quatuor Borodine et le pianiste Svintoslav Richter, celui qui était prévu le 6 juillet aux Nuits d'Uzès est reporté au 3 août. Au Festival de musique de chambre de Divonne, où devait se produire avec le pianiste Michel Beroff, Barbara Hendricks ne sera pas remplacée. Elle maintient cependant ses engagements pour le Festival d'Aix-en-Provence, les Chorégraphes d'Orange et le Festival d'été de Paris.

THÉÂTRE

Les journées du conservatoire d'art dramatique

(Suite de la première page)

Sous la direction de Blumel, l'enseignement a été marqué par les présences d'Antoine Vitez (parti en 1981 après treize années de présence), de Jean-Paul Roussillon (1971-1979), de Marcel Blumel (1974-1980), et de Pierre Debauché (1974-1982). Autrement, un professeur restait au Conservatoire plusieurs dizaines d'années.

La Conservatoire est « un endroit qui permet les rencontres, qui organise le hasard », dit encore Jacques Rosner. Rencontres des élèves avec ces maîtres prestigieux comme Vitez, Bouquet, et les autres professeurs, rencontres aussi avec des créateurs de passage (Vincent, Chéreau, Pliochon, Marie Cassard, entre autres), mais rencontres aussi des élèves entre eux, qui nouent au Conservatoire des amitiés définitives.

L'art du comédien implique la totalité de l'être, de sa conscience, de ses projets. Il est indissociable que ces rencontres et ces hasards du conservatoire d'art dramatique soient « touchés » par la vie du pays dans son ensemble, et des autres pays : par l'histoire en train de se faire. Les chambardements du mois de mai 1968 orientèrent les styles de jeu et les mises en scène des élèves, puis il y eut une retombée, une accalmie. Une influence anglaise. Une influence allemande.

En ce mois de juin 1983, les Journées de fin d'année, du lundi 27 au jeudi 30 ont marqué une nette tendance à la recherche, à la réflexion, surtout sous l'ascendant de Michel Bouquet, Claude Régy et Jacques Lassalle. Il s'agit presque d'une pratique scientifique du geste et de la diction, si poussée, si analysée, qu'il devient difficile de déceler les dons et les présences réels des jeunes comédiens.

C'est Michel Bouquet, le jeu prend l'allure d'un exercice de style, assez immatériel, déglissé, distancé. Nous ressentons un code de manières distinguées, comme les signes d'une société dramatique secrète. Un cérémonial de grande allure, qui cache les instincts. Mais Marie-Armelle Deguy, quoique observant strictement ce « mystère », n'a pu cacher une très belle et très intense nature d'actrice. Yves Lambrecht (qui imite beaucoup Bouquet) et Pascal Decolland ont de fortes présences comiques.

Chez Claude Régy, le théâtre se fait plus secret encore, et plus lent. On dirait des séminaires de somnambules taciturnes. Mais ces farfouilles

ont, par moments, des acrobates clownesques, qui nous permettent d'entrevoir les dons de Jean-Claude Vogel (au visage aveuglé de peur du cinéma) et d'Étienne Pommeret (à l'allure de vigneron du Midi).

Chez Jacques Lassalle, la stylisation est moins systématique, la gaieté plus diffuse. Les textes sont courts mis à plat, cela ressemble à du mime en feuilles. Avec beaucoup de silence, aussi. D'excellents comédiens déjà, comme Catherine Anna, Jean-Marc Roudot, Philippe Faure, José-Luis Postigo. Une actrice bizarre a fait un triomphe : Clotilde Mollet, petite femme à la voix imperceptible, aux yeux potrus.

Ces trois classes ont en commun une qualité d'intelligence, une tenue réflexive, un approfondissement des techniques, et, en revanche, une certaine froideur, un manque de vie, comme si nous n'avions droit qu'à des échantillons isolés, sans que la flux vital de la pièce soit là.

Dans la classe de Jean-Pierre Michel se trouve une actrice d'avenir, Régina Cendra, habillée, riche, non maniérée, et, dans la classe de Viviane Théophilides, une comédienne

attachante, mystérieuse, Annette Kupfer.

Dans la classe de Pierre Vial, d'allure bonne et naturelle, plusieurs comédiens déjà accomplis : Georges Boukoff, Jean-Bernard Fattusi, Anne Teyssedra, Sophie Fontaine, Gilles Devit, Hélène Alexandrakis. Et, chez Pierre Vial toujours, une rareté : une femme qui a une dimension apparente de tragédienne (la seule cette année) : Sylvia Borgé. Elle jouait la Clytemnestre de l'*Iphigénie de Racine*, elle n'avait pas un long texte à dire, mais sa voix, son attitude d'ensemble, la force de son regard, la vérité et la poésie qu'elle diffuse, sont d'une vraie tragédienne, s'était très beau.

Enfin, dans la classe plus traditionnelle de Jacques Sereys, *l'ours*, merveilleuse comédie en un acte de Tchekhov, a été très bien enlevée par Françoise Bourret et Georges Camacho. Et il y avait chez Sereys un comédien, François Bourcier, qui sait tout faire, tout jouer, avec une adresse implacable, à croire qu'à trois mois il récolte déjà Shakespère ou Beckett debout sur son berceau : ça fait presque peur.

MICHEL COURNOT.

Denise Bonal et Daniel Mesguich sont nommés professeurs

Denise Bonal et Daniel Mesguich viennent d'être nommés professeurs au Conservatoire national d'art dramatique en remplacement de Jean-Pierre Michel - nouveau directeur - et de Jacques Lassalle, nommé à la tête du Théâtre national de Strasbourg. Viviane Théophilides, qui avait remplacé Pierre Debauché - démissionnaire - est confirmée dans son poste.

Denise Bonal a été comédienne au Théâtre national de Strasbourg, à la Comédie de Rennes, à la compagnie des Athéniens, pour laquelle elle a écrit *Légers* en sept (mise en scène de Viviane Théophilides). Elle a également écrit *Honoré* par un petit monument, et les *Moutons de la nuit* présentés respectivement par Jean-Claude Grunewald aux Festivals de Lyon et à celui d'Avignon. Sa dernière pièce, *Portrait de famille*, est inscrite au programme des Écritures contemporaines au Festival d'Avignon.

Daniel Mesguich, élève au Conservatoire, monte son premier spectacle : le Châtelet, d'après Kafka, en 1972, puis les *Catouches*, de Moraly, *Candida*, d'après Voltaire. Il fonde sa compagnie, le Théâtre du miroir, à laquelle il adjoint une école. Il monte un Prince travesti qui fait

scandale et le lance. Il déconstruit les classiques : Britannicus, *Andromaque*, présente Des épaules aux pieds, de Paul Huet, aboulissement d'un atelier de recherche à Théâtre ouvert.

Suivent *Remembrance d'amour*, qu'il écrit avec Serge Valenti, Palais d'hiver, de Rezvaol, *Sandage*, d'Alexandre Hardy, Hamlet, au centre dramatique des Alpes. A la cour d'honneur : le Roi Lear, le Saint-Denis, Tête d'or, à l'Opéra, le Grand Macabre, de Ligeti, à l'Opéra-Comique, l'Amour des trois oranges, à l'Athénée, l'Invitation d'Avignon, au Théâtre municipal de Dénovon, à la croix, d'après Caldeon. Comédien, la télévision le voue aux rôles historiques : Kafka, Napoléon. Au cinéma, il a joué principalement dans *Dossier 51*, la Banquière et la Belle Captive.

**CHALLOT** LE PRINCE TRAVESTI  
Marivaux • Antoine Vitez  
Grand Théâtre  
Du 3 juin du 9 juillet à 20h30. Dimanche à 15h.  
Relâche dimanche soir et lundi. 727.8715.

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
15, avenue Montaigne - 75008 PARIS  
DU 24 JUIN AU 20 JUILLET 1983.  
**ETOILES DU BOLCHOÏ**  
avec  
Vladimir VASSILIEV  
Tous les soirs, sauf jeudis et dimanches.  
Location au théâtre et par téléphone au  
723.47.77, de 11 h à 17 h 30.

GALERIE DU MESSAGER  
L'épopée du courrier aérien et de la «Postale de nuit»  
**LA POSTE ET L'AVIATION**  
17 juin au 3 septembre  
tous les jours sauf dimanches et fêtes  
MUSEE DE LA POSTE - 34 bd de Vaugirard - Paris 15e

PARAMOUNT CITY - TRIOMPH (V.O.) - PARAMOUNT ODÉON (V.O.)  
MOVIES RALLIES (V.O.) - PARAMOUNT MARIVAUX (V.F.)  
PARAMOUNT MONTMARTRE (V.F.) - CONVENTION ST-CHARLES (V.F.)  
PARAMOUNT LA VARENNE (V.F.) - CLUB Maisons-Alfort (V.F.)  
LUX Bagneux (V.F.)

BURT REYNOLDS & GOLDIE HAWN  
Comment réussir un mariage tout en restant...  
*Les Meilleures Amies*  
FILM DE NORMAN JEWISON  
Distribué par Warner Classics Film

LOCATION OUVERTE pour toutes les représentations du mois de juillet (1<sup>er</sup> au 31 inclus)

**COMÉDIE-FRANÇAISE**  
salle Richelieu  
JULIET 1983  
**LES ESTIVANTS**  
Gorki  
mise en scène Jacques LASSALLE  
**LE MÉDECIN VOLANT**  
et **AMPHITRYON**  
Molière  
mise en scène Philippe ADRIEN  
**LES FEMMES SAVANTES**  
Molière  
mise en scène Jean-Paul ROUSSILLON  
**LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR**  
et **LA COLONIE**  
Marivaux  
mise en scène Jean-Pierre MIQUEL  
En alternance  
du 11h à 18h T.L.J.



# SPECTACLES

## théâtre

### Les salles subventionnées et municipales

**OPÉRA** (742-57-50), 19 h 30 : Otello.  
**SALLE FAVART** (296-06-11), 19 h 30 : Ariane à Naxos.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Les Estivants. - Thèmes de Chamy : 21 h : le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc.  
**CHAILLOT** (727-81-15), Grand Foyer, 18 h 30 : Adolphe, le notaire ; Grand Théâtre : 20 h 30 : le Prince travesti.  
**ODÉON** (323-70-32), 21 h 30 : Le Petit Odeon (323-70-32), 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.  
**BEAUBOURG** (277-13-33), Châteauneuf : 15 h et 18 h : - Présences polonaises.

### Les autres salles

**A DEJAZET** (887-47-34), 21 h : Darling darling.  
**ATELIER** (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau.  
**CARREFOUR DE L'ESPRIT** (633-45-65), 20 h 30 : Zola Zola Zola...  
**CARTOUCHE**, Eglise de bois (808-39-74), 20 h 30 : Patience, patience dans l'azur ; Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : la Débutante.  
**CENTRE CULTUREL DU MARAIS** (172-73-52), 20 h 30 : Roman Rock à l'issue du thé.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (720-08-24), 20 h 45 : Pauvre France !  
**COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11), 20 h 30 : George Dandin.  
**CRÉATIS** (887-28-56), 21 h : Aurelia Seiner.  
**DAUNOU** (261-49-14), 21 h : Un canap-lit.  
**ELDORADO** (208-45-42), 20 h 30 : Théâtre de Bouvard.  
**ESPACE-GAITE** (327-13-54), 20 h 30 : M. Baquet.  
**ESPACE-MARAIS** (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.  
**FONTAINE** (874-74-40), 20 h 30 : la Malibran.  
**GAITE-MONTMARTRE** (322-16-18), 20 h 45 : la Femme Libérée.  
**GALERIE 55** (326-63-51), 21 h : Play it again Sam.  
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Amours de Nell.  
**JARDIN SHAKESPEARE DU PRÉ CAYLAIN** (602-53-30), 20 h : The Comedy of Errors.

**LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un notaire.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 18 h 30 : Stella Memoria ; 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h : Jeu même. - IL 20 h 30 : Mieux ; 22 h 15 : l'Intrus. - Petite salle 22 h 15 : Permis de séjour.  
**MADELEINE** (265-07-09), 20 h 45 : l'Amour fou.  
**MARAIS** (278-50-27), 20 h 30 : le Plaisir berline.  
**MARIGNY, salle Gabriel** (225-20-74), 21 h : la Surprise.  
**MICHEL** (265-35-02), 21 h 15 : On dinera au lit.  
**MONTMARTRE** (320-89-90), 21 h : R. Devos. - Petit-Montmartre 21 h 15, 16 h : l'Astronome.  
**MUSÉE DU PETIT PALAIS** (277-92-26), 21 h 15 : Lorenzaccio.  
**PALAIS DES GLACES** (607-49-93), 21 h : Folies d'opéra.  
**POCHÉ** (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.  
**POTINIERE** (261-44-16), 20 h 45 : Il s'agit de Fagotto.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10), 20 h 45 : le Fantôme à bascule.  
**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79), 21 h 30 : l'Écume des jours. - IL 20 h 30 : Huis clos ; 22 h : Voies de silence.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : les Bâtes enrou ; 22 h : Nous en fait où on nous dit de faire.  
**THÉÂTRE DU LYS** (327-88-61), 20 h 30 : le Monte-Plais.  
**THÉÂTRE NOIR** (346-91-93), 20 h 30 : A petit feu de chagrin.  
**THÉÂTRE-18** (226-47-47), 20 h : Ville sans sommeil ; 22 h : la Voisin.  
**THÉÂTRE PRÉSENT** (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de quat'zons.  
**TRISTAN-BERNARD** (522-08-40), 21 h : les Dix Petits Nègres.  
**UNION** (770-90-94), 20 h 30 : Vol au-dessus d'un nid de coucou (en anglais).  
**Les cafés-théâtres**  
**ATHLETIC** (634-03-83), 21 h : Un caniche sur la boue.  
**AU REC-FIN** (296-29-35), 19 h : Gertrude morte cet après-midi ; 20 h 30 : Tolu-Balm ; 22 h : le Président.  
**BEAUBOURGEOIS** (272-08-51), 19 h 30 : Toucher pas au fric.  
**BLANCS-MANTEAUX** (887-15-84), 18 h 15 : Arouh - MC2 ; 21 h 30 : les Démones boules ; 22 h 30 : les Sacré Moustache. - IL 20 h 15 : les Cade ; 21 h 30 : Qui a tué Harry Grand ? ; 22 h 30 : Version originale.  
**CAFÉ D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : Tint, voilà deux bouilles ; 21 h 30 :

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**

**281-26-28 +**

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Vendredi 1<sup>er</sup> juillet**

**Le music-hall**  
**BORINO** (322-74-84), 20 h 45 : le Cirque imaginaire.  
**ÉLYSÉE-MONTMARTRE** (252-25-15), 21 h : Montmartre Folie.  
**La danse**  
**PALAIS DES CONGRÈS** (758-13-03), 20 h 30 : le Lac des cygnes.  
**TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-47-77), 20 h 30 : Ballets du Bolchoï.  
**THÉÂTRE NOIR** (346-91-93), 20 h 30 : Des voyageurs.

**Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.**  
**La Cinéma-thèque**  
**CHAILLOT** (704-34-24)  
 15 h : la Boîte aux rêves, G.Y. Adépre ; 19 h : Carte blanche à la cinémathèque du Luxembourg ; 21 h : Dimanche de la Berr ; le Malade imaginaire, de D. Sirik ; Heart of age, d'O. Welles ; the Grover Story, de J. Ford ; 21 h : l'Éventail de lady Windermere, d'O. Preminger.  
**BEAUBOURG** (278-35-57)  
 15 h : Chevaux de bois, d'E. von Stroheim ; 17 h : la Grande ville, de G. Dégennes ; 19 h : Chinoïsa indien ; Raison, discussion et un comte, de R. Ghatak.

**Les chansonniers**  
**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes os.  
**Les comédies musicales**  
**BOUFFES-PARISIENS** (296-60-34), 21 h : Pts-Ph.

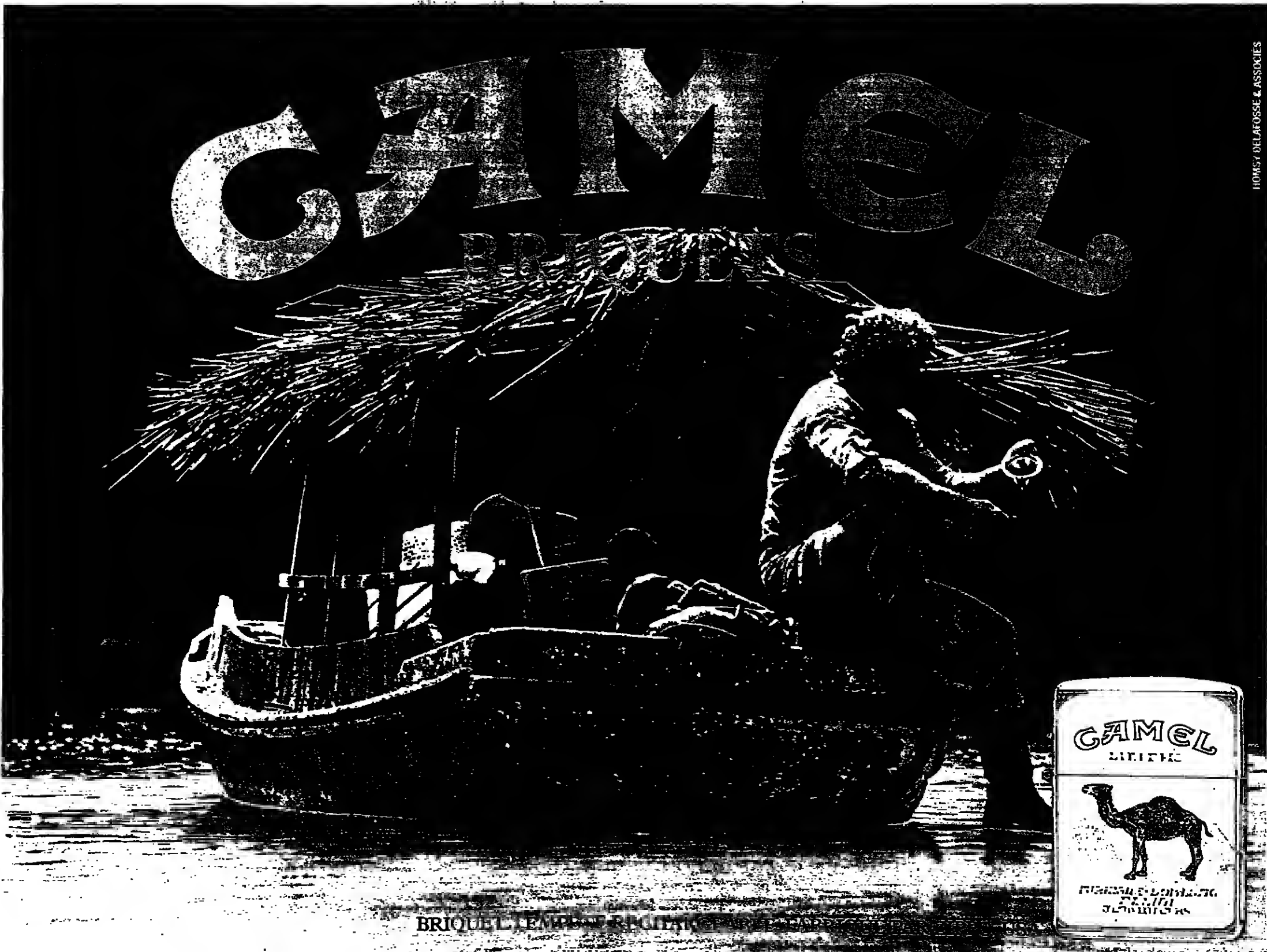
**Les exclusivités**  
**A BOUT DE SOUFFLE MADE IN U.S.A.** (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-59-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; Normandie, 8 (359-31-97) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.F. : Rex, 2 (226-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boule-

**Les concerts**  
**RADIO-FRANCE**, Auditorium 106, 18 h 30 : Musique ancienne.  
**LUCERNAIRE**, 21 h : H. Légrince-Ringue (Mozart, Schumann, Chopin).  
**ESCALIER D'OR**, 19 h : Quatuor de saxophones G. Pierré (Woodie, Weill, Fohrenbach).  
**SALLE PLEYEL**, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboim (Mozart).

**Festivals**  
**XX FESTIVAL DU MARAIS** (887-74-31)  
**HOTEL DE BETHUNE-SULLY**, 21 h 30 : le Tailleur de la place Royale.  
**HOTEL D'AUMONT**, 21 h 30 : Cie de Ballets du Four soliste.  
**CENTRE CULTUREL DE WALLONIE-BRUXELLES**, 20 h 45 : Vingt minutes d'entracte.  
**TH. ESSAÏON**, 18 h 30 : Un mari à la porte ; 20 h 30 : le Nô de Saint-Denis ; 21 h 45 : Sally Mara ; 22 h 30 : le Cade ; 21 h 15 : Bertrand strip-tease.  
**EGLISE SAINT-MERCI**, 21 h 15 : Quintette à vent Aulos de Stuttgart (Hindemith, Milhaud, Ravel...)  
**PLACE DU MARCHÉ-SAINT-CA-THÉRIE**, 19 h 30 : Fantasia.  
**CAVE GOTHIQUE DE L'HOTEL DE BEAUBOURG**, 20 h 30 : Ecoute le vent sur la lande.

**Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.**  
**La Cinéma-thèque**  
**CHAILLOT** (704-34-24)  
 15 h : la Boîte aux rêves, G.Y. Adépre ; 19 h : Carte blanche à la cinémathèque du Luxembourg ; 21 h : Dimanche de la Berr ; le Malade imaginaire, de D. Sirik ; Heart of age, d'O. Welles ; the Grover Story, de J. Ford ; 21 h : l'Éventail de lady Windermere, d'O. Preminger.  
**BEAUBOURG** (278-35-57)  
 15 h : Chevaux de bois, d'E. von Stroheim ; 17 h : la Grande ville, de G. Dégennes ; 19 h : Chinoïsa indien ; Raison, discussion et un comte, de R. Ghatak.

**Paramount Galaxie**, 13<sup>e</sup> (550-18-03) : Paramount Montparnasse, 14<sup>e</sup> (329-00-101) ; Paramount Odéon, 15<sup>e</sup> (540-45-01) ; Paramount Maillot, 17<sup>e</sup> (738-34-24) ; Paramount Montmartre, 18<sup>e</sup> (606-34-25) ; Secours, 19<sup>e</sup> (241-77-99).  
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHIE PERDUE** (A, v.o.) : Trois Hautsman, 9 (770-47-55).  
**LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE** (A, v.o., v.f.) : Ermitage, 10 (359-15-71) ; - V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Galté Boulevard, 2 (233-67-06).  
**LA BELLE CAPTIVE** (Fr.) : Desfer (H. sp.), 14 (321-41-01).  
**LA BÊTE NOIRE** (Fr.) : Forum, 1<sup>e</sup> (297-53-74).  
**BLADE RUNNER** (A, v.f.) : Opéra Night, 2 (296-63-56) ; Rivoli Beaubourg (H. sp.), 4 (572-43-32) ; Boite à films (H. sp.), 17 (622-44-21).  
**CARBONE 14, LE FILM** (v.o.) : Le Marais, 4 (278-47-86).  
**C'EST FACILE, CA PEUT RAPPORTER VINGT ANS** (Fr.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).  
**LE CHOIX DE SOPHIE** (A, v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; - V.F. : U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).  
**COUP DE FOUDRE** (Fr.) : Marignan, 8 (359-92-82) ; Parassiana, 14<sup>e</sup> (329-83-11).  
**CRÉPESHOW** (A, v.o.) : Gaumont Halles, 1<sup>e</sup> (297-49-70) ; Saint-Germain Ruebette, 2 (633-63-20) ; Élysées Luciole, 8 (359-36-14) ; George V, 8 (562-41-46) ; - V.F. : Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70) ; Lumière, 9 (246-04-07) ; U.G.C. 12<sup>e</sup> (343-05-87) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14<sup>e</sup> (327-84-50) ; Images, 18<sup>e</sup> (522-47-94).  
**DANS LA VILLE BLANCHE** (Sok.) : 14 Juillet Parassiana, 6 (326-58-00).  
**DE MAO A MOZART** (A, v.o.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16).  
**DARE CRISTAL** (A, v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).  
**LA DERELICTA** (Fr.) : Studio des Ursulines, 9 (354-39-19).  
**L'ÉTÉ MEURTRE** (Fr.) : Gaumont Halles, 1<sup>e</sup> (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Quinette, 5 (633-79-38) ; Colisée, 8 (359-36-46) ; George V, 8 (562-41-46) ; Saint-Lazare-Passagier, 8 (387-35-43) ; François, 9 (770-33-88) ; Nations, 12<sup>e</sup> (343-04-67) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (331-60-74) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (539-52-43) ; Montparnasse-Pubé, 14<sup>e</sup> (350-12-06) ; Bienvenue-Montparnasse, 15<sup>e</sup> (544-25-02) ; Victor-Hugo, 16<sup>e</sup> (727-49-75) ; Pabé-Clichy, 18<sup>e</sup> (522-46-01).  
**LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (Bor.-A, v.o.) : Quinette, 5 (633-70-38) ; George V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; - V.F. : François, 9 (770-33-88) ; Montparnasse, 14<sup>e</sup> (327-52-57).  
**DIVA** (Fr.) : Panthéon, 5 (354-35-04) ; Marboef, 8 (225-18-45) ; Calypso, 17<sup>e</sup> (622-44-21).



هكمان النحل





# COMMUNICATION

A voir

## Four européen

Il s'y sont mis à plusieurs, italiens, suisses, anglais, allemands, français. Ils ont dépensé trente-cinq millions de francs, fait travailler plus de cent acteurs et deux mille figurants. Ils ont reconstitué la Scala, dévalisé les phonothèques et mis à contribution les monstres sacrés de l'art lyrique. Tout cela pour en arriver là :

Ce « Viva Verdi » en dix épisodes - cet exemple type des grandes coproductions européennes qui doivent, paraît-il, sauver la création télévisuelle inspirée surtout l'ennui.

Desservi par un doublage qui frotte avec le ridicule, un commentaire omniprésent méchant l'action, digère les effets dramatiques et fait irrésistiblement penser à ces albums-disques chargés de distiller la musique aux petits enfants.

A voir donc pour les trop rares moments où la sublime musique de Verdi survit à la débâcle. Encore faut-il passer sur les premiers épisodes, où l'imparturbable commentaire nous prévient que « le maître ayant détruit ses œuvres de jeunesse, la musique que vous entendez n'est pas de Verdi. Veuillez nous en excuser ». Fort heureusement pour les amateurs d'art lyrique, Antenne 2 nous promet cet été le Falstaff de l'Opéra de Paris et la Furce du destin du Festival d'Orange.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

★ « Viva Verdi », premier épisode, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, 20 h 35, Antenne 2.

## LA TÉLÉVISION-PIRATE D'ANTÈNE 1

### Trois heures de liberté sur un toit de Barbès

Soirée folle pour Antenne 1, la télévision privée par voie hertzienne à qui l'autorisation d'émettre avait été refusée le 24 février 1983 (le Monde du 25 février) et qui a tenté une nouvelle opération-pirate sur un toit du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dans la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet entre 23 h 45 et 2 h 45 du matin, en utilisant le canal 47.

Mystérieux contact par téléphone, jeudi midi 30 juin : Emmanuelle K. prévient : « On ne peut rien dire encore, ni le lieu ni la fréquence ; rappelez-vous à 18 heures à tel numéro ». Un jeu de piste pour atteindre, vers minuit, dans le quartier de la Goutte-d'Or, l'immeuble indigne et plutôt délabré, il cadre parfaitement avec la clandestinité du rendez-vous. Arrivés au sixième étage, silencieux, on se demande si Antenne 1 n'a pas renoncé à faire son expérience. Mais, parvenus sur le toit en zinc, légèrement en pente, une antenne se dresse. Une trentaine de personnes groupées autour d'un écran regardent, émus, des images hésitantes. Quelques journalistes persévérants, un député du secteur venu incognito, et plusieurs animateurs de radio-libres s'animent. C'est « Radio-Mouvance », une radio privée non-autorisée qui a accepté d'accueillir, dans ses locaux, Antenne 1, une des premières télévisions pirates.

L'organisateur de « Radio-Mouvance » nous explique : « Il s'agit de 150 000 francs, et chaque radio libre peut créer une télévision libre ». L'équipe d'Antenne 1, cette nuit, n'est pas peu fière : Eric Tery déclare : « On va enfin pouvoir diffuser des images entièrement autonomes ! » puis : « La télévision, c'est uniquement des images et de la musique ». L'important, c'est d'émettre, le contenu est secondaire : on a juxtaposé des extraits de films vidéo, on passe quelques séquences filmées en direct. Pour-

tant, quand un extrait de film érotique apparaît sur l'écran, tout le groupe s'agasse aussitôt autour du poste. Régis Servant, un autre animateur, grimpe sur l'antenne, l'aventure continue ; il montre les « actions libres » de 100 francs dessinées par Kiki Picasso, destinées à financer Antenne 1.

La nuit avance, quelqu'un remarque : « Domage que, à cette heure-ci, tout le monde dorme ! ». Mais le précédent est créé, la télévision libre par voie hertzienne a fait ses premiers pas bien qu'émettant ici à une puissance de 10 watts seulement.

Vers 3 h 30, des policiers munis d'une commission rogatoire viennent interrompre les réjouissances. Deux animateurs, Michel Fizin et Régis Servant sont appréhendés. Ils devaient être remis en liberté, vendredi, en début de matinée. Le matériel utilisé avait pu, cependant, être discrètement démantelé par les autres membres de l'équipe d'Antenne 1. - L.A.

● Europe 1 n'a rendu hommage, jeudi 30 juin, à la mémoire du fondateur de la station, en novembre 1954 : M. Charles Michelson, décédé en mai 1970. A cette occasion, le président de la République a adressé un message à la famille Michelson dans lequel il évoque, « à propos du disparu, la qualité de « pionnier de la radiodiffusion et, au-delà, de visionnaire » de la communication.

## Vendredi 1<sup>er</sup> juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Francis Cabrel.
- 21 h 40 Caméra une première : Opération bonheur.
- Réal J.-C. Cabanis avec R. Girard, M. Peterson... Un producteur de télévision se marie en direct, et érige son couple en étalon-or : une comédie dite « burlesque ».
- 22 h 5 Histoires naturelles : Les gardes-pêche.
- Emission d'E. Lalou, L. Barthe et J.-P. Fleury.
- 23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : Verdi.
- De R. Castellani.
- Prendre l'épisode de la colossale biographie de Giuseppe Verdi destinée à éveiller d'un souffle lyrique nos soirées estivales. Le résultat est un purisme didactique qui défie les meilleurs moments de la télévision scolaire.
- 21 h 25 Apostrophes.
- Magazine littéraire de B. Pivot.
- L'homme blanc à travers le monde, sont invités : A. Brink (Sur un banc du Luxembourg), P. Bruckner (Le Sanglot de l'homme blanc), R. Charney (La Terre des adieux), M. Drot (Et maintenant, si nous parlions de l'Afrique du Sud), R. Dumont (Finis les lendemains qui chantent).
- 22 h 40 Journal.
- 22 h 50 Ciné-club (cycle les années 70) : Corps à corps.
- Film français de P. Vachaud (1979), avec H. Surgère, N. Silberg, M. Robinson, M. Mezires, B. Bruno, S. Saviane.
- Un garagiste du Kremlin-Bicêtre tombe amoureux fou d'une pharmacienne, bourgeoise de vingt ans son aînée. Elle finit par céder à sa passion, chacun se perdant dans la jouissance de l'autre. L'histoire est plus que les différences sociales et la morale traditionnelle. Poésie et tragédie des sentiments. Quelques scènes populistes dans la tradition des années 30 gèrent un peu le lyrisme de cette œuvre, de toute façon profondément troublante.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Vendredi : Brizola, l'homme de Rio.
- Magazine d'information d'A. Compagnon.
- 1983. Rio fête dans les rues l'investiture du nouveau gouverneur de l'Etat de Rio : Leonel Brizola, qui a remporté, contre le candidat des militaires, les premières élections démocratiques depuis 1964. Une enquête de Mariella Righini et Pierre-Bernard Soulier sur le climat, les espoirs, les chances de ce nouveau parti porté au pouvoir, entre autres, par les pauvres de la favela ; un reportage vivant.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Festival international du jazz à Juan-les-Pins.
- Emission de J.-C. Averty.
- Avec Ray Charles.
- 22 h 23 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
- L'album imaginaire de Robert Delpey, commenté par C. Ockrent, journaliste.
- 22 h 25 Prélude à la nuit.
- « Fantaisie en ut mineur » de Mozart par A. Kontarsky (piano).

### FRANCE-CULTURE

- 20 h Majorités politiques et alternatives, avec G. Russo, B. Olivi, J. Rovau, A. Mathieu et P. Viveret.
- 21 h 30 Black and blue : Festival d'été, avec P. Carles.
- 22 h 30 Nuits magiques : langues de vipères et autres serpents.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert : (en direct de Lausanne) : « Prélude à l'après-midi d'un faune » ; « Six épigrammes antiques » de Debussy ; « L'Enfant et les sortilèges » de Ravel, par le Nouvel Orchestre Philharmonique, les chœurs et la maîtrise de Radio-France, dir. A. Jordan, sol. C. Alliot-Lugaz, G. Raphael.
- 22 h 30 Fréquence de nuit : Nuits noires : la peur du vide.

## Samedi 2 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 45 Vision plus.
- 10 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 35).
- 12 h Bonjour, bon appétit.
- Magazine de M. Oliver : le gâteau aux coriandes.
- 12 h 30 La séquence du spectateur.
- 13 h Journal.
- 13 h 40 Série : Los Angeles, années 30.
- 15 h 10 Série : Les Français du bout du monde.
- Un Français au Mexique.
- 16 h 55 Téléfilm : Un héros de l'Ouest. (Redif.)
- Un jeune Américain défie un cowboy contre les Indiens, en profitant d'une bande de hors-la-loi.
- 18 h Trente millions d'amis.
- Le potok, poney ou cheval ?
- 18 h 35 Magazine auto-moto.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Dallas.
- 21 h 25 Droit de réponse.
- Emission de Michel Polac.
- Sous les signes, la plume, avec Alain Bombard.
- 22 h 50 Étoiles en vol : le rock et le cinéma.
- Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
- Des entretiens de R. Lester, N. Roeg, M. Faithfull, Waters, M. de Ville, J. Temple, J. Hallyday et B. Dauman, des extraits de King Creole, More, Flash...
- 23 h 40 Journal.

- 22 h 58 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- L'album imaginaire de Claude Nuri par D. Idari, fabricant de jambon.
- 23 h Musical-Club.
- « De Miel Bolletti Spirit », de G. Verdi, interprété par le ténor L. Alva.

### FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : un cadeau culturel.
- 8 h, Les chemins de la connaissance.
- 8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : la culture et l'art sont-ils socialement et économiquement rentables ?
- 9 h 7, Matinée du monde contemporain.
- 10 h 45, Démarches avec... Guy de Rothschild pour : « Contre bonne fortune ».
- 11 h 2, Musique : Libre parcours récital. (Et à 16 h 20).
- 12 h 5, Le post des arts.
- 14 h, Sous.
- 14 h 5, Les samedi de France-Culture : Sœur Juana Inés de la Cruz, de L. Mizon.
- 18 h, Colloque « guerre et paix au Liban », par A. Ouzias.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 21 h 30, La R.T.N.F. présente : Quand la poésie mène à la physique.
- 20 h, « La Guerre », de C. Goldoni. Avec J.-P. Cassel, A. Falcon, D. Labourie.
- 22 h, Ad lib.
- 22 h 5, La fin du samedi.

### FRANCE-MUSIQUE

- « Les Provinciales », tournée avec les radios régionales et locales.
- 6 h 2, Samedi-matin, œuvres de Mozart, Scriabine, Dumont, Dvorak, Puccini.
- 8 h 5, L'âge d'or de la musique sacrée en Lorraine : œuvre de Clément, Lassus, Calcin, Goudimov.
- 9 h, Fréquence Nord, musiques dans le nord de la France.
- 11 h 5, La tribune des critiques de disques : Hommage à Otto Klemperer.
- 12 h 35, Radio Midi-Pyrénées : magazine sur la vie musicale régionale.
- 14 h, Radio Landes : Portrait de la pianiste M.-C. Girod.
- 15 h, L'artère 1 chaussons.
- 16 h 30, Radio Côte-d'Azur : musique traditionnelle de Méditerranée.
- 18 h, Radio Midi-Pyrénées : studio concert en direct de l'église des Augustins à Toulouse, œuvres de Weckmann, Noerd, Astor, Byrd, Brahms, Bach.
- 19 h 35, Radio Aquitaine : La guerre du jazz n'aura pas lieu.
- 20 h 30, Radio Midi-Pyrénées : Concert en direct du Salon Rouge du musée des Augustins à Toulouse, « tricornes » de Frescobaldi, œuvres de Gabrieli, Guami, Rossi, Rognoni, Monteverdi, Gabrieli, et Frescobaldi, par l'ensemble de cuivres anciens de Toulouse « Les Saguebouteurs », quatorze de violon de gambe.
- 22 h, Radio-Alsace : musique juive avec le chanteur Benjamin Müller.
- 23 h 30, Radio-Vosges : Jazz, Jon Hendricks Family, concert enregistré le 24 juin au Hot Basso d'Alsace-Provence.

### TRIBUNES ET DÉBATS

#### DIMANCHE 3 JUILLET

- M. Pierre Mauroy, premier ministre, est invité à l'émission le « Grand Jury-R.T.L.-le Monde », sur R.T.L. à 18 h 15.
- M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 h.
- M. Y. Neeman, ministre israélien de la recherche scientifique, répond à la rédaction en direct de Jérusalem, à 22 h 30 sur « Radio J », 93,90 MHz, Paris.

# SPORTS

## AU TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

### Condition féminine

Gagnante des demi-finales féminines, jeudi 30 juin, Martina Navratilova et Andrea Jaeger disputeront samedi 2 juillet la finale de Wimbledon, réédition du tournoi de Roland-Garros 1982.

Wimbledon. - La gagnante de la finale du simple dames des Internationaux de Grande-Bretagne - Martina Navratilova ou Andrea Jaeger, recevra samedi 2 juillet 60 000 livres sterling (720 000 mille francs). Cette somme, en augmentation de 65 %, par rapport à 1982, est plus élevée que le traitement annuel de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher.

Le successeur de Connors au palmarès masculin touchera seulement 6 600 livres de plus (79 200 francs). Depuis le début des années 70, l'organisation des joueuses professionnelles (W.T.A.) n'a cessé de réclamer l'égalité des dotations. Elle est presque arrivée à ses fins. Les Internationaux des États-Unis offrent des prix identiques aux champions des deux sexes : à Roland-Garros et à Wimbledon, la marge (11 %) est désormais infime.

A priori, le long combat de Wimbledon l'a abouti à plus d'équité. Toutefois, les commanditaires, sans lesquels le tennis professionnel ne serait pas ce qu'il est, ne voient pas la situation du même œil. Dans un tournoi du grand chelem, les matches masculins se disputent au meilleur des cinq sets. La victoire la plus rapide ne peut guère être acquise en moins de quatre-vingt-dix minutes, ce qui fait l'affaire des commanditaires.

Quelle que soit la nature du tournoi, les matches féminins se déroulent au meilleur des trois sets. Sur des surfaces lentes comme la terre battue, où la génération des liftuses fait des rallyes interminables, les parties peuvent durer indéfiniment. L'ennui, c'est que le public ne se passionne guère pour ces échanges. Les montrer à la télévision constitue presque une contre-publicité. Sur les surfaces rapides, à l'inverse, les amateurs se passionnent pour ces matches qui peuvent servir de modèles aux joueurs du dimanche. Leur durée, qui se réduit alors comme peau de chagrin, est nettement insuffisante pour que les annonceurs y trouvent leur compte.

« A salaire égal, travail égal », commencent à murmurer les four-

### De notre envoyé spécial

nisseurs. Un murmure entendu par l'association des joueuses professionnelles qui étudie une modification des règlements afin que les demi-finales et la finale des principaux tournois se déroulent au meilleur des cinq sets, comme pour les hommes. A peine lancée, cette idée a été tournée en dérision. Pourtant il n'y a pas grand-chose qui s'oppose à l'adoption des cinq sets dans les matches féminins. Il y a quinze ans, les dames ne pouvaient pas courir aux Jeux olympiques sur des distances supérieures à 800 mètres. Aujourd'hui, les dix meilleurs marathoniennes bouclent les 42,195 kilomètres dans un temps inférieur à celui d'Alain Mimoun aux Jeux de Melbourne en 1956. Les progrès athlétiques des joueuses de tennis sont comparables. Elles peuvent tenir la distance des cinq sets. Et sur une surface ultra rapide comme le gazon de Wimbledon, il n'y aurait pas grand risque à tenter le coup. Cela aurait un avantage d'éviter aux spectateurs un vif sentiment de frustration, comme ils ont pu en ressentir, le 30 juin, à l'occasion des demi-finales féminines éclaircies.

### Poids lourd et poids mouche

La néo-Américaine Martina Navratilova, tenante du titre, a mis trente-six minutes seulement pour gagner sa qualification à la quatrième finale de sa carrière à Wimbledon. Depuis le début du tournoi, en cinq tours, Navratilova avait passé quatre heures sur les courts, son match le plus bref ayant été de vingt-six minutes au premier tour. La petite Sud-Africaine Yvonne Vermaak, qui avait réussi à prendre deux sets à Navratilova au cours de leurs cinq précédentes rencontres, ne put même pas faire de la figure d'imbécile. On aurait dit un combat entre un boxeur poids lourd et un poids mouche. Pétrifiée sur la ligne de fond, empêtrée avec sa raquette à grand tamis, Vermaak regardait passer les volées et les smashes de Navratilova, semblait découvrir un monde inconnu et inaccessible. Il est vrai que depuis son élimination de Roland-Garros - à la surprise générale - par Kathy Horvath, Navratilova, qui a congédié

son entraîneur transsexuel René Richard pour être conseillée par Mike Estep, a fait étalage d'une confiance et d'une qualité de jeu exceptionnelles.

En disputant ses chances à la meilleure des cinq manches, Vermaak aurait peut-être eu une attitude moins résignée. Le public du centre court ne s'en serait pas plaint, car, quelques minutes auparavant, il avait assisté à la fin du rêve de la « old lady », Billie Jean King. Andrea Jaeger avait un an lorsque « B.J.K. » gagna le premier de ses six titres en simples aux Internationaux de Grande-Bretagne. Lors de leur unique rencontre précédente l'adolescente s'était imposée, mais jeudi la joueuse fut impitoyable : « Je n'ai pas pu garder la balle dans le court », a regretté la vieille championne, dont la célèbre volée de revers était devenue sans consistance (6-1, 6-1). Andrea Jaeger s'est donc qualifiée pour la deuxième finale d'un tournoi du grand chelem de sa brève carrière. Ce sera la revanche de la finale 1982 de Roland-Garros.

ALAIN GIRAUD.

### LES RÉSULTATS DU 30 JUIN

- SIMPLE DAMES** (demi-finales)
- A. Jaeger (E.-U.) b. Billie Jean King (E.-U.) : 6-1, 6-1.
- M. Navratilova (E.-U.) b. Y. Vermaak (Af.S.) : 6-1, 6-1.
- DOUBLE MESSIEURS** (demi-finales)
- Fleming-McEnroe (E.-U.) b. Jarryd-H. Simonsson (Suède) : 6-2, 6-2, 6-4.
- Tim et Tom Gullickson (E.-U.) b. Curran-Denton (Af.S.-E.-U.) : 7-6, 6-7, 7-6, 6-4.
- DOUBLE DAMES** (quarts de finale)
- Casals-Turnbull (E.-U.-Aust.) b. Leand-Distek (E.-U.) : 6-3, 5-7, 6-2.
- Potter-Walsh (E.-U.) b. Cherveneva-Savebenko (U.R.S.S.) : 6-2, 6-3.
- Navratilova-Shriver (E.-U.) b. Jausovec-K. Jordan (Youg.-E.-U.) : 3-6, 6-3, 6-3.
- Durie-Hobbs (G.-B.) b. Kolbe-Pfaff (R.F.A.) : 6-3, 7-6.

**ATHLÉTISME.** - Maryse Ewanje-Epee a battu le 29 juin à Nîmes le record de France du saut en hauteur avec un bond de 1,91 m. L'ancien record - 1,90 m - était détenu par Charles-Léon Scaron.

A 35 KM DE PARIS

### Venez vivre en famille

le monde merveilleux de Saint-Vrain

• LE MONDE DES ANIMAUX • LE MONDE DE LA PRÉHISTOIRE • LE MONDE DE LA FÊTE

AUTOROUTE A6 - SORTIE VIRY-CHÂTELLON - TEL. : 456.10.80

**SAINT-VRAIN**  
le rendez-vous de l'aventure et de la fête

**un cocktail quand la nuit commence**

Le Negroni.  
1/3 Campari.  
1/3 Gordon's Gin.  
1/3 Martini rouge.  
1/2 tranche d'orange.  
Servir glacé.  
(recette de Fosco Scarselli pour le Comte Negroni).

**L'Enseignement Assisté par Ordinateur (EAO)**  
est la plus grande révolution pédagogique de tous les temps ?

le Journal de la Formation Continue et de l'EAO (Bimensuel)  
vous aide à faire le point  
Désormais en vente chez votre marchand de journaux

مكتبة النخيل



OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

## L'immobilier

hotels particuliers

### A VENDRE TROIS HOTELS SITUÉS EN GAMBIE, AFRIQUE OCCIDENTALE

Ces propriétés sont situées dans un endroit idéal permettant de bénéficier du marché touristique dont l'importance est en croissance constante en Gambie.

LES PRINCIPAUX AVANTAGES SONT LES SUIVANTS :

- Ils sont répartis dans les principales brochures des guides pour voyageurs en groupe.
- Un bail de longue durée (42 années avec option de renouvellement).
- Sites de toute beauté au bord de la plage.
- Zones récréatives étendues.
- Jardins tropicaux élaborés.
- 70 vastes chambres pour deux personnes dans chaque hôtel.

Les investisseurs retenus pourront bénéficier d'avantages financiers considérables.

Il est possible de se procurer de plus amples informations en ce qui concerne ces propriétés et la tourisme en Gambie sur demande.

Les personnes intéressées doivent s'adresser en tout premier lieu à :

AKT Hopper Esq  
Pannell Kerr Forster  
Associates  
Lee House  
London Wall  
London EC2Y 5AL  
ENGLAND

Pannell Kerr  
Forster  
Associates  
MANAGEMENT CONSULTANTS

appartements ventes

6<sup>e</sup> arrdt

M<sup>r</sup> RICHARD-LENDIR  
Dens imm. récent standing, beau 2-3 p., 61 m<sup>2</sup>, 7 m<sup>2</sup> balcon, salle de bain, cuisine, 15/19 h, voir 828-72-71.

13<sup>e</sup> arrdt  
EXCEPTIONNEL  
MAISON JARDIN  
clé en main, 12 p., 3 ch., 4 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

15<sup>e</sup> arrdt  
48, R. ENTREPRENEURS  
original duplex 80 m<sup>2</sup>, 4 ch., 4 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

ST-GERMAIN-DES-PRÉS  
Petit studio, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

7<sup>e</sup> arrdt  
CHAMP DE MARS Village  
Suisse, récent, grand standing, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

9<sup>e</sup> arrdt  
Métro TRINITE  
Bon imm., bon état, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

10<sup>e</sup> arrdt  
LOUIS-BLANC  
Dens imm. récente, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

11<sup>e</sup> arrdt  
HOTEL DE MONTAGNE  
(classé M.J.N.)  
complet par M. Messier  
17 p.

REHABILITATION COMPLETE  
APARTEMENTS 2 A 6 P  
Jardin, 15/19 h, voir 828-72-71.

12<sup>e</sup> arrdt  
Métro VAUGRARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

13<sup>e</sup> arrdt  
Métro TROCADERO  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

14<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

15<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

16<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

17<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

18<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

19<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

20<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

21<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

22<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

23<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

24<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

25<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

26<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

27<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

28<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

29<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

30<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

31<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

32<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

33<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

34<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

35<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

36<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

37<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

38<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

39<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

40<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

41<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

42<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

43<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

44<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

45<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

46<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

47<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

48<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

49<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

50<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

51<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

52<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

53<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

54<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

55<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

56<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

57<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

58<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

59<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

60<sup>e</sup> arrdt  
Métro CLICHY-LEZ-BOULEVARD  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

locations non meublées offres

Paris

35, RUE MARX-ORMOY  
Imm. récent, 2 ch., 1 b., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

appartements occupés

Rue Lantier  
5 p., 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup> terrain, 15/19 h, voir 828-72-71.

appartements achats

MAISONNETTES 23-25-27-29-31-33-35-37-39-41-43-45-47-49-51-53-55-57-59-61-63-65-67-69-71-73-75-77-79-81-83-85-87-89-91-93-95-97-99-101-103-105-107-109-111-113-115-117-119-121-123-125-127-129-131-133-135-137-139-141-143-145-147-149-151-153-155-157-159-161-163-165-167-169-171-173-175-177-179-181-183-185-187-189-191-193-195-197-199-201-203-205-207-209-211-213-215-217-219-221-223-225-227-229-231-233-235-237-239-241-243-245-247-249-251-253-255-257-259-261-263-265-267-269-271-273-275-277-279-281-283-285-287-289-291-293-295-297-299-301-303-305-307-309-311-313-315-317-319-321-323-325-327-329-331-333-335-337-339-341-343-345-347-349-351-353-355-357-359-361-363-365-367-369-371-373-375-377-379-381-383-385-387-389-391-393-395-397-399-401-403-405-407-409-411-413-415-417-419-421-423-425-427-429-431-433-435-437-439-441-443-445-447-449-451-453-455-457-459-461-463-465-467-469-471-473-475-477-479-481-483-485-487-489-491-493-495-497-499-501-503-505-507-509-511-513-515-517-519-521-523-525-527-529-531-533-535-537-539-541-543-545-547-549-551-553-555-557-559-561-563-565-567-569-571-573-575-577-579-581-583-585-587-589-591-593-595-597-599-601-603-605-607-609-611-613-615-617-619-621-623-625-627-629-631-633-635-637-639-641-643-645-647-649-651-653-655-657-659-661-663-665-667-669-671-673-675-677-679-681-683-685-687-689-691-693-695-697-699-701-703-705-707-709-711-713-715-717-719-721-723-725-727-729-731-733-735-737-739-741-743-745-747-749-751-753-755-757-759-761-763-765-767-769-771-773-775-777-779-781-783-785-787-789-791-793-795-797-799-801-803-805-807-809-811-813-815-817-819-821-823-825-827-829-831-833-835-837-839-841-843-845-847-849-851-853-855-857-859-861-863-865-867-869-871-873-875-877-879-881-883-885-887-889-891-893-895-897-899-901-903-905-907-909-911-913-915-917-919-921-923-925-927-929-931-933-935-937-939-941-943-945-947-949-951-953-955-957-959-961-963-965-967-969-971-973-975-977-979-981-983-985-987-989-991-993-995-997-999-1001-1003-1005-1007-1009-1011-1013-1015-1017-1019-1021-1023-1025-1027-1029-1031-1033-1035-1037-1039-1041-1043-1045-1047-1049-1051-1053-1055-1057-1059-1061-1063-1065-1067-1069-1071-1073-1075-1077-1079-1081-1083-1085-1087-1089-1091-1093-1095-1097-1099-1101-1103-1105-1107-1109-1111-1113-1115-1117-1119-1121-1123-1125-1127-1129-1131-1133-1135-1137-1139-1141-1143-1145-1147-1149-1151-1153-1155-1157-1159-1161-1163-1165-1167-1169-1171-1173-1175-1177-1179-1181-1183-1185-1187-1189-1191-1193-1195-1197-1199-1201-1203-1205-1207-1209-1211-1213-1215-1217-1219-1221-1223-1225-1227-1229-1231-1233-1235-1237-1239-1241-1243-1245-1247-1249-1251-1253-1255-1257-1259-1261-1263-1265-1267-1269-1271-1273-1275-1277-1279-1281-1283-1285-1287-1289-1291-1293-1295-1297-1299-1301-1303-1305-1307-1309-1311-1313-1315-1317-1319-1321-1323-1325-1327-1329-1331-1333-1335-1337-1339-1341-1343-1345-1347-1349-1351-1353-1355-1357-1359-1361-1363-1365-1367-1369-1371-1373-1375-1377-1379-1381-1383-1385-1387-1389-1391-1393-1395-1397-1399-1401-1403-1405-1407-1409-1411-1413-1415-1417-1419-1421-1423-1425-1427-1429-1431-1433-1435-1437-1439-1441-1443-1445-1447-1449-1451-1453-1455-1457-1459-1461-1463-1465-1467-1469-1471-1473-1475-1477-1479-1481-1483-1485-1487-1489-1491-1493-1495-1497-1499-1501-1503-1505-1507-1509-1511-1513-1515-1517-1519-1521-1523-1525-1527-1529-1531-1533-1535-1537-1539-1541-1543-1545-1547-1549-1551-1553-1555-1557-1559-1561-1563-1565-1567-1569-1571-1573-1575-1577-1579-1581-1583-1585-1587-1589-1591-1593-1595-1597-1599-1601-1603-1605-1607-1609-1611-1613-1615-1617-1619-1621-1623-1625-1627-1629-1631-1633-1635-1637-1639-1641-1643-1645-1647-1649-1651-1653-1655-1657-1659-1661-1663-1665-1667-1669-1671-1673-1675-1677-1679-1681-1683-1685-1687-1689-1691-1693-1695-1697-1699-1701-1703-1705-1707-1709-1711-1713-1715-1717-1719-1721-1723-1725-1727-1729-1731-1733-1735-1737-1739-1741-1743-1745-1747-1749-1751-1753-1755-1757-1759-1761-1763-1765-1767-1769-1771-1773-1775-1777-1779-1781-1783-1785-1787-1789-1791-1793-1795-1797-1799-1801-1803-1805-1807-1809-1811-1813-1815-1817-1819-1821-1823-1825-1827-1829-1831-1833-1835-1837-1839-1841-1843-1845-1847-1849-1851-1853-1855-1857



## SOCIAL

UN AVERTISSEMENT DE M. DELORS AU PATRONAT

# « Il faut que vous appreniez à ne pas tout attendre de l'Etat »

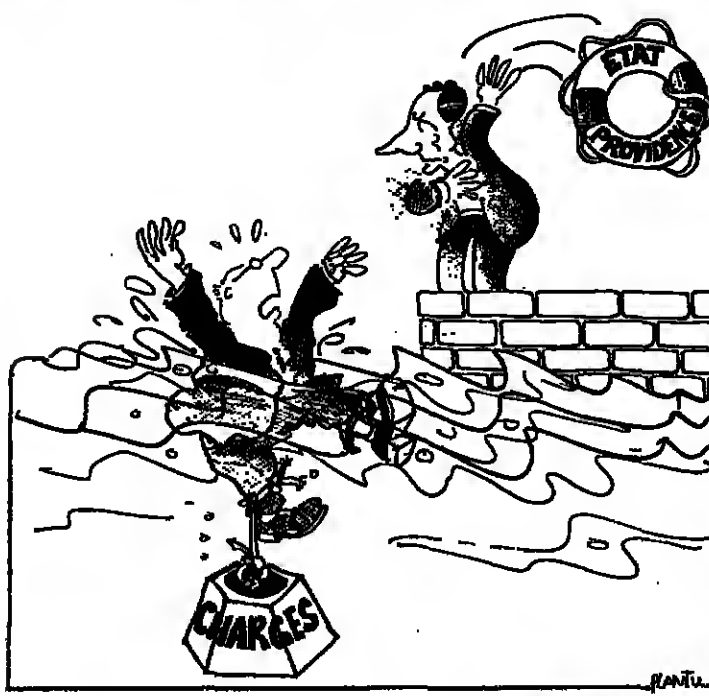
affirme le ministre de l'économie

M. Jacques Delors a vivement déploré, le 30 juin, le manque de responsabilité d'une partie du patronat en matière sociale et salariale, que vient d'illustrer, selon lui, l'augmentation réglementaire des cotisations à l'assurance-chômage, faute d'un accord entre patronat et syndicats.

« Il faut que vous appreniez à devenir responsables, à ne pas tout attendre de l'Etat », a lancé le ministre

A propos de l'assurance-chômage, « question particulière », le ministre a regretté que patronat et syndicats aient manqué « une chance » d'adapter le régime, « un des rares champs » où s'exercent conjointement leur responsabilité.

Questionné sur les effets du second plan de rigueur, le ministre n'a pas caché que « les six prochains mois seront difficiles pour les entre-



(Dessin de PLANU.)

de l'économie, des finances et du budget à quelque quatre cents dirigeants d'entreprises réunis à Paris par la chambre de commerce américaine en France.

« Jamais vous ne me verrez intervenir dans une négociation salariale », a-t-il déclaré, « c'est à vous de faire au mieux » avec les techniques et méthodes de gestion nouvelles, a poursuivi M. Delors, qui répondait à une question sur l'impact des augmentations de salaires sur la compétitivité des entreprises. « Même si vous n'êtes pas contents, c'est comme ça », a-t-il ajouté, haussant le ton, devant une assistance à ce moment houleuse.

prises ». Mais « il n'y a aucun moyen de faire autrement », a-t-il dit, sauf à pratiquer un prélèvement supplémentaire sur les ménages. « Ce qu'aucun gouvernement de gauche ou de droite ne pourrait faire ».

Selon M. Delors, en raison du ralentissement de l'activité, les entreprises ont engendré pas tout de suite les bénéfices de la désinflation. Mais « un dynamisme nouveau » se manifeste dans certains secteurs. D'autre part, le freinage de l'inflation et la réduction du déficit commercial doivent, a-t-il expliqué, permettre de reconquérir « pas à pas » des marges de manœuvre.

## A LA SÉCURITÉ SOCIALE

## La C.G.T. demande l'annulation du protocole sur le versement de la retraite complémentaire

La C.G.T. a rendu public, le 30 juin, les résultats de la « consultation nationale » organisée le 29 juin auprès des personnels de la Sécurité sociale pour soumettre à leur avis le protocole d'accord signé entre l'U.C.A.N.S.S. et la C.F.D.T. apportant des modifications au versement de la retraite complémentaire par le C.P.P.O.S.S. (le Monde du 28 juin). 60 270 personnes ont désapprouvé cet accord et demandé l'ouverture de nouvelles négociations. 1 833 se sont prononcées en sa faveur. Au total, 66 294 personnes dans 85 départements ont exprimé

leur sentiment sur 84 850 salariés présents au moment du vote.

Cette consultation concernait les 180 000 salariés des caisses primaires d'assurance-maladie et des caisses régionales d'assurance-maladie.

La Fédération des personnels des organismes sociaux C.G.T. déclare être « intervenue le 30 juin auprès de M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, afin de lui confirmer sa demande d'annulation du protocole agréé par ses soins le 22 avril et d'ouverture de négociations ».

Publié

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

## ENTREPRISE NATIONALE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

COMPLEXE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES  
B.P. 93 - KOUBA - ALGER

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un appel d'offres national et international restreint est lancé pour la fourniture de :

35 000 000 de BOUCHONS VERSEURS EN PLASTIQUE POUR BIDONS MÉTALLIQUES

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges à l'EMB Complexe d'Emballages Métalliques Gué de Constantine KOUBA, ALGER.

Les offres, établies conformément aux clauses du cahier des charges et accompagnées des pièces exigées par la réglementation en vigueur, doivent parvenir à EMB - CEM, B.P. 93 KOUBA, ALGER, sous double pli fermé.

L'enveloppe extérieure anonyme sans indications de la firme et comportant uniquement la mention : NE PAS OUVRIR, PLI CONFIDENTIEL, A.O.N.E.R. N° K DU 04/83.

La date limite de réception des offres est fixée à trente jours à compter de la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de soixante jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

## M. Jack Ralite préconise « une gestion économique du chômage »

(Suite de la première page.)

« Nous observons en effet une baisse sensible des offres d'emplois depuis janvier et, surtout au premier trimestre 1983, une forte diminution des effectifs dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics, et même, pour la première fois, dans le tertiaire.

« Je suis convaincu que si, à court, ni à moyen et long terme, il n'y a de régression possible du chômage sans création nette d'emplois dans la sphère productive, le rejet des deux tiers à la fois l'aide passive à l'emploi et à la fatalité du déclin industriel. C'est une logique nouvelle de l'aide tournée vers plus de valeur ajoutée nationale sans fermeture de frontières. C'est une aide qui n'est plus en exil de la production et de l'emploi.

Il est indispensable que la politique de l'emploi soit désormais pleinement intégrée aux politiques économiques et industrielles. Je souhaite que le conseil des ministres du 6 juillet, consacré notamment à l'emploi, soient prises des mesures reflétant cette priorité.

« Vous avez évoqué l'idée de « contrats emploi-formation-production ». En quoi consistait cette formule ?

« Depuis deux ans, le gouvernement a donné au pays des moyens nouveaux : nationalisations, droits élargis des travailleurs, décentralisation. Ces changements sont importants et à utiliser au mieux pour l'emploi.

« Ainsi, les contrats de plan d'entreprises nationalisées devaient mieux intégrer les dimensions emploi et formation, au niveau national et régional. Il faut que les entreprises publiques tiennent compte du coût social du chômage : non pas la seule indemnité de licenciement, mais le coût pour les finances publiques et les régimes sociaux, l'incidence sur le tissu régional, la place accrue faite aux importations, le coût humain. Je rappelle que le coût d'un chômeur pour l'UNEDIC, la Sécurité sociale, l'Etat, était évalué en 1982 à 72 000 francs par an.

« Je crois utile que le système bancaire, aujourd'hui nationalisé, fournisse une information régulière sur les crédits distribués, les secteurs qui en bénéficient, l'incidence attendue sur l'emploi. Sur cette base pourrait s'instaurer dans la transparence, l'indispensable débat sur le financement de l'emploi.

## Des contrats

## emploi-formation-production

« Mais l'idée de « contrats emploi-formation-production » va plus loin. Elle part de l'expérience que j'ai vécue au ministère de la santé en facilitant la rencontre d'usagers publics et de producteurs nationaux, ce qui a permis des créations d'emplois industriels. Pourquoi ne pas faciliter la coopération librement consentie d'entreprises productrices et utilisatrices ? Une entreprise qui a besoin de produits intermédiaires s'entendrait avec une qui peut lui fournir dans des conditions compétitives. Cette coopération viserait à des gains de production fondés sur des débouchés, des gains d'emplois et de productivité. Les entreprises ainsi approchées pourraient prévoir une amélioration de qualification de leur personnel, tout essentiel d'un pays comme le nôtre.

En fait, l'Etat offrirait un cadre et des moyens proportionnels à la valeur ajoutée et à l'amélioration de la balance extérieure par les emplois

supplémentaires (prêt bonifié, subvention à la formation, aide à l'emploi nouveau), les entreprises conservant leur initiative.

« Il s'agit d'un instrument nouveau basé sur une mise en cohérence d'aides existantes, pour l'accroissement de l'emploi compétitif. J'ajoute que ces contrats pourraient être signés avec l'Etat ou avec des régions.

Cette idée, déjà abordée dans les discussions interministérielles, me paraît tournée vers l'avenir, se refusant tout à la fois l'aide passive à l'emploi et à la fatalité du déclin industriel. C'est une logique nouvelle de l'aide tournée vers plus de valeur ajoutée nationale sans fermeture de frontières. C'est une aide qui n'est plus en exil de la production et de l'emploi.

« Pour que les contrats emploi-formation, emploi-orientation, décidés en mai en faveur des jeunes de 18 à 25 ans, soient pleinement efficaces, il faudrait que leur mise en œuvre intervienne rapidement. Quelles dispositions allez-vous prendre et pensez-vous que la mobilisation des entreprises sera suffisante pour que votre objectif de 200 000 contrats soit atteint ?

« Les nouvelles variantes des contrats emploi-formation sont nées du souci de coller au réel. Ce ne sont pas des prêts-à-porter mais des tentatives souples qui s'adaptent à chaque situation.

« Ils donnent lieu à une embauche, à un salaire au moins égal au SMIC, à une formation, à une première expérience professionnelle, à un contrat de travail. Et les faits montrent que dans 80 % des cas il y a intégration définitive du jeune.

« Pour atteindre les 200 000 contrats, nous avons organisé une campagne d'information à travers le pays. Nous avons rencontré un millier de chefs d'entreprise. Partout, ils se sont déclarés intéressés voire convaincus de l'utilité de ces contrats et de l'effort à faire. Beaucoup ont témoigné de leur expérience sautoyée positive. Nous sommes sur la bonne voie.

« Mais nous n'en gèrerons pas là. Nous allons, à la rentrée, vers des assemblées de jeunes, et l'oo se rendra compte alors, comme je l'ai constaté aux rassemblements de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) et des Jeunes communistes, que les jeunes veulent prendre en main leur avenir de formation et de travail.

« Vous avez hésité à ratifier le contrat solidarité-réduction de la durée du travail chez Dassault, contesté par le C.G.T. Qu'est-ce qui, sur le fond, a motivé vos réticences ?

« D'abord, a signé avec les syndicats avec le C.G.T. un accord d'entreprise prévoyant une réduction de la durée du travail, une compensation salariale partielle, une réorganisation du travail avec allongement de la durée d'utilisation de certains équipements et la constitution d'une sorte de livret de caisse d'épargne où serait placé le manque à gagner des salariés. Ce livret servirait à financer en 1985 des embauches, dans la mesure où la direction de l'entreprise considérerait que son plan de charge et celui de ses sous-traitants se seraient rééquilibrés durablement.

« Cet accord d'entreprise est une affaire interne à la société : direction, organisations syndicales et salariales se déterminant sans intervention de l'Etat.

« En revanche, lorsque la direction, à partir de cet accord, vient me voir et demande un financement public de 29 millions, dont 17 à verser immédiatement, je suis interpellé.

« En tant que ministre de l'emploi, j'ai la responsabilité d'obtenir la création du plus grand nombre possible d'emplois compétitifs. Or le texte ne comprenait aucune création immédiate et ne garantissait aucune création future. Accepter cela dans une société dynamique comme Dassault aurait créé un précédent : bien peu d'entreprises auraient ensuite signé des contrats de solidarité avec l'Etat pour bénéficier de l'aide de l'Etat. C'est une logique nouvelle de l'aide tournée vers plus de valeur ajoutée nationale sans fermeture de frontières. C'est une aide qui n'est plus en exil de la production et de l'emploi.

« J'ai donc négocié avec la direction, et le contrat finalement signé comporte la création de cinquante emplois et l'engagement de proposer au comité central d'entreprise au moins cent cinquante contrats emploi-formation, ce qui est aujourd'hui fait.

« Il s'agit donc d'un progrès considérable par rapport à ce qui m'était initialement proposé. Qui ne se féliciterait de ce résultat ?

« Plus généralement, pensez-vous que la réduction de la durée du travail soit une arme efficace contre le chômage ? Où en est-on de l'objectif de trente-cinq heures ?

« Le LX Plan rappelle l'objectif de trente-cinq heures en moyenne. Mais après l'étape de 1982, franchie par voie législative, le gouvernement a décidé d'adopter une approche contractuelle, fondée sur des accords d'entreprise ou de branche, et comptant des réductions d'au moins deux heures.

Cette démarche suppose donc qu'un accord soit trouvé, par négociation entre employeurs et syndicats, sur l'ampleur et l'échéancier de la réduction de la durée du travail, l'organisation du travail, la durée d'utilisation des équipements, les modalités de la compensation salariale. Le ministère de l'emploi peut ensuite et ensuite seulement, intervenir financièrement, quand l'accord s'accompagne d'un effet positif sur l'emploi.

« Lors de la prochaine réunion du comité supérieur de l'emploi, nous procéderons à un examen pluraliste des résultats obtenus, qui, sans être négligeables, sont modestes. Ces négociations demandent du temps ; leur aboutissement suppose un accord des intéressés qui n'est pas toujours obtenu. On sait que des syndicats, dont la C.E.S. au niveau européen, réclament la compensation salariale intégrale. On sait que le patronat considère qu'il ne trouve pas là l'assurance d'un développement des activités.

Cela dit, la réduction de la durée du travail me paraît une tendance irréversible comme conséquence des progrès de productivité permis par le développement des sciences et des techniques et de l'aspiration légitime des salariés à vivre et travailler autrement. Elle peut s'accompagner du développement de certaines formes de temps choisi - je pense, par exemple, à la préretraite progressive, au congé parental à temps partiel dans la mesure où celles-ci correspondent à un volontariat, garantissent les droits des travailleurs concernés (notamment le retour au temps plein s'ils le souhaitent) et évitent donc de marginaliser certaines catégories de salariés (les femmes, les jeunes).

« Le fonctionnement de l'A.N.P.E. a été souvent critiqué.

Quelles modifications préparez-vous, notamment pour son statut, afin de la rendre plus efficace dans le placement des chômeurs ?

« L'A.N.P.E. doit prendre toute sa place dans un grand service public de l'emploi que je compte concrétiser avant la fin de l'année. Il s'agit d'associer dans une véritable responsabilité publique de l'emploi : l'A.N.P.E., les services extérieurs du travail et de l'emploi, l'A.F.F.P.A., en relation avec les ASSEDI.

« Une étape importante est en cours, visant à l'informatisation harmonisée de l'A.N.P.E. et de l'UNEDIC. Dix millions de fiches de demandeurs d'emploi sont actuellement traitées manuellement par l'agence ; c'est dire le gain d'efficacité, de disponibilités nouvelles à attendre de l'informatique.

« J'ai pu, dans les régions, voir combien cette notion de service public de l'emploi répond d'abord aux besoins des demandeurs d'emploi, mais aussi aux souhaits des différentes administrations concernées.

« Oui, rapprochons tous les services au plus près des intéressés, les chômeurs, mais aussi les travailleurs, les entreprises ; allons vers de véritables « maisons de l'emploi » facilitant la relation, l'information, l'écoute profonde du demandeur d'emploi, pour son placement et sa formation.

« Le statut des personnels de l'A.N.P.E. en cours de négociation avec les syndicats, répondra à ces objectifs. Les améliorations qu'il comportera sont prévues dans le budget 1984.

« La décision de M. Gattaz de quitter l'UNEDIC n'est-elle pas au gouvernement un partenaire incontournable en la matière ?

« Vous vous rappelez cet Anglais débarquant à Calais, croisant une rouille et concluant : « Tous les Français sont roux ». Eh bien ! s'il est vrai qu'il y a des entreprises réellement ou difficilement, elles ne le sont pas toutes, fort heureusement. A entendre M. Gattaz, quel qu'un arrivant en France croirait trouver un pays en ruine. Il faut savoir raison et mesure garder. J'ai évoqué plus haut mes rencontres dans les régions avec des chefs d'entreprise. Ils questionnent, interpellent, proposent, mais c'est un autre langage. Il m'apparaît qu'ils veulent, pour la plupart, construire, et le ministre que je suis est un constructeur.

« Et puis, j'ai participé à toutes les rencontres avec l'UNEDIC. M. Gattaz, par son départ qu'il veut fracassant, a-t-il songé aux questions qui viennent tout de suite à l'esprit des gens : faudrait-il que les salariés soient les seuls à payer l'augmentation nécessaire des cotisations pour équilibrer l'UNEDIC ? Aurait-il fallu cesser d'indemniser les chômeurs ? Poser ces questions, c'est y répondre, d'autant que le gouvernement, devant la carence de l'UNEDIC, a décidé de ne combler que le déficit de 1983 et a mis des mesures à l'étude. Le président de la République a insisté pour que ce soit avant les vacances. Ces mesures reformeront l'assiette de la cotisation UNEDIC avec deux objectifs : la justice sociale et le maintien et l'encouragement de l'emploi, tout cela dans le partenariat.

« Aujourd'hui, l'heure n'est pas à je ne sais quel sécal, l'heure est à tirer des courages épuis une action concertée pour l'emploi, pour notre pays.

Propos recueillis par  
ALAIN LEBEAUE.

## Faits et chiffres

## Affaires

« M. André Costabel reste incarcéré. - La demande de mise en liberté du directeur de la caisse régionale de Crédit agricole du Gard, inculpé de complicité de banqueroute frauduleuse, a été rejetée (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Ses défenseurs ont interjeté l'appel de cette décision. Les délégués régionaux du Syndicat de la magistrature et de l'Union syndicale des magistrats ont, dans un communiqué, rappelé que « personne ne peut prétendre être au-dessus ou en dehors des lois ». - (Corresp.)

« Motobécane sous perfusion. - Sur décision du tribunal de commerce de Paris, la B.N.P. et la Société générale ont accordé un prêt de 30 millions de francs à Motobécane, deuxième fabricant français de cycles et de cyclomoteurs. Aucun délai de remboursement n'a été fixé. Cette avance de fonds devrait permettre au groupe, mis en liquidation judiciaire le 23 février dernier, de souffler un peu dans l'attente d'une solution industrielle, qui tarde, et de concours financier de l'Etat, lié à un « plan de redressement crédible ».

## Congrès

« L'Association internationale des sciences économiques tiendra son septième congrès mondial du 5 au 9 septembre 1983 à Madrid. Fondée en 1950 à l'initiative du département des sciences sociales de l'UNESCO, cette association, présidée par le professeur Victor L. Urquidí, de Mexico, regroupe actuellement cinquante associations nationales et organise tous les trois ans un congrès. Celui de Madrid a choisi pour thème : « Changement

structurel, interdépendance économique et développement mondial ». Au cours des séances plénières, des communications seront faites par MM. John P. Lewis (Etats-Unis), J. Lesourme (France), O. Bogomolov (Union soviétique), I. Patel (Inde), H.M.A. Oudiri (Nigéria), Felipe Herrera (Chili), Luis Angel Rojas (Espagne).

Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat parisien du congrès, 23, rue Campagne-Prémère, 75014 Paris. Tél. : 327-91-44.

## Energie

« Elf-Aquitaine prend une participation au permis de Bascoque-Mauberge. - Elf-Aquitaine vient de prendre une participation de 16 % sur ce périmètre qui est à l'origine de nombreux bruits en Bourse. Le groupe pétrolier se trouve donc associé à Total, BP et à l'Agip. Le farage Epiny, dans le Pas-de-Calais, opéré par Total sur ce périmètre approuvé de la 6<sup>ème</sup> à 4 000 mètres. Il devrait atteindre son objectif (- 4 500 mètres) à la fin de juillet. Le Consortium espère découvrir du gaz.

## Social

« Condamnations chez Peugeot-Talbot. - MM. Jean-Paul Parayre, président du directeur de P.S.A., Max Pequeux, directeur de Talbot-Poissey, et Daniel Emery, directeur du personnel de cette même usine, ont été condamnés le 30 juin par la cour d'appel de Versailles (Yvelines) à des peines d'amende de 10 000 F pour le président du directeur et 5 000 F pour chacun des deux autres responsables.

La C.G.T. et le ministère public avaient porté plainte pour entrave au droit syndical. Les trois dirigeants condamnés ont décidé de former un pourvoi en cassation.

« Des petits patrons empêchent un colloque présidé par M. Auroux. - Quelques trois cents petits patrons, manifestant à l'appel du Syndicat national du patronat moderne et dépendant (S.N.P.M.I.) et de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, ont empêché, jeudi 30 juin, la tenue d'un colloque départemental sur les droits nouveaux des travailleurs à Dole (Jura) que devait présider M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie.



chômage)

AFFAIRES

EN 1982

Les crédits bancaires ont été trois fois supérieurs aux normes

Les banques françaises ont fourni à l'économie des crédits trois fois supérieurs à ceux fixés par les normes de l'encadrement, a précisé M. Jean Dromer, président de l'Association française des banques (A.F.B.), dont il présentait le rapport annuel.

Les besoins nets des entreprises, leurs clients, ont augmenté de 38 % en 1982, du fait de la conjonction de deux facteurs : la réduction des marges bénéficiaires a provoqué un fléchissement de leur taux d'autofinancement, revenu de 54 % en 1981 à 48 % en 1982 ; la contraction de l'activité a entraîné des besoins accrus de trésorerie à court terme (+ 19,3 %).

Pour répondre à ces besoins, les banques leur ont consenti 200 milliards de francs de crédits supplémentaires, au lieu des 65 milliards de francs autorisés par la Banque de France. Ce « désencadrement » a été effectué de diverses manières : tout d'abord, le recours à des ressources non monétaires (40 milliards de francs d'émissions obligataires, donnant droit à autant de crédits) ; ensuite, les « enveloppes » exceptionnelles accordées par les pouvoirs publics à certains utilisateurs (raffineries de pétrole, sidérurgie) ; puis les crédits en devises, non soumis à encadrement (64 milliards de francs) ; enfin, les rabais d'encadrement à d'autres établissements et les dépassements de quotas, soumis à pénalités, pour 10 milliards de francs.

Le coût d'un tel désencadrement n'a pas été mince, notamment celui des emprunts obligataires : il a représenté l'équivalent des bénéfices totaux des établissements, qui, selon la commission de contrôle des banques, ont régressé pour la seconde fois en trente ans, fléchissant de 6 % (en 1974, ces bénéfices avaient diminué de 24 %). A l'origine de cette régression, on trouve, essentiellement, l'augmentation des provisions pour créances douteuses constituées sur des entreprises en

difficulté ou en faillite, qui sont passées de 14 milliards de francs à 18 milliards de francs.

Ce constat a autorisé M. Dromer à déclarer que les banques de l'A.F.B. étaient aujourd'hui, après des entreprises, au premier rang de la bataille économique, assurant environ 73 % de leur financement, la moitié des 27 % restants étant trouvée auprès du Crédit national et le solde auprès de la Banque française pour le commerce extérieur, le Crédit d'équipement aux P.M.E., les sociétés de développement régional, les Banques populaires et le Crédit agricole.

Parlant du coût de l'intermédiation financière des banques, c'est-à-dire de l'importance de leur rôle, M. Dromer a affirmé qu'il n'était pas plus élevé en France qu'à l'étranger. Il a rappelé que 60 % du coût du crédit est constitué par celui des ressources et que ce dernier est, pour une part, réglementé, avec un plancher constitué par les rémunérations du livret A des Caisses d'épargne (8,50 % actuellement net d'impôt, soit l'équivalent de 11 % à 15 % pour des dépôts normalement taxés).

Il a, enfin, mis l'accent sur les efforts déployés par l'A.F.B. pour adapter ses structures, notamment en prévision de la nouvelle loi bancaire, et pour pratiquer une véritable réflexion prospective sur l'activité bancaire et le métier de banquier, réflexion menée en commun avec les syndicats, les universités, les chambres de commerce, les dirigeants des partis politiques, ceux des entreprises et des régions.

SI LE PLAN DE LA C.E.E. EST RESPECTÉ

La sidérurgie européenne aura perdu 150 000 emplois en cinq ans

Les réductions supplémentaires de capacité de production sidérurgique réclamées, le 29 juin, par la Commission européenne (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), suscitent de vives critiques. En Italie, le gouvernement a déclaré que « cette décision de la C.E.E. ne sera pas appliquée ». Aux Pays-Bas, l'effort demandé à ce pays est qualifié d'injuste.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La réduction de 26,7 millions de tonnes demandée le 29 juin par la Commission européenne (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) des capacités de production de la sidérurgie européenne correspondront à la suppression de cent cinquante mille postes de travail pour la période 1980-1985. Tel est le chiffre que l'on peut établir à partir des données fournies par Bruxelles et des déclarations de M. Davignon, commissaire chargé des affaires industrielles qui a évalué à cent mille unités les pertes d'emploi de 1982 au milieu de la décennie.

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue jeudi, aux côtés de M. Andriessen responsable de la concurrence, M. Davignon a donné un certain nombre de précisions qui, selon les prévisions de la Commission sur la consommation d'acier en 1986 (100 millions de tonnes) font apparaître que le taux d'utilisation moyen du potentiel productif des entreprises de la C.E.E. atteindra 75 % à la fin de la phase de restructuration contre moins de 55 % actuellement.

M. Andriessen a affirmé avec force que la commission ne reviendra pas sur sa décision qui est « définitive et n'est pas négociable (...) étant donné que la part relative de chaque Etat membre dans la production totale de la Communauté est respectée ».

MARCEL SCOTTO.

LE GROUPE ALLEMAND LINDE VA ASSURER LE SAUVETAGE DE FENWICK MANUTENTION

C'est finalement le groupe allemand Linde qui a été choisi pour régler l'épineux dossier de la société Fenwick Manutention, premier constructeur français de chariots élévateurs, avec 25 % à 30 % du marché, et mille cinq cents salariés, dont la situation financière est devenue critique du fait de la chute de la demande mondiale.

Les négociations ont duré plus de dix mois, une première solution bulgare, avec l'entrée du groupe Balkancar, ayant été repoussée en raison des craintes que faisait naître la constitution d'une tête de pont en provenance d'une industrie d'Etat d'Europe de l'Est.

Une deuxième solution était avancée par Marcel Saxby, filiale française du groupe Otis, lui-même rattaché au géant United Technology : elle a été écartée par les pouvoirs publics, le groupe Otis ne présentant pas, à leurs yeux, de garantie suffisante pour la survie de l'entreprise.

La solution adoptée consiste à confier la direction opérationnelle de Fenwick Manutention à Linde, l'un des chefs de file mondiaux dans le secteur des chariots élévateurs, qui emploie, au total, dix-neuf mille personnes, notamment dans les matériels de liquéfaction des gaz. Linde détient 24 % du capital de Fenwick Manutention, de même qu'une filiale spécialisée de l'Idi, avec une option offerte à Linde sur la part de l'Idi et sur les 34 % restants, détenus par la maison mère Fenwick S.A.

Une coopération industrielle sera établie, fondée sur la fourniture des composants Linde à Fenwick Manutention, qui évoluera dans le réseau commercial allemand des chariots sans équivalent dans la gamme Linde.

ÉTRANGER

RECU DES EXPORTATIONS EN R.F.A.

Le commerce extérieur allemand a enregistré en mai un nouvel excédent de 3,6 milliards de DM (en chiffres bruts) contre 2,7 milliards en avril (+ 5 milliards en mai 1982). Les importations ont totalisé 31,9 milliards de DM, contre 31,1 milliards (30,6 milliards en mai 1982) et les exportations 35,5 milliards contre 33,8 milliards le mois précédent (35,6 milliards au plus tôt).

Durant les cinq premiers mois de 1983 les importations ont atteint 156,7 milliards et les exportations 174,9 milliards de DM, contre respectivement 160,1 milliards et 179,7 milliards de DM au cours de la même période de 1982, soit un surplus de 18,2 milliards au lieu de 19,6. Ce résultat correspond à une baisse de 5 % en termes réels des exportations, souligne l'Office fédéral de statistiques. Les industriels allemands, qui observent une diminution des commandes de l'étranger, craignent une accentuation de ce mouvement. — (A.F.P.)

GRANDE-BRETAGNE

Augmentation du chômage. — Le nombre de chômeurs britanniques a (en données corrigées des variations saisonnières) augmenté de 19 300 en juin par rapport à mai. Le chômage touche désormais 3 112 354 personnes, dont 2 983 921 chômeurs indemnisés et 128 433 jeunes arrivant sur le marché du travail, mais qui ne seront pris en compte qu'en septembre. Compte tenu aussi du retrait des statistiques de 18 000 chômeurs légaux, le chômage brut a diminué de 65 430 entre mai et juin, représentant 12,5 % de la population active au lieu de 12,8 %. — (A.F.P.)

Des déficits sans fin ?

Plus la France s'enfoncé dans la crise, plus la ponction sur les revenus des ménages s'accroît, plus les marges d'autofinancement des entreprises sont limitées... plus la question de l'allo-entain des ressources de la collectivité se pose avec acuité. Peut-on continuer à injecter des milliards de francs pour maintenir à bout de bras des secteurs industriels du passé, des entreprises dépassées ou mal gérées, combler des déficits sans fin ?

Selon les premières ébauches budgétaires, la S.N.C.F. absorberait, en 1984, 31,5 milliards de francs de crédits publics (subvention d'équilibre, charge des régimes de retraite). Avec les subventions et aides diverses aux Charbonnages de France, à la sidérurgie et à la chimie d'Etat, on arriverait à un total voisin de 60 milliards de francs, soit plus de 5 % du budget total de l'Etat. Si l'on y ajoutait les sommes prévues ici ou là pour boucher les trous et assurer les fins de mois d'un certain nombre de secteurs (papier) ou d'entreprises privées (Boussac-Saint Frères, A.R.C.T., Manufacture, Générale de fondrie, etc.), on arriverait à un total compris entre 65 et 75 milliards de francs.

J.-M. O.

Thomson veut redevenir bénéficiaire en 1985

Le groupe Thomson, qui a enregistré une perte consolidée de 2,2 milliards de francs en 1982, espère dégager à nouveau des bénéfices en 1985. Cet objectif sera, en tout cas, inscrit dans le contrat de plan pluriannuel qui devrait être bientôt conclu avec l'Etat, a indiqué M. Alain Gomez, P.-D.G. du groupe, à l'occasion d'un déjeuner de presse jeudi 30 juin.

En 1983, les investissements dépasseront 3,3 milliards de francs, dont 1 milliard pour la branche communication, contre 3 milliards en 1982. Les effectifs, qui avaient augmenté de 4 % cette année-là, devraient légèrement diminuer (- 1,1 %). Le principal problème du groupe est d'ordre financier. Cette année, ses besoins de trésorerie atteindront 4 milliards de francs. Or les frais financiers représentent déjà 3,8 % du chiffre d'affaires d'affaires (5 % dans le grand public). Le temps, pas si lointain, où le groupe jouait un rôle de banquier grâce aux « avances sur commandes » des grands contrats à l'exportation, est bien révolu.

Fort critique sur la gestion passée de Thomson-C.S.F., M. Alain Gomez estime que le « défi auquel le groupe est confronté est de maîtriser sa croissance ». Il « faut prioriser la mentalité des entreprises publiques » et rétablir la notion de profit, a-t-il expliqué. « Notre pro-

blème est celui de la cohérence entre le nombre de métiers qu'exerce le groupe — plus de vingt au total — et ses moyens financiers et humains, qui sont limités. Je n'exclis donc pas de procéder à des désinvestissements. »

Pour le moment, aucune décision n'est prise. Mais ce n'est un secret pour personne que l'on s'interroge chez Thomson sur l'avenir de Sodetec, la société d'ingénierie du groupe, du secteur cuivre, fils et câbles. Sans parler de ce gouffre qu'est la Compagnie générale de radiologie. A ce sujet, M. Gomez reste fort discret sur l'avenir de cette entreprise. Après l'échec du projet d'accord avec l'américain Technicare, reculé par l'Etat actionnaire, il semble que Thomson prenne ses dispositions pour garder la C.G.R., tout en restant ouvert à toute « proposition de coopération qui ne préjuge pas de l'avenir du secteur de l'électronique médicale en France ».

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES  
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES  
DE MOBILISATION ET DE TRANSFERT

SECOND AVIS NATIONAL ET INTERNATIONAL DE PRÉSELECTION DE BUREAUX D'ÉTUDES

1) Le ministère de l'hydraulique, direction générale des infrastructures hydrauliques, direction des infrastructures de mobilisation et de transfert lance un second avis national et international de présélection au complément au premier avis lancé en juillet 1982 pour présélectionner des bureaux d'études en vue de consultations futures pour la réalisation :

- d'études de faisabilité de barrage ;
  - d'études d'avant-projet détaillé de barrage ;
  - d'études d'exécution de barrage ;
  - de surveillance de travaux de construction de barrage.
- 2) Les bureaux d'études déjà présélectionnés lors de la présélection de juillet 1982 ne sont pas concernés par ce second avis.
- 3) Les bureaux d'études intéressés doivent fournir les renseignements concernant en particulier :
- leurs références techniques ;
  - leur capacité d'études ;
  - leur capacité d'intervention en Algérie.

En répondant à un questionnaire qui sera mis à leur disposition au siège du ministère de l'hydraulique, direction générale des infrastructures hydrauliques, D.I.M.T., 3, rue Mohamed-Ali, Kouba, Alger, à la date de la parution du présent avis dans la presse nationale.

4) Il ne sera pas tenu compte de la candidature des bureaux d'études qui n'auront pas répondu au questionnaire mentionné au point 3 ci-dessus.

5) Les dossiers de présélection doivent être déposés au ministère de l'hydraulique, direction générale de l'administration, bureau des marchés Kouba, Alger, avant le 30 août 1983, à 11 heures, dernier délai.

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

Italy's surprise election  
The Economist looks at why the Christian Democratic vote collapsed and at the prospects for the next Italian government.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./n° 5.611.31.031.00.01

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
**N° 9/83 « S.D.M.C. »**

Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de Matériels Scientifiques destinés à l'équipement des :

- Laboratoire de diélectrique ;
- Laboratoire de solutions solides ;
- Laboratoire de physique atomique ;
- Laboratoire de couches minces et semi-conducteurs, de l'Institut de physique à l'Université des Sciences et Techniques Houari Boumediène à Alger.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante et d'une façon très apparente « A.O.I. n° 9/83 S.D.M.C. », acquisition de Matériels Scientifiques destinés à l'équipement des Ateliers pédagogiques de l'Institut de physique de l'U.S. - T.H.B., soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la Circulaire n° 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des Offres est fixée à Soixante (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les presses nationales.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de Cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./n° 5.611.31.031.00.01

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
**N° 11/83 « S.D.M.C. »**

Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de Matériels Scientifiques destinés à l'équipement des Ateliers pédagogiques de la Recherche à l'Institut de physique de l'Université de Constantine.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante et d'une façon très apparente « A.O.I. n° 11/83 S.D.M.C. », acquisition de Matériels Scientifiques destinés à l'équipement des Ateliers pédagogiques de Recherche à l'Institut de physique, Université de Constantine, soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la Circulaire n° 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des Offres est fixée à Soixante (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les presses nationales.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de Cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./n° 5.611.31.031.00.01

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
**N° 10/83 « S.D.M.C. »**

Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de Matériels Scientifiques destinés à l'équipement des Ateliers pédagogiques de la Recherche à l'Institut de Chimie de l'Université des Sciences et des Techniques Houari Boumediène, Alger.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante et d'une façon très apparente « A.O.I. n° 10/83 S.D.M.C. », acquisition de Matériels Scientifiques destinés à l'équipement des Ateliers pédagogiques de Recherche à l'Institut de Chimie de l'U.S. - T.H.B., soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la Circulaire n° 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des Offres est fixée à Soixante (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les presses nationales.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de Cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### AMREP

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 26 juin 1983 sous la présidence de M. André Miller, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Le bénéfice net ressort à 36 193 338 francs contre 41 933 242 francs au titre de l'exercice précédent.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 27 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 13,50 francs (contre respectivement 22 francs et 12,50 francs au titre de l'exercice 1981). Un acompte de 12 francs ayant été mis en paiement le 10 décembre 1982, le solde soit 15 francs par action donnera droit à un avoir fiscal de 7,50 francs versé à partir du 15 juillet 1983 contre estampillage du coupon n° 41.

Les comptes consolidés du groupe font ressortir un bénéfice net consolidé, hors part des intérêts minoritaires de 63,51 millions de francs. La marge brute d'auto-financement consolidée s'établit à 225,14 millions de francs en 1982 contre 178,55 millions de francs en 1981.

L'Assemblée a ratifié la nomination, en qualité d'administrateurs, de MM. Joseph-Camille Genton et Jean Labaugère et renouvelé le mandat d'administrateur de M. Maurice Thirren.

Au cours de l'Assemblée, le président a notamment déclaré :

« La diminution des programmes d'exploration et de développement des champs d'hydrocarbures n'a pas affecté en 1982 le volume global de nos activités.

Chez celles de nos filiales où de sérieux problèmes d'équilibre se posent, notamment au Nigeria et au Venezuela, des solutions ont été trouvées qui, par la réduction de l'impor-

tance des structures - et portant de leur coût, - nous permettent d'être rassurés pour l'exercice 1983.

Partout ailleurs nous comptons sur l'agressivité de nos équipes commerciales, elles-mêmes portées par la renommée de notre groupe, pour obtenir les commandes nécessaires à sa croissance ; simultanément nos ingénieurs et nos gestionnaires luttent pour le maintien des prix de fabrication à des niveaux compétitifs.

Notre faculté d'adaptation - déjà prouvée dans le passé - à une situation mondiale difficile mais provisoire, est le meilleur gage de notre avenir, alors que déjà l'horizon commence à s'éclaircir. »

### PARIS ORLÉANS

Émission de deux cent trente-cinq mille obligations de 115 F convertibles en actions (une pour une). Souscription en priorité aux actionnaires du 4 au 18 juillet 1983 (deux obligations pour cinq actions). Taux progressif de 8 à 12 %.

Une note d'information (vise C.O.B. n° 83-185 du 21-6-1983) est tenue à la disposition du public au lieu de souscription : Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Rabelais, Paris-8<sup>e</sup>. (BALO du 27-06-1983.)

### CERABATI

Au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 juin 1983, le mandat de M. Reydel, commissaire aux comptes, a été renouvelé.

### (Publicité)

#### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

#### MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

#### ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE « ENAFOR »

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° IN 83.20

« ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

**CINQ (5) CAMPS DE FORAGE SAHARIEN**

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - DÉPARTEMENT ACHATS - 1, PLACE BUR-HAKEIM EL-BIAR (ALGER) à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans coiffe, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et porter seulement la mention « APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° IN 83.20 - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR » à l'attention de M. LE CHEF DU DÉPARTEMENT ACHATS, devront parvenir au plus tard le 13 août 1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 25 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

Le présent avis est publié en vertu de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les cahiers des charges sont à la disposition des soumissionnaires intéressés par le présent avis, et leur seront remis gratuitement par le service des études, Direction des Équipements, Ministère de la Formation Professionnelle, rue Farid-Zouinech-Kouba, Alger (ALGERIE).

Les offres, accompagnées des soumissions, doivent parvenir obligatoirement sous double enveloppe, au Ministère de la Formation Professionnelle, Direction des Équipements, Secrétariat des marchés, rue Farid-Zouinech-Kouba, Alger.

L'enveloppe extérieure anonyme, cachetée à la cire d'Espagne et comportant les mentions obligatoires : « Appel d'offres N° 02/83 », « Confidential », « A ne pas ouvrir ».

L'enveloppe intérieure contiendra l'offre, établie en deux (2) exemplaires dont l'un sans prix unitaires, ainsi que la documentation technique relative aux équipements proposés.

La date limite de remise des offres est fixée à cent vingt jours (120) jours à compter de la dernière publication du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

### De Dietrich

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 1983 a statué sur les comptes et les résultats de l'exercice 1982. Les résolutions présentées par le Conseil d'Administration ont été approuvées.

La mise en paiement du dividende a été fixée au 4 juillet prochain pour un montant net de F. 28 - (avoir fiscal F. 14) - contre présentation du coupon n° 33.

Au cours de cette réunion, M. Gilbert de Dietrich, Président-Directeur Général, a tenu à faire part de la situation à ce jour de la Société dans l'allocation suivante :

« Mesdames, Messieurs, Les résultats de votre 298<sup>e</sup> exercice, qui viennent de vous être présentés, peuvent être considérés dans une certaine mesure comme honorables dans la conjoncture actuelle.

Tenant compte des difficultés économiques du moment, votre Conseil vous a proposé de fixer la distribution à F. 28 - net par action.

Je tiens à remercier l'Assemblée d'avoir bien voulu approuver la proposition de ce dernier, soucieux de maintenir une politique de distribution compatible avec le niveau des résultats et les perspectives d'avenir, afin de préserver l'équilibre entre toutes les parties prenantes de notre Mission.

Dans la conjoncture économique actuelle, nos prévisions d'activité pour 1983 sont assez contrastées.

Notre participation à l'exécution de l'importante commande de 400 voitures voyageurs pour les Chemins de Fer Algériens, enregistrée par le Groupement d'Intérêt Économique Francoarab, s'ajoutant à celle prise en fin d'année pour le Maroc, assurent à la Division Ferroviaire et Mécanique une activité satisfaisante pour les mois à venir.

Tributaire des investissements de l'industrie chimique et pharmaceutique française et étrangère en forte baisse, la Division Équipement Chimique a envisagé pas pour cette année une évolution favorable de son activité.

Le ralentissement de la demande en cuisinières gaz, électriques et mixtes, ainsi qu'en chaudières et radiateurs de chauffage central est particulièrement préoccupant par la progression des ventes de notre gamme d'appareils de cuisson encastrables et la bonne tenue de nos exportations.

Ces dernières marquent une progression à fin Mai de 60 % pour la Division Équipement Thermique et de 17 % pour la Division Équipement Ménager.

A fin Mai, notre chiffre d'affaires est de 663 millions de francs, soit + 4 %.

Afin de compléter notre gamme de produits destinés aux industries sidérurgiques et minières, nous avons en début d'année négocié la reprise à la Société ASEA de son activité de maintenance, notamment des locomotrices télécommandées et des systèmes de tréfilage pour wagons.

Nous poursuivons nos études et réflexions dans le cadre du projet de rapprochement avec la Compagnie Européenne pour l'Équipement Ménager (CEPEM), filiale de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), que nous nous sommes annoncés au mois de janvier dernier.

Ces études devraient aboutir à une spécialisation de nos unités de fabrication respectives, permettant ainsi une amélioration de la compétitivité et de la rentabilité des produits concernés, et bien naturellement une augmentation des séries d'appareils, réalisant ainsi un ensemble compétitif au niveau européen, tout en préservant les intérêts majeurs de notre Société, de son personnel et de notre image de marque.

Votre Société, comme l'ensemble de l'industrie française, est confrontée à une conjoncture médiocre dont il est difficile de prévoir l'évolution.

Nous croyons cependant que la diversification de nos activités et notre volonté affirmée de poursuivre d'importants investissements, qui ont atteint 174 millions au cours des trois dernières années, devraient nous permettre de traverser dans de meilleures conditions cette période difficile. »

### RODAMCO

#### AUGMENTE SON DIVIDENDE

Le 16 juin 1983, le conseil de surveillance et la direction du fonds immobilier Rodamco ont décidé de proposer, au titre de l'exercice 1982/1983, la distribution de 4 FL (10,25 FF) en espèces ainsi que 3 % en actions.

Le 15 juin 1983, les actions Rodamco cotaient 129,70 FL (442 FF en Bourse de Paris).

L'augmentation de la distribution en espèces de 3,80 FL l'an dernier, à 4 FL, doit être attribuée à l'élévation du résultat d'exploitation de 25 millions de FL (58 millions de FF) à 31,5 millions de FL (80,7 millions de FF).

L'Assemblée Générale des actionnaires se tiendra le 25 août, à Rotterdam. A compter du 26 août, les actions Rodamco seront cotées ex-coupons.

### FRANCIC

#### L'Assemblée Générale des actionnaires

réunie le 23 juin 1983, sur deuxième convocation, sous la présidence de M. Olivier Moulin-Roussel, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1983, ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de 14 F. assorti d'un impôt déjà payé au trésor (avoir fiscal) de 5,53 F, soit un revenu global de 19,53 F en progression de 29,85 % sur l'exercice précédent.

Ce dividende a été mis en paiement le 24 juin 1983 à 12 heures aux guichets du Crédit Industriel et Commercial et des autres banques du groupe C.I.C.

Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts, avoir fiscal compris, pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale du droit d'entrée jusqu'au 24 septembre 1983.

L'Assemblée Générale a, par ailleurs, confirmé M. Jean-François Graby dans ses fonctions de directeur de la SICAV.

### GROUPE C.F.A.O.

#### SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION MODERNE SODIM

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

A la suite de sa nomination au poste de président de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, M. Paul Paoli a informé le conseil d'administration de la Société de Distribution Moderne Sodim de sa décision de renoncer à ses fonctions de président et d'administrateur.

Sur sa proposition, le conseil a coopté pour le remplacer comme administrateur M. Jean-Pierre Le Caron, secrétaire général de la C.F.A.O., et l'a immédiatement nommé président.

L'Assemblée a décidé que le dividende fixé à 20,40 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10,20 F, sera mis en paiement à compter du 20 juillet 1983 contre remise du coupon n° 13.

L'Assemblée a, d'autre part, nommé M. Nicolas Seydoux nouvel administrateur de la société et renouvelé les mandats venus à expiration de MM. Jean Morin et Claude Marcus.

### COMPAGNIE OPTORG

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 29 juin 1983, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui se soldent par un bénéfice de 3 361 998 francs.

Elle a décidé la distribution d'un dividende global de 4,65 francs par action, représenté par un dividende net distribué de 3,10 francs auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 1,55 franc. Ce dividende sera mis en paiement le 15 juillet 1983, contre remise du coupon n° 29.

Dans son allocation, le président a confirmé, avec les réserves d'usage, que l'exercice 1983 devrait voir se poursuivre le redressement de la compagnie.

L'après, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 204 298 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 235 870 millions de francs et les comptes ordinaires d'épargne de la Clientèle à 27 255 millions de francs.

À l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 204 298 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 235 870 millions de francs et les comptes ordinaires d'épargne de la Clientèle à 27 255 millions de francs.

Europarténaires : Commerzbank, Banco Hispano Americano, Banco di Roma.

Lisez  
**LE MONDE**  
diplomatique

### CREDIT LYONNAIS

#### SITUATION AU 31 MAI 1983

La situation au 31 mai 1983 s'établit à 591 543 millions contre 587 593 millions au 31 mai 1982.

Au passif, les comptes d'inscriptions d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 29 462 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 221 788 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 212 545 millions de francs.

À l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 204 298 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 235 870 millions de francs et les comptes ordinaires d'épargne de la Clientèle à 27 255 millions de francs.

Europarténaires : Commerzbank, Banco Hispano Americano, Banco di Roma.

محنام النحل







## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE PAPE EN POLOGNE : « Le roi nu », par Charles Antoine ; « A notre frère Jean-Paul II », par Jean Cardonnel ; « Messe sur un rempart », par Jacques Madaule ; « A chacun ses rhumatismes », par André Fontaine.

### ÉTRANGER

3. EUROPE  
- ESPAGNE : les rénovateurs l'emportent au comité central du P.C.E.  
4. AMÉRIQUES  
- Le report de la clôture de la VI<sup>e</sup> ONU-CEC.  
5. PROCHE-ORIENT  
- Réunion à Tunis de l'entente de l'O.L.P.  
- « La Syrie ou la mirroir aux éblouissements », par Éric Rouleau.  
6. AFRIQUE  
- KENYA : M. Njorjo quitte le Parlement.

### POLITIQUE

8. Les suites du contentieux électoral après les municipales.  
9. La fin de la session ordinaire du Parlement.

### SOCIÉTÉ

10. Les étrangers en France et les risques de racisme.  
- EDUCATION : un entretien avec M. François de Closets sur la carrière des universitaires.  
11. La loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.  
- SCIENCES : l'avenir spatial de la France.

### LOISIRS ET TOURISME

13. EN ÉTÉ : une expérience au Club ; Aquiland au Cap d'Agde.  
14. Retrouver la Thaïlande buissonnière.  
15-16. HIPPIQUE : PLAISIRS DE LA TABLE ; PHILATÉLIE : JEUX.

### CULTURE

17. MUSIQUE : Ariane à Nevers, à l'Opéra-Comique.  
- DANSE : le concours de l'Opéra.  
20. COMMUNICATION.  
20. SPORTS : le tournoi de Wimbledon.

### ÉCONOMIE

22. SOCIAL : un avertissement de M. Deleors au patronat.  
23. AFFAIRES : en respectant le plan de la C.E.E., la sidérurgie européenne perdra 150 000 emplois en cinq ans.

### RADIO-TÉLÉVISION (20)

- INFORMATIONS  
- SERVICES : (12) ; Loto ; Météorologie ; Journal officiel.  
Annonces classées (21) ; Carnet (12) ; Mots croisés (16) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Bourse (25).

Le numéro de « Monde » daté 1<sup>er</sup> juillet 1983 a été tiré à 481 682 exemplaires

**LES BELLES LITÉRIES**  
**TRECA**  
**EPEDA**  
**SIMMONS**  
s'achètent toujours chez  
**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente :  
37 av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup>  
Métro : Parmentier - Tél. 267.46.26  
LIVRAISON GRATUITE TOUTE FRANCE  
DANS TOUTE LA FRANCE

**LATREILLE**  
saldes d'été  
QUALITÉS IRREPROCHABLES  
PRIX EXCEPTIONNELS  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tél. 329.44.10  
PARKING ATTENDU À NOS MAGASINS

A B C D E F G

## UNE « ERREUR HISTORIQUE » D'URBANISME

### Les immeubles construits sur la « ceinture verte de Paris » sont entachés d'illégalité

Les soixante immeubles d'habitation, les trente établissements scolaires, les vingt bâtiments administratifs, mais aussi les hôpitaux, les parkings et les stations-service qui ont été construits depuis trente ans sur la « ceinture verte » de Paris l'ont été en violation des lois. Cinquante mille mètres carrés de surface bâtie seraient entachés d'illégalité.

Telle est, en tout cas, la conséquence d'un jugement rendu récemment par le tribunal administratif de Paris. Celui-ci a annulé le plan d'aménagement d'un nouveau quartier - la ZAC Champperret - qui est en cours de construction sur l'ancienne zone des fortifications de la capitale. Motif : ce plan, qui prévoit l'érection de deux mille trois cents logements et d'une quinzaine de bâtiments publics, n'a prévu aucune compensation en espaces verts alors que la législation rend cette disposition obligatoire.

Les juges n'ont pas osé arrêter les chantiers actuellement en pleine activité, mais, devant le Conseil d'Etat qui s'est saisi ensuite de l'affaire, le commissaire du gouvernement s'est prononcé pour l'interdiction immédiate des travaux. Le jugement du tribunal administratif, unique dans les annales, est un véritable « pavé dans la mare ». Car tout ce qui a été construit sur la « ceinture verte » depuis 1953 se trouve grevé de la même irrégularité.

Pour comprendre cette affaire, il faut remonter à 1919. A cette époque, les fortifications ceinturant Paris furent déclassées et vendues par l'Etat à la Ville de Paris pour 100 millions de francs. Celle-ci devait y construire des habitations à bon marché, ce qui fut fait. Mais en avant des « forts », s'étendait un glacis large de 250 mètres, souvent possédés par des particuliers mais sur lequel il était interdit de construire. La Ville s'engagea à acheter ces 778 hectares, à en déloger les « zonards » qui s'y étaient établis et, « dans l'intérêt de l'hygiène et de la salubrité publique », à aménager l'espace en « parcs publics et terrains de jeux ». Une loi précisa ces engagements, écartant ainsi toute « ceinture verte ». Ces dispositions furent confirmées par une seconde loi en 1930. Paris avait ainsi la chance - probablement unique au monde - de pouvoir offrir à ses habitants et à ceux de la banlieue un anneau de verdure de 36 kilomètres de circonférence.

Certes, on avait prévu quelques exceptions pour que les routes et les voies ferrées puissent traverser la zone, comme on avait réservé de la place pour le parc des expositions, un cimetière et certaines installations militaires. Mais pour l'essentiel les anciens glacis étaient délogés. Ils le restèrent jusqu'en 1953, mais, comme la Ville ne s'était pas hâtée d'aménager les parcs et terrains de jeux prévus, ils ressemblaient plutôt à des terrains vagues.

#### « Trafalgar juridique »

C'est alors que, devant la pénurie de terrains à bâtir, un parlementaire, le docteur Bernard Lafay, fit voter (à la saoutte, comme on dit à une loi de finances) la dérogation qui devait ruiner le bon projet de 1919. Trente lignes en *Journal officiel* suffirent. Elles stipulaient que l'on pourrait désormais construire des logements et des bâtiments publics sur la ceinture verte. Des conditions sévères limitaient cette possibilité. Ces constructions devaient faire l'objet d'un plan d'ensemble, être exécutées par des sociétés agréées par la Ville, ne pas porter atteinte à l'hygiène et à la salubrité publique, ne pas couvrir plus de 20 % de l'espace et faire l'objet de compensations en espaces verts, ailleurs dans Paris.

La Ville, la préfecture, l'Etat lui-même s'efforcèrent d'oublier ces conditions-là, et notamment les deux dernières. Il est vrai que la malheureuse ceinture verte fut d'abord massacrée par le ruban de béton du périphérique, qui en dévora près de 130 hectares et se dévora bien d'autres à cause du bruit et des gaz d'échappement. On se mit donc, au coup par coup, au gré des besoins, sans aucun plan cohérent, à parer ce qui restait de la zone d'écoles, de logements sociaux, de bâtiments administratifs... et de quelques stades et jardins.

Le coup de grâce fut porté par la « ZAC Champperret », qui, sur 25 hectares, doit emmasser six mille habitants et de nombreux équipements publics. Les riverains baptisèrent aussitôt « Périphérique-Ville » puisque, au mépris du bon sens, elle est construite des deux côtés de l'autoroute. Bien entendu, il

faut aujourd'hui couvrir la bruyante tranchée, au prix de 400 000 francs le mètre linéaire...

Mais les habitants du quartier ont réagi. En 1977 se créa l'association de sauvegarde de l'environnement Maillot-Champperret. On dépouilla le *Journal officiel* pour tenter de trouver une parade aux projets de l'administration. Les responsables de l'association constatèrent alors que l'« ex-céinture verte » était protégée par plusieurs lois. Mais personne, depuis un demi-siècle, n'avait osé les invoquer. Puis ils portèrent l'affaire devant les tribunaux. En deux ans, le Conseil d'Etat et le tribunal administratif vinrent d'annuler cinq permis de construire et l'ensemble du plan d'aménagement. Neuf autres permis sont menacés du même sort.

Pour les pouvoirs publics, c'est un « Trafalgar juridique ». Cette affaire ne révèle pas seulement la désinvolture des administrations à l'égard des textes votés par le Parlement. Elle ouvre le dossier de la ceinture verte. L'Etat des lieux dressés par l'association ont été confirmés par les services de la Ville - est-ce à dire ? Sur les 778 hectares d'anciennes fortifications, les voies ferrées, les cimetières et les installations militaires 160. Bref, il ne reste plus que 242 hectares de stades (souvent réservés à des usages privés) et de jardins publics. 70 % de la superficie de la zone ont été bétonnés, privatisés, occupés par de multiples organismes, en tant que souterrains aux Parisiens et aux banlieusards, qui avaient pourtant une immense besoin d'espace. Le gaspillage de la ceinture verte est probablement l'une des plus grandes béties du siècle en matière d'urbanisme, disent les militants de l'association. Et le plus fort, ajoutent à présent les juges administratifs, c'est qu'elle a été commise, souvent, en violation de la loi.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Les ententes pétrolières : trente condamnations à des amendes

### Neuf relaxes

De notre correspondant

Marseille. — La sixième chambre du tribunal de Marseille présidée par M. Pierre Carris a rendu le 1<sup>er</sup> juillet son jugement dans l'affaire des « ententes pétrolières » qui avait amené celles-ci de 2 mai au 3 juin trente-neuf prévenus inculpés de coalition illicite et d'entraves à la liberté des enchères.

Au terme d'attendus d'une quarantaine de pages le tribunal a prononcé neuf relaxes et trente condamnations à des peines d'amende de 500 000 à 3 000 F qui sont amoncelées par application de la loi du 16 juillet 1974. Le jugement estime en effet que les faits ne sont pas suffisamment établis en ce qui concerne MM. André Bouillot, Julien Mouscaré, respectivement vice-P.D.G. et directeur régional de Elf André Dubois P.-D.G. de Esso R.E.F., Pierre Willing sous-directeur de Fina, Henri Long attaché commercial de Mobil, Fleury Percé du Sert et Bernard Reverchon cadres à la Shell, Bernard Boulaya agent commercial de Total et René Letouzey directeur d'agence de la S.C.A.C. En revanche, il déclare coupable des délits reprochés les trente autres prévenus parmi lesquels tous les P.-D.G. des grandes compagnies en cause à l'époque des faits, notamment MM. Guy Laroche (Antar), Jean Chenevier (B.P.), René Granier de Lillies (C.F.R.), Paul Moch (Elf-Union), Jacques Ballet (Esso-S.A.F.), Jacques Goutier (Fina), Paul Moennin (Mobil), André Bernard et Léonard Carou (Shell), Louis Dony (Total) ainsi que les deux secrétaires généraux de l'Union des chambres syndicales des industries pétrolières (U.C.S.P.) MM. René Cressa et Paul Joly.

Le jugement répond à leur sujet à l'argument principal qu'ils invoquaient en soutenant que les ententes étaient la conséquence obligée de la politique pétrolière française de l'époque qui voulait favoriser les groupes et les compagnies nationales. Pour le tribunal l'argument « apparaît dans plusieurs cas contraire à la réalité des faits ».

« Tout s'est en définitive passé, dit-il, comme dit, profitant des facilités que leur concédait l'administration en contrepartie des charges qu'elle leur imposait, les dirigeants et les agents des principales compagnies importatrices de capitaux internationaux avaient cherché à compenser par leur action sur les prix des

## CANCÉRISATION ET CICATRISATION

### Des équipes américaines et britanniques identifient une substance responsable de la prolifération maligne

La substance essentiellement responsable de la prolifération incontrôlée des cellules malignes et que cherchaient à identifier tous les laboratoires mondiaux de cancérologie semble avoir été découverte.

Le docteur Russell Doolittle, chef du département de chimie de l'université de Californie à San-Diego, a constaté, en effet, que la protéine que fabrique un virus cancérogène du singe (*Simian forest virus*) a une structure analogue à celle du facteur de croissance que produisent les plaquettes sanguines (1) en cas de blessure.

Ce facteur (*platelet derived growth factor* ou P.D.G.F.) est stocké dans des granules qui contiennent les plaquettes, et il est libéré dans le sérum en cas de nécessité. Il agit en facilitant la coagulation et représente le plus puissant facteur de cicatrisation du sérum humain, en provoquant une activation intense de la multiplication cellulaire.

Une équipe de chercheurs de l'université Harvard à Boston (M. Antonides) et du California Institute of Technology à Pasadena (M. Hunkapiller) avait réussi tout récemment à identifier la structure d'une part importante, de ce facteur de croissance. La publication de cette découverte dans la revue *Science* du 27 mai dernier éveille chez le docteur Doolittle un réflexe de chimiste de haut vol.

Il indique au terminal d'ordinateur qu'il possède à son domicile la structure chimique en question et la relie à celui de son département universitaire dans lequel étaient stockés depuis cinq ans d'innombrables séquences chimiques identifiées par lui, concernant essentiellement des virus cancérogènes, leurs gènes et des oncogènes.

#### Une production excessive

Au bout de vingt minutes, l'ordinateur donnait sa réponse : la structure de cicatrisation identifiée à Harvard était, disait-il, le produit d'un oncogène, c'est-à-dire d'une de ces séquences observées tant dans le patrimoine héréditaire des cellules normales que dans les virus cancérogènes et qui sont capables, lorsqu'elles deviennent actives, d'induire le caractère cancéreux.

La découverte des « oncogènes », que le *Monde* a longuement commentée (10 septembre 1982, 19 janvier 1983), avait représenté, depuis ces toutes dernières années, le moment le plus important de l'histoire de la cancérologie, voire de la biologie.

Dix-sept de ces « gènes du cancer » présents - mais dormants - dans toutes les cellules vivantes ont été identifiés à ce jour comme semblables à ceux qui, dans les virus cancérogènes, déclenchent le processus malin. Cette identité entre le gène d'un virus pirate et un autre, présent dans toutes les cellules à l'état permanent, avait conduit les chercheurs à la conclusion que le processus malin résultait non pas de la production d'une substance nouvelle, mais de la production excessive, irraisonnée, d'une substance normalement présente dans les cellules.

La découverte américaine, dont feront état simultanément de prochaines publications des revues *Science* et *Nature*, est déjà confirmée par un chercheur britannique, M. Michael Waterfield, de l'Imperial Cancer Research Fund de Londres, qui revendique une simultanéité de découverte.

Elle fait un bruit considérable dans la communauté scientifique, car elle semble enfin apporter une clé décisive conduisant à la connaissance complète du processus cancéreux.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Éléments circulant dans le sang et qui jouent un rôle important dans la coagulation.

## REPLI DU DOLLAR : 7,61 F

Ce vendredi 1<sup>er</sup> juillet, sur les marchés des changes, le dollar est revenu à Francfort, de 2,55 DM à 2,5350 DM, et, à Paris, de 7,64 F à un peu plus de 7,61 F.

A la veille du week-end, le plus grand calme régnait sur les places financières mondiales.

■ M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., continue dans le *Quotidien de Paris* du 1<sup>er</sup> juillet la polémique qu'il a engagée le 16 juin dans le *Monde* avec M. Pierre Mauroy sur la dissuasion nucléaire. M. Pinton écrit : « Oui, Pierre Mauroy, je mets en doute les capacités de défense de la France telles qu'elles sont exprimées par vous... » En fait, ajoute-t-il, vous hésitez entre un faux gaullisme et une pseudo-intégration dans le système de l'O.T.A.N. Châtiaisez !

■ M. Henri Wolf, U.D.F.-P.S.D., a été élu le 30 juin maire de Meudon (Hauts-de-Seine), par 33 voix contre 7 au candidat du P.S. et 3 bulletins blancs. Il succède à Gilbert Gauer, U.D.F.-P.R., décédé le 19 juin.

(Né le 29 mai 1927 à Alger, M. Wolf était adjoint au maire de Meudon depuis 1971. Vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, M. Wolf est membre du bureau politique de l'U.D.F. et délégué général du parti social-démocrate.)

■ Un attentat par explosif a détruit dans la nuit du 29 au 30 juin un chalet d'informations touristiques à l'entrée nord de Bayonne. On a relevé sur le bâtiment des inscriptions du mouvement autonomiste basque Iparratarak.

**PRÉPARATIONS PHARMACIE**  
**MEDECINE**  
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.57/45.08.19  
emballage supérieur privé

**ELIMINEZ**  
sans produits chimiques  
**MOUSTIQUES**  
et insectes volants indésirables  
Appareil breveté utilisant à la fois une source lumineuse et une source chimique pour attirer les insectes et les détruire. Pour intérieur - extérieur - couvre 150 m<sup>2</sup>. Pour intérieur - extérieur - couvre 150 m<sup>2</sup>. Garantie totale 1 an. Haut 1 m. Long 1 m. Epaisseur 10 cm.  
Paris et rég. Paris THIEBAUT  
30, pl. de la Madeleine, 75008 Paris (M) (1) 742.29.03  
Province : Désinsecteur B.R.C.  
BP 502 - 44026 Nantes Cedex 18 (40) 49.42.64.  
980 F TTC - Franco 985 F.  
Documentation B72 sur demande

(Publicité)  
Et comme vin sur la table ?  
**Champagne.**  
pour un vrai déjeuner de vacances.

**Sulka**  
COSTUMES, VESTES, PANTALONS  
IMPERMÉABLES  
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS  
CHEMISES, ACCESSOIRES  
**SOLDES**  
2, rue de Castiglione, Paris 1<sup>er</sup> (260-38-08)  
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

هكذا من الأسفل